

# *futuribles*

*analyse et prospective*

Prospective de l'Afrique

---

L'emploi aux États-Unis

---

Visions du futur

---

Nouvelle croissance : mirage ?

---

# futuribles

analyse et prospective

REVUE MENSUELLE  
55, rue de Varenne

75343 Paris cedex 07 - France

• Tél : 33 (0)1 53 63 37 70

• Fax : 33 (0)1 42 22 65 54

• E-mail : revue@futuribles.com

www.futuribles.com

• Minitel : 3615 SJ\*FUTURIBLES

Comité d'orientation :

ISMÂÏL S. ABDALLA, MICHEL ALBERT, SERGE ANTOINE,  
GÖRAN BACKSTRAND, MICHEL CROZIER, CLARE  
DEGENHARDT, FRANÇOIS ECK, MAHDI ELMANDJRA, EMILIO  
FONTELA, MICHEL GODET, HAROLD A. LINSTONE, EDMOND  
LISLE, DANIEL MALKIN, ELEONORA MASINI, HENRI  
MENDRAS, AMÉLIE D'OULTREMONT, PIERRE PIGANIOL, JEAN  
SAINT-GEOURS, MICHEL SALOMON, PHILIPPE DE SEYNES,  
ALVIN TOFFLER, GEORGES VEDEL.

Comité de rédaction :

ANNE DE BEER, PIERRE BONNAURE, JEAN-YVES BOULIN,  
BERNARD CAZES, GILBERT CETTE, MICHEL DRANCOURT,  
CHARLES DU GRANRUT, ELVIRE LETOURNEUR-FABRY, ALAIN  
MICHEL, NICOLE MORGAN, ALAIN PARANT, ANDRÉ-YVES  
PORTNOFF, JEAN-JACQUES SALOMON,  
JACQUES THEYS.

Directeur - Rédacteur en chef :

HUGUES DE JOUENEL

Rédaction :

CHANTAL BARTHOLIN, STÉPHANIE DEBRUYNE

Documentaliste :

CÉLINE LAISNEY

Assistante :

ANNIE PALMANTIER

Secrétaire générale :

CORINNE ROËLS

Abonnements-diffusion :

CORINNE ROËLS, FABRICE COLIN

1 an :	France	690 F - 105,19 €
	Autres pays/DOM TOM	740 F - 112,81 €
	Par avion	820 F - 125,01 €
	Étudiants	480 F - 73,18 €

Joindre la copie de la carte d'étudiant

Le numéro :	France	78 F (port inclus) - 11,89 €
	Autres pays/ DOM TOM	83 F (port inclus) - 12,65 €

Les articles signés expriment l'opinion des auteurs et pas nécessairement celle de *Futuribles*. Tous droits de reproduction, même partielle, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays.

© *futuribles* Sarl 2000

Publiée avec le concours du Centre National du Livre  
commission paritaire n° 56798 - issn 0337 307 X

Bialec S.A.

9, avenue du général-leclerc, 54000 Nancy  
dépôt légal n° 51948 - OCTOBRE 2000

Principale revue de prospective en langue française à caractère réellement interdisciplinaire. *Futuribles* analyse chaque mois ce qui peut advenir (les futurs possibles) et ce qui peut être fait (les politiques et les stratégies) vis-à-vis des grands défis du futur.

## Au sommaire des derniers numéros

### n° 253

- *Europe : le poids de l'histoire*
- *Les valeurs des Français*
- *L'indemnisation du chômage*
- *L'apartheid urbain*

### n° 254

- *Les pénuries de main-d'œuvre*
  - *Le chômage paradoxal*
  - *Les difficultés de recrutement*
  - *Le salut par l'immigration ?*

### n° 255

- *Enjeux climatiques : Kyoto, et après...*
- *L'intelligence stratégique*
- *Les structures familiales*

### n° 256

- *Les districts italiens*
- *Le bruit des transports*
- *L'esprit des ordinateurs...*
- *La fin des temps*

Les articles de la revue *Futuribles* sont indexés dans Public Affairs Information Service (PAIS) Bulletin, ABC POL SCI : A Bibliography of Contents : Political Science and Government, CAB Abstracts, World Agricultural Economics and Rural Sociology Abstracts, Références, Généralis, Delphes, Delphine.

Toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, de la présente publication, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite (article L. 122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle - CPI) et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (Code de la Propriété Intellectuelle, article L. 122-5). Toutefois, l'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie (photocopie, télécopie, copie papier réalisée par imprimante) peut être obtenue auprès du Centre Français d'exploitation du droit de Copie (CFC) - 20, rue des Grands-Augustins - 75006 PARIS.

# futuribles

OCTOBRE 2000 - NUMÉRO 257

<b>Futurs possibles et souhaitables</b>	3
<i>Hugues de Jouvenel</i>	
<b>États-Unis : l'emploi à l'horizon 2008</b>	5
<i>Charles du Granrut</i>	
<b>Prospective de l'Afrique subsaharienne</b>	17
<i>Une synthèse générale des travaux de prospective récents</i>	
<i>Philippe Hugon</i>	

## Futurs d'antan

<b>Représentations du futur</b>	47
<b>Millénarisme et utopie</b>	49
<i>Zeev Gourarier</i>	
<b>Les utopies ïliennes</b>	56
<i>Patrick Prado</i>	
<b>Les cristaux de roche fatimides</b>	60
<i>Sophie Makariou</i>	
<b>L'avion d'Ader</b>	62
<i>Dominique Ferriot</i>	
<b>Science-fiction et bandes dessinées</b>	64
<i>Jean-Pierre Mercier</i>	

## Forum

<b>Nouvelle croissance ou vieilles lunes ?</b>	67
<i>Michel Godet</i>	

## Actualités prospectives 83

*La fin des tycoons, les managers en Asie / Regain du White Power aux États-Unis / La consommation citoyenne / Futuribles revisité : le prix du pétrole / Les coûts d'accès à Internet / Extrême droite : erreurs de perspective.*

## Bibliographie

<b>Analyses critiques</b>	93
<i>D. Clerc. Condamnés au chômage ? Travail et emploi : faux débats et vraies questions / P.-F. Tènière-Buchot. L'Autre Côté du miroir. Aperçus stratégiques / D. Cohen. Nos temps modernes / R.J. Ballon, K. Honda. Stakeholding. The Japanese Bottom Line / Association Pénombre, P. Meyer (préf.). Chiffres en folie. Petit abécédaire de l'usage des nombres dans le débat public et les médias / J. Bindé (sous la dir. de). Les Clés du XXI<sup>e</sup> siècle.</i>	

**Comptes rendus** 105

**Abstracts** 109



# FUTURS POSSIBLES ET SOUHAITABLES

---

*Une fois n'est pas coutume. À l'occasion de l'exposition organisée au Grand Palais (Paris) sur « les visions du futur » et dans la perspective de la première « Biennale du futur » qui aura lieu prochainement au Conseil économique et social, nous consacrons ce mois-ci un dossier spécial à l'avenir comme objet de rêve (d'aucuns parleront de « futurs souhaitables ») plutôt que comme sujet d'étude.*

*La distinction entre les deux démarches, parfois qualifiées de normative pour la première, d'exploratoire pour la seconde, n'est pas toujours claire. Mais il existe bien deux sortes de représentation de l'avenir suivant qu'on le considère comme quelque chose à explorer (les futurs possibles) ou comme quelque chose à construire (les futurs souhaitables).*

*Dans le premier cas, l'on privilégie l'effort d'anticipation, celui tendant à examiner l'arborescence des futurs possibles qui peuvent découler de la situation actuelle, autant que possible appréhendée au travers de sa dynamique temporelle longue, donc des tendances lourdes et émergentes qu'elle recèle. Puis, usant d'un raisonnement de type « si... alors... », on va essayer de se représenter les chemins que pourrait emprunter l'évolution.*

*Dans le second cas, l'on se situe davantage sur le registre des futurs souhaitables, ceux-ci s'ancrant dans les valeurs qui nous animent, voire dans nos rêves, à charge toutefois de bien distinguer (distinction difficile !) ceux qui sont réalisables et deviendront des projets, de ceux qui ne le sont point et demeureront des mythes qui feront, le cas échéant, l'objet de fictions.*

*N'exagérons point cependant outre mesure la différence entre ces deux démarches qui, tout en étant distinctes, sont plus complémentaires qu'opposées.*

*Les lecteurs de Futuribles le savent bien. Faute de vigilance et d'anticipation, nos actions, bien souvent, ne résultent pas d'une décision dictée par la poursuite d'un objectif choisi ; elles sont imposées par l'urgence, commandées par les événements qui nous acculent ainsi à agir sous la contrainte. C'est l'intérêt même de l'anticipation que de nous éviter d'être ainsi contraints par les circonstances, de nous assurer des marges de manœuvre qu'en son absence nous n'aurions point.*

*Cependant, puisqu'il est question ici, non des futurs possibles, mais des futurs souhaitables, reconnaissons qu'il est bien difficile de dire ce qu'ils sont. Cela est vrai au niveau individuel, et rares*

sont les personnes qui ont la chance d'avoir une vision claire de ce qu'elles souhaitent. Cela est encore plus délicat au niveau collectif, niveau auquel nous avons le plus grand mal à discerner ce qui relève de l'opinion — dont on connaît bien le caractère fugace — de ce qui relève des valeurs essentielles — dont on cerne mal la teneur<sup>1</sup>.

De cette difficulté provient sans doute le déficit de véritables projets collectifs, surtout lorsque ceux qui sont supposés les incarner se dérobent à leur responsabilité, arguant désormais volontiers que de tels projets ne peuvent venir que d'en bas, au travers de l'expression directe par la société civile de ce qu'elle souhaite. Mais le sait-elle elle-même en l'absence de véritable débat public ? Et comment peut-on l'appréhender autrement qu'à travers des sondages d'opinion qui ne nous renseignent guère sur les valeurs profondes des gens, ne font que nous informer de l'état de l'opinion en réaction généralement à des stimuli extérieurs, des réactions plus souvent du reste d'exaspération que d'adhésion.

Ainsi restons-nous foncièrement en panne de projet collectif, au niveau de la

nation comme d'ailleurs au niveau de l'Europe, en panne donc d'adhésion et a fortiori de mobilisation collective. D'autant plus en panne que les idéaux types qui, hier, servaient de modèles et semblaient transcender les volontés individuelles ont perdu, avec la montée de l'individualisme, la valeur qu'ils avaient jadis. Heureux témoignage de notre affranchissement vis-à-vis d'un ordre autrefois jugé supérieur aux consciences individuelles, affranchissement qui, toutefois, exige aujourd'hui un surcroît de démocratie participative, l'instauration d'un nouveau processus d'édification de projets collectifs non prescrits mais construits.

Un des enjeux majeurs des années à venir sera, à n'en point douter, de trouver, dans le respect d'une diversité individuelle croissante, comment fonder de nouveaux projets communs, des projets suffisamment durables pour conférer à l'action collective un sens et une cohérence résistant à l'épreuve du temps, donc impliquant une part de pari et de risque.

Hugues de Jouvenel

---

1. Cette question fera l'objet d'une table ronde à Futuribles International, le 16 novembre prochain, de 17 h 30 à 19 h 30 : « Les valeurs des Français : les grandes tendances d'évolution observées et prévisibles », autour de Pierre Bréchon (professeur de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Grenoble, chercheur au Centre d'informatisation des données sociopolitiques) et Jean-François Tchernia (directeur de Tchernia Études Conseil).

Charles du Granrut

# États-Unis : l'emploi à l'horizon 2008

*Le Bureau of Labor Statistics (BLS, en charge des statistiques de l'emploi aux États-Unis) a publié fin 1999 une série de projections sur l'emploi américain à l'horizon 2008. Charles du Granrut nous en présente ici les principaux résultats, montrant que, même en cas de ralentissement de la croissance dans ce pays, la situation actuelle de quasi-plein-emploi perdurerait.*

*L'analyse du BLS indique effectivement que l'économie américaine s'est « tertiaisée » et que les tendances d'évolution observées depuis 1976 devraient se maintenir dans les années à venir. Toutefois, comme le souligne Charles du Granrut, « l'image d'une économie américaine massivement orientée vers les services mérite d'être nuancée » : d'une part, le développement de nombreux services s'effectue en corrélation avec l'industrie ; d'autre part, la croissance des services dépend fortement de l'évolution de la demande et de l'organisation mise en place pour satisfaire cette demande.*

*Enfin, le contenu des emplois est également en cours de transformation aux États-Unis : le niveau de qualification et les compétences requises sont, globalement, orientés à la hausse ; ce qui n'empêche pas les inégalités d'augmenter — ce sont les emplois les mieux rémunérés, d'une part, mais aussi les moins bien rémunérés, d'autre part, qui connaissent les taux de croissance les plus importants selon le BLS.*

S.D.

Les performances historiquement exceptionnelles de l'économie américaine depuis environ neuf ans, en particulier en termes de croissance et de créations d'emplois, amènent à se demander si elle n'est pas entrée dans une période de « plein-emploi ». La projection du Bureau of Labor Statistics (BLS) à l'horizon 2008, qui a été publiée

en novembre 1999 et n'intègre donc pas les enseignements des dernières évolutions de l'économie américaine, apporte des éclairages intéressants sur le maintien de cette tendance à moyen terme, et permet d'analyser dans une perspective historique les changements qualitatifs affectant la composition de la population active.

## Le plein-emploi, même en cas de ralentissement de la croissance

Dans le cadre des hypothèses retenues par le BLS, la croissance moyenne annuelle du PIB (produit intérieur brut) serait en termes réels de 2,4 % pendant la période 1998-2008 contre une

moyenne de 2,6 % pendant la période 1988-1998 (tableau 1). Le niveau de la croissance future a été significativement relevé comparativement à celui de la projection publiée en 1997 pour la période 1996-2006, puisqu'il était alors de 2,1 %. Il demeure toutefois significativement inférieur au niveau de croissance actuel de l'économie américaine — 4,2 % en 1999 — et aux prévisions des avocats de la « nouvelle économie ».

Tableau 1. — L'économie américaine à l'horizon 2008, principaux résultats

(en % moyen annuel de croissance)	1978-1988	1988-1998	1998-2008
PIB	2,7	2,6	2,4
Consommation des ménages	3,0	2,6	2,4
Investissement brut privé	1,8	4,9	3,2
Exportations	5,5	7,8	6,9
Importations	5,5	7,7	6,4
Dépenses publiques fédérales	0,7	2,5	0,7
Autres dépenses publiques	2,1	2,5	2,4
Revenu disponible brut par tête	1,8	1,2	1,6
Productivité du travail	0,9	1,2	1,4
Taux de chômage (en % de la population active, en fin de période)	5,5	4,5	4,7
Taux d'épargne (en % du revenu disponible, en fin de période)	5,4	0,5	2,2

Sources : Bureau of Economic Analysis et BLS.

Concernant la croissance de la productivité horaire du travail dans l'économie, la projection du BLS se révèle également prudente, prévoyant une progression annuelle modérée : 1,4 % entre 1998 et 2008, contre 1,2 % pour la période 1988-1998. Ce chiffre global est calculé *a posteriori* puisque les projections sont réalisées secteur par secteur. À titre de comparaison, selon l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques), l'augmentation moyenne annuelle de la productivité du travail dans l'ensemble de

l'économie aurait été de 2,0 % de 1995 à 1999.

Selon le BLS, toutes les composantes de la demande verraient leur croissance ralentir, en particulier l'investissement des entreprises. Néanmoins, l'investissement en matériel informatique continuerait de croître à un taux annuel de 18,4 % jusqu'en 2008 (contre 27,3 % pendant la période 1988-1998). La croissance annuelle moyenne des exportations et des importations, supérieure à celle du PIB, devrait contribuer à renforcer l'ouverture internationale de l'économie américaine,

et, malgré une croissance plus rapide des exportations par rapport aux importations, le déficit commercial devrait continuer à croître, mais à un rythme plus modéré qu'actuellement : il atteindrait, en 2008, environ 350 milliards de dollars US

(valeur 1992), contre environ 240 milliards (valeur 1992) en 1998. Le budget fédéral aurait un excédent annuel d'environ 1 % du PIB pendant toute la période de projection et le taux d'imposition des ménages serait légèrement diminué.

## LES PRÉVISIONS DU CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE

*En juillet 2000, le Congressional Budget Office, qui dépend du Congrès américain, a publié ses dernières projections budgétaires à l'horizon 2010.*

### Les principales hypothèses économiques

*Après avoir atteint 4,2 % en 1999, la croissance économique annuelle serait de 4,9 % en 2000, 3,1 % en 2001 et 2,7 % pour la période 2002-2010. Dans ce cadre, la croissance tendancielle de l'économie américaine après 2001 serait d'environ 3 %, résultant d'une croissance tendancielle de la productivité du travail légèrement inférieure à 2 % et d'une croissance de la population active légèrement supérieure à 1 %. Après avoir atteint 3,8 % en 2000, le taux de chômage remonterait régulièrement pour parvenir à 5,1 % en 2010. L'inflation serait faible puisque, après avoir atteint 3,1 % en 2000, elle passerait à 2,5 % pour la période 2006-2010. Les taux d'intérêt réels à long terme atteindraient 2,3 %.*

### Les principales hypothèses budgétaires

*La première hypothèse suppose que les dépenses discrétionnaires augmentent au même rythme que l'inflation après 2000. La deuxième table sur le gel des dépenses discrétionnaires au niveau de l'an 2000. La troisième envisage que les dépenses discrétionnaires seront limitées jusqu'en 2002 et progresseront au rythme de l'inflation après cette date.*

### Les principaux résultats

*Quelle que soit l'hypothèse concernant les dépenses discrétionnaires, l'excédent du budget fédéral (on-budget surplus) et de la sécurité sociale, c'est-à-dire le budget du système de retraite par répartition, (off-budget surplus) augmente continuellement au cours de la période considérée. Un tel niveau d'excédent budgétaire n'a été atteint qu'une seule fois, en 1948, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Concernant la sécurité sociale, les excédents se réduiront très rapidement après 2010 en raison de l'arrivée à la retraite des générations du baby boom. Quels que soient les scénarios envisagés, le stock de la dette détenue passera de 39,9 % du PIB en 1999 à 5,4 % du PIB en 2010.*

C.G.

La croissance de la population active civile devrait, pour sa part, demeurer inchangée : de l'ordre de 1,2 %, c'est-à-dire le même taux qu'en 1998-2008. Le taux de chômage atteindrait 4,7 % en 2008 contre 4,5 % en 1998. Alors que le secteur de la production des biens devrait connaître une stabilité de ses effectifs,

celui des services au sens large devrait fournir, pour sa part, la presque totalité des créations d'emplois (tableau 2).

Une analyse plus fine permet de préciser la dynamique sectorielle de la création d'emplois aux États-Unis. La croissance et le poids relatif des différents secteurs (hors individus à leur compte<sup>1</sup>)

1. Concernant les individus à leur compte, voir encadré p. 10.

ont fait l'objet d'une étude à partir d'un découpage par grands groupes ayant chacun une cohérence économique : « production et distribution de biens », « intermédiation », « sophistication et externalisation des processus de production », « loisirs et capital humain » et « administrations publiques, hors services d'éducation et de santé » (tableau 3).

Le poids relatif des administrations publiques (hors services d'éducation et de santé) tend à diminuer depuis une quinzaine d'années ; le secteur des biens (durables et non durables) a vu ses effec-

tifs globaux stagner en valeur absolue ; celui de la construction a connu une hausse régulière de ses effectifs et son poids relatif s'est maintenu ; enfin, la diminution des effectifs s'est surtout produite dans le secteur des biens non durables. À l'horizon 2008, le rythme des créations d'emplois du groupe « production de biens » devrait être comparable à celui de la période 1988-1998, confortant ainsi la baisse de son poids relatif.

Le groupe « intermédiation » a connu, quant à lui, une légère diminution de sa

Tableau 2. — Emplois civils aux États-Unis (1976-2008)

	Total (milliers)				Structure			
	1976	1988	1998	2008	1976	1988	1998	2008
<b>Production</b>								
Agriculture	3 371	3 355	3 576	3 526	3,7%	2,8%	2,5%	2,2%
Extraction	779	713	590	475	0,9%	0,6%	0,4%	0,3%
Construction	3 576	5 098	5 985	6 535	4,0%	4,2%	4,3%	4,1%
Biens durables	11 080	11 363	11 170	11 277	12,3%	9,5%	7,9%	7,0%
Biens non durables	7 923	7 951	7 602	7 406	8,8%	6,6%	5,4%	4,6%
Eau, gaz, électricité	826	1 051	971	932	0,9%	0,9%	0,7%	0,6%
Services de réparation	693	1 188	1 526	1 956	0,8%	1,0%	1,1%	1,2%
<b>Intermédiation</b>								
Commerce de gros	4 546	6 030	6 831	7 330	5,1%	5,0%	4,9%	4,6%
Commerce de détail	9 552	12 765	14 536	16 281	10,6%	10,6%	10,3%	10,1%
Immobilier	794	1 280	1 471	1 650	0,9%	1,1%	1,0%	1,0%
Communication et poste	1 681	1 773	1 909	2 180	1,9%	1,5%	1,4%	1,4%
Transports	2 680	3 301	4 276	4 951	3,0%	2,8%	3,0%	3,1%
<b>Sophistication et externalisation</b>								
Finance et assurance	3 477	4 069	4 466	5 067	3,9%	4,5%	4,2%	4,2%
Audit, recherche et relations publiques	636	2 263	3 237	4 328	0,7%	1,9%	2,3%	2,7%
Travail temporaire	304	1 350	3 230	4 623	0,3%	1,1%	2,3%	2,9%
Services informatiques	159	673	1 599	3 472	0,2%	0,6%	1,1%	2,2%
Services juridiques	363	845	973	1 200	0,4%	0,7%	0,7%	0,7%
Autres services aux entreprises	1 711	2 615	3 755	5 051	1,9%	2,2%	2,7%	3,1%

part dans l'emploi américain. Les effectifs employés dans le commerce de gros et de détail ont augmenté sensiblement en valeur absolue, à l'image des effectifs globaux de ce groupe, ce qui a permis de limiter la baisse de leur poids relatif. Indiscutablement, l'économie américaine a su développer tout un secteur de la distribution où le service au client, combiné avec une législation libérale, a permis de créer de nombreux emplois. Pour les prochaines années, le BLS table sur une poursuite des tendances passées et donc une augmentation, certes à un

rythme modéré, des effectifs travaillant dans le commerce.

Le groupe « sophistication et externalisation », qui comprend notamment la finance, le travail temporaire et les services informatiques, a vu ses effectifs et son poids augmenter fortement en raison de plusieurs facteurs. La complexité croissante des processus de production et de fourniture des services a imposé de nouvelles expertises (informatique, relations publiques, *marketing*, etc.) alors que l'environnement concurrentiel devenait de plus en plus instable. Dans ce

Tableau 2. (suite) — Emplois civils aux États-Unis (1976–2008)

	Total (milliers)				Structure			
	1976	1988	1998	2008	1976	1988	1998	2008
<b>Capital humain</b>								
Restauration	3 656	6 258	7 760	9 082	4,1%	5,2%	5,5%	5,6%
Hôtels	929	1 540	1 776	2 088	1,0%	1,3%	1,3%	1,3%
Services personnels	870	1 056	1 195	1 317	1,0%	0,9%	0,9%	0,8%
Cinéma, télévision, divertissements et musées	1 185	1 714	2 695	3 358	1,3%	1,4%	1,9%	2,1%
Services de santé publics et privés	5 360	8 171	10 829	13 615	6,0%	6,8%	7,7%	8,5%
Éducation privée et publique	7 283	8 910	11 175	12 885	8,1%	7,4%	8,0%	8,0%
Services sociaux	763	1 552	2 644	3 678	0,8%	1,3%	1,9%	2,3%
Activités associatives	1 427	1 740	2 361	2 600	1,6%	1,4%	1,7%	1,6%
Employés de maison	1 398	1 153	962	759	1,6%	1,0%	0,7%	0,5%
<b>Administration</b>								
Gouvernement fédéral	2 029	2 102	1 789	1 635	2,3%	1,8%	1,3%	1,0%
États fédérés hors éducation et santé	4 798	5 925	7 066	7 905	5,3%	4,9%	5,0%	4,9%
<b>Individus à leur compte hors agriculture</b>	6 093	8 731	9 029	9 925	6,8%	7,3%	6,4%	6,2%
<b>Emplois secondaires pour les personnes à leur compte</b>	n.d.	2 201	2 060	2 059	n.d.	1,8%	1,5%	1,3%
<b>TOTAL EMPLOIS CIVILS</b>	89 942	118 736	139 044	159 146	100%	100%	100%	100%

Source : BLS, calculs Charles du Granrut.

**Tableau 3. — Emplois civils hors personnes**

	Total (milliers)				Structure	
	1976	1988	1998	2008	1976	1988
Production	28 248	30 719	31 420	32 107	33,7%	28,5%
Intermédiation	19 253	25 149	29 023	32 392	23,0%	23,3%
Sophistication et externalisation	6 650	11 815	17 260	23 741	7,9%	11,0%
Capital humain	22 871	32 094	41 397	49 382	27,3%	29,8%
Administration hors éducation et santé	6 827	8 027	8 855	9 540	8,1%	7,4%
<b>Total</b>	<b>83 849</b>	<b>107 804</b>	<b>127 955</b>	<b>147 162</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : BLS, calculs Charles du Granrut.

### LES INDIVIDUS À LEUR COMPTE AUX ÉTATS-UNIS

La répartition sectorielle des individus travaillant à leur compte aux États-Unis n'est pas publiée dans ces projections du BLS, mais on peut la préciser grâce à d'autres données du BLS, recensées dans le tableau suivant :

Individus à leur compte (répartition par secteurs, en %)			
	1979	1989	1996
Agriculture	15,7	12,1	10,8
Construction et extraction	14,6	14,2	14,5
Industrie	5,6	5,1	5,7
Transports	3,2	3,2	4,5
Commerce de gros	4,6	4,7	4,5
Commerce de détail	19,8	16,7	15,2
Finance	5,6	6,7	6,7
Autres services	30,9	37,3	38,1
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Source : BLS.

C.G.

contexte, les entreprises ont cherché à externaliser certaines fonctions, soit parce qu'elles n'en disposaient pas en interne (services informatiques) soit parce qu'elles désiraient accroître leur flexibilité (travail temporaire). En outre, une grande partie de son activité concernant les particuliers, la finance a bénéficié du

développement des transferts financiers dans la vie quotidienne ainsi que de l'importance croissante des avoirs financiers dans le patrimoine des individus. D'ici 2008, c'est le groupe qui devrait connaître la plus forte croissance, en particulier dans le domaine des services informatiques et du travail temporaire.

**à leur compte (1976-2008)**

	Structure		Croissance cumulée		
	1998	2008	1976-1998	1988-1998	1998-2008
	24,6%	21,8%	11,2%	2,3%	2,2%
	22,7%	22,0%	50,7%	15,4%	11,6%
	13,5%	16,1%	159,5%	46,1%	37,5%
	32,4%	33,6%	81,0%	29,0%	19,3%
	6,9%	6,5%	29,7%	10,3%	7,7%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>52,6%</b>	<b>18,7%</b>	<b>15,0%</b>

Les effectifs du groupe intitulé « loisirs et capital humain » — incluant notamment la restauration, l'hôtellerie, les services de santé et d'éducation — ont connu une croissance soutenue. En outre, le poids relatif de certaines activités a fortement augmenté, à l'image des services liés aux loisirs et à la santé qui ont connu les plus fortes croissances. Ainsi, les emplois dans la restauration et l'hôtellerie, qui constituaient 5,1 % du total des emplois en 1976, en représentaient 6,8 % en 1998. Une forte demande combinée avec des gains de productivité faibles sont sans doute les facteurs explicatifs les plus importants de ces évolutions. Dans le cas de la santé, bien que la couverture publique soit beaucoup moins développée qu'en Europe, les dépenses ont fortement augmenté et, malgré les stratégies de contrôle des dépenses et des coûts mises en œuvre aux États-Unis (en particulier dans le cadre des *Health Maintenance Organizations*), la croissance des effectifs ne s'est pas démentie. Enfin, les effectifs des services d'éducation sont passés de 7,3 millions en 1976 à 10,7 millions. Ce sont surtout ceux de l'enseignement privé qui ont augmenté, mais à un rythme moindre que les effectifs de la

santé ; cette différence s'expliquant en partie par les conditions d'exercice de chaque activité (un enseignant peut faire cours à plusieurs dizaines d'élèves alors qu'un médecin ne peut examiner qu'un patient à la fois).

Bien que cette analyse ne prenne pas en compte l'évolution des fonctions à l'intérieur des activités et les secteurs dans lesquels travaillent les personnes à leur compte, l'image d'une économie américaine massivement orientée vers les services mérite donc d'être nuancée. D'une part, le développement de nombreux services s'effectue en relation serrée avec l'industrie. De l'autre, la croissance des services est loin d'être uniforme et dépend étroitement des caractéristiques de la demande et de l'organisation mise en place pour satisfaire cette dernière.

### Des fonctions de plus en plus qualifiées mais une hausse des inégalités

En se fondant sur une classification des effectifs en neuf groupes, on peut observer une légère hausse du poids relatif des fonctions de coordination, de conception et d'expertise, au détriment des fonctions d'exécution (tableau 4).

Cette évolution est particulièrement notable dans le secteur des services qui a connu une augmentation du nombre de travailleurs qualifiés au détriment de celui des employés de bureau. Néanmoins, la modification de la répartition des emplois est globalement lente et seules quelques fonctions connaissent des évolutions significatives (médecins, ingénieurs etc.). À l'inverse, certains secteurs, comme celui de la santé,

Tableau 4. — Fonction principale des actifs américains

	1985	1990	1995	1998
Managers	11,4%	12,5%	13,8%	14,5%
Spécialistes	12,7%	13,3%	14,5%	15,1%
Techniciens	3,0%	3,3%	3,1%	3,2%
Vente	11,8%	12,0%	12,1%	12,1%
Personnel administratif	16,2%	15,8%	14,7%	14,0%
Services	13,5%	13,5%	13,6%	13,6%
Production et réparation	12,4%	11,6%	10,8%	11,0%
Opérateurs	15,7%	15,2%	14,5%	13,9%
Agriculteurs	3,2%	2,9%	2,9%	2,7%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : BLS.

## EMPLOIS OU EMPLOYÉS ?

Aux États-Unis, il existe deux sources principales d'informations concernant l'évaluation des effectifs employés. Ces deux enquêtes mensuelles, qui sont menées sous la responsabilité du Bureau of Labor Statistics conduisent à des estimations différentes. Il est important de bien connaître les raisons de ces différences.

L'enquête mensuelle Current Employment Survey, dont les données sont rapprochées une fois par an avec celles de l'assurance chômage, est conduite notamment auprès de 400 000 entreprises, excepté le secteur agricole, c'est-à-dire environ 37 % de l'emploi. Elle dénombre tous les emplois, y compris ceux occupés simultanément par le même individu.

L'enquête mensuelle Current Population Survey repose sur un échantillon de 47 000 ménages et fait l'objet d'un ajustement une fois tous les 10 ans en fonction des résultats du recensement. Puisque cette enquête recense tous les individus ayant une activité, elle comprend les individus qui travaillent soit à leur compte, soit dans des entreprises familiales, soit dans le secteur agricole, etc. Mais ceux-ci ne sont comptés qu'une seule fois, même s'ils occupent plusieurs emplois.

À périmètre comparable et en ajustant les différences entre les deux enquêtes, un écart significatif, qui s'est accru dans les années récentes, demeure. Plus précisément, le nombre d'emplois dans le secteur privé hors agriculture dans l'enquête Current Population Survey est significativement inférieur à celui évalué dans le Current Employment Survey pour un total d'environ 1,5 million d'emplois. D'après les recherches menées, il semble que cette différence soit imputable à une mauvaise couverture de certaines catégories de la population dans l'échantillon de 47 000 ménages du Current Population Survey. Ces populations, qui sont souvent « marginales » (minorités raciales, immigrants illégaux, etc.), ne se présentent sur le marché du travail que s'il existe de réelles opportunités. Ceci expliquerait que l'écart ait tendance à s'accroître en période de forte croissance économique.

En conclusion, aux États-Unis, comme dans la plupart des pays, les concepts relatifs à la population active et au « plein-emploi » se révèlent difficiles à définir théoriquement et à suivre statistiquement.

C.G.

**Tableau 5. — Effectifs des actifs américains par salaire médian**

	% de l'effectif total		Évolution 1999/1989 (%)	
	1989	1999	Effectifs	Salaire réel
Salaire haut	34,7%	38,3%	26,9%	6,3%
Salaire moyen	32,2%	28,4%	1,2%	2,4%
Salaire bas	33,1%	33,4%	15,9%	11,6%

Source : BLS.

connaissent une augmentation concomitante du poids relatif des emplois peu ou modérément qualifiés, et de celui des emplois qualifiés. La croissance des effectifs aux deux extrémités des classifications de fonctions est d'ailleurs confirmée par la hausse des effectifs regroupés par niveau de rémunération : ce sont les salariés ayant les rémunérations les plus élevées et, dans une moindre mesure, ceux qui ont les plus bas revenus dont les effectifs ont le plus augmenté (tableau 5).

La répartition des fonctions et les compétences exigées évoluent en fonction de deux facteurs. Comme les secteurs économiques ont des besoins différents de personnel, les évolutions des effectifs employés dans chacun d'eux, à structure d'emplois inchangée, modifient les caractéristiques de la demande de travail et donc la répartition des fonctions. Ensuite, le progrès technique et l'évolution des modes d'organisation des entreprises et de la concurrence font évoluer la répartition des fonctions à l'intérieur d'un même secteur, et/ou transforment

le contenu de certaines fonctions (indépendamment de leur dénomination qui peut demeurer inchangée). D'après les évaluations du BLS, pour la période 1989-1997, c'est surtout la transformation des modes d'organisation qui a été le facteur décisif dans l'évolution de la demande de qualifications et du contenu des emplois.

Sur longue période, outre l'accroissement des qualifications requises, l'augmentation du niveau d'éducation de la population est indiscutable, notamment en raison de l'allongement de la durée de la scolarité. Pourtant, malgré ces qualifications accrues, sans prétendre analyser complètement l'ajustement entre l'offre et la demande de travail, il semble bien qu'il y ait un manque de diplômés puisque les inégalités de salaires tendent à s'accroître en fonction du diplôme (tableau 6).

Par ailleurs, il faut souligner le rôle important que joue l'immigration — légale ou illégale —, aux États-Unis, pour répondre aux besoins du marché du travail. Elle modifie la pyramide des âges puisqu'elle est concentrée dans les

**Tableau 6. — Rapport du salaire horaire des diplômés universitaires sur celui des actifs s'étant arrêtés aux études secondaires**

	1970	1980	1990	1997
Homme	1,36	1,29	1,51	1,62
Femme	1,23	1,32	1,56	1,65

Source : BLS.

classes d'âges en âge de travailler, ainsi que le poids relatif des minorités raciales.

L'analyse sur le moyen terme des fonctions, des qualifications et du niveau d'éducation des travailleurs américains permet de tirer plusieurs conclusions. Indiscutablement, le niveau d'éducation des travailleurs américains augmente et le contenu de la plupart des emplois requiert des compétences accrues. Néanmoins, la structure des emplois évolue lentement et, même dans les secteurs en forte expansion comme la santé, les créations concernent à la fois des emplois hautement qualifiés et des emplois peu ou pas qualifiés. La thèse selon laquelle l'économie américaine se transformerait massivement en une économie d'emplois hautement qualifiés mérite donc d'être sérieusement discutée.

En réalité, l'évolution du contenu et de la structure des emplois, qui doit prendre en compte les qualifications des diffé-

rentes générations constituant la population active et les structures d'éducation et de formation, ne peut être que globalement progressive. En d'autres termes, si l'évolution à long terme vers plus de complexité et une productivité accrue est indiscutable, elle est généralement graduelle tout en comprenant l'émergence rapide de nouveaux métiers.

En conclusion, l'analyse dans une perspective historique des projections du BLS ouvre quelques pistes de réflexion. Si la « tertiarisation » de l'économie américaine est indiscutable, elle se révèle complexe car la croissance des secteurs appartenant aux services est spécifique à chaque activité. L'évolution des qualifications requises indique que c'est surtout le contenu des emplois qui se transforme. Tout en affinant la présente analyse, il serait intéressant de comparer la situation américaine avec celle d'autres pays développés, en particulier européens.

#### BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

BRADDOCK Douglas. « Occupational Employment Projections to 2008 ». *Monthly Labor Review*, novembre 1999, pp. 51-77.

CONGRESSIONAL BUDGET OFFICE. *The Budget and Economic Outlook: An Update*. Washington : The Congress of the United States, juillet 2000.

COUNCIL OF ECONOMIC ADVISERS. *Economic Report of the President*. Washington : Government Printing Office, 2000.

DEAN Edwin R. « The Accuracy of the BLS Productivity Measures ». *Monthly Labor Review*, février 2000, pp. 24-34.

FULLERTON Howard N. « Labor Force Projections to 2008: Steady Growth and Changing Composition ». *Monthly Labor Review*, novembre 1999, pp. 19-32.

GRANRUT Charles (du). « États-Unis : l'emploi à l'horizon 2006 ». *Futuribles*, n° 233, juillet-août 1998, pp. 31-45.

GULLICKSON William, HARPER Michael J. « Possible Measurement Bias in Aggregate Productivity Growth ». *Monthly Labor Review*, février 1999, pp. 47-67.

IIG Randy E., HAUGEN Steven E. « Earnings and Employment trends in the 1990s ». *Monthly Labor Review*, mars 2000, pp. 21-33.

JUHN Chinchui, POTTER Simon. « Explaining the Recent Divergence in Payroll and Household Employment Growth ». *Current Issues in Economics and Finance* (Federal Reserve Bank of New York), décembre 1999.

OCDE. *États-Unis. Études économiques de l'OCDE, 1999-2000*. Paris : OCDE, mai 2000.

SAUNDERS Norman C., SU Betty W. « The U.S. Economy to 2008: a Decade of Continued Growth ». *Monthly Labor Review*, novembre 1999, pp. 5-18.

THOMSON Allison. « Industry Output and Employment Projections to 2008 ». *Monthly Labor Review*, novembre 1999, pp. 33-50.

U.S. DEPARTMENT OF LABOR, BUREAU OF LABOR STATISTICS. *Report on the American Workforce 1999*. Washington : Government Printing Office, 2000.

**Sur les questions d'emploi,  
voir notamment, dans la revue *Futuribles* :**

« Coût du travail et emploi : diagnostic et propositions, consensus et controverses ». Numéro spécial, n° 197, avril 1995.

CETTE Gilbert. « Chômage : *Les Moyens d'en sortir*. Observations sur l'ouvrage de Michel Rocard » ; et ROCARD Michel. « Observations sur les observations de Gilbert Cette ». N° 222, juillet-août 1997, pp. 65-70 et 71-77.

COOMANS Géry. « L'emploi en Europe à l'horizon 2015. Évolution démographique et reflux du chômage ». N° 234, septembre 1998, pp. 5-27.

GAUTIÉ Jérôme. « Le chômage des jeunes en France, un problème de formation ? ». N° 186, avril 1994, pp. 3-23.

KRUGMAN Paul. « L'Europe sans emploi, l'Amérique sans le sou ? ». N° 201, septembre 1995, pp. 55-68.

SEGHIN Achille. « Parler vrai sur le travail et l'emploi. À propos du livre d'Arnaud du Crest, *Scénario pour le travail et la formation* ». N° 235, octobre 1998, pp. 67-72.

*Pour plus d'informations, consulter l'index de la revue, en ligne sur le site Internet de Futuribles : <http://www.futuribles.com>, ou nous contacter au 33 (0)1 53 63 37 71.*

publicité

TOUS LES MOIS, LISEZ

# ÉTUDES

DANS LES DERNIERS NUMÉROS :

*Le climat est-il une marchandise ?* (sept.)  
Jean-Charles HOURCADE

*L'avenir du référendum en France* (sept.)  
Hugues PORTELLI

*L'accompagnement en formation* (sept.)  
Luc PASQUIER

*Dignité et fin de vie* (sept.)  
Xavier THÉVENOT

*Tony Blair : les aléas  
de la décentralisation* (oct.)  
Philippe LE CORRE

*Les Français et la société civile* (oct.)  
Jean BOISSONNAT

Et dans chaque numéro :

***Figures libres, Choix de films, Chroniques de théâtre,  
Revue des livres, Choix de disques...***

EN VENTE DANS LES GRANDES LIBRAIRIES

Le n° (144 p.) : 60 F - Etr. : 67 F  
Abt (11 n°/an) : 540 F - Etr. : 650 F

Rédacteur en chef  
Henri MADELIN

Renseignements, vente au numéro : envoyez vos nom, adresse et règlement à ETUDES  
14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48 - <http://pro.wanadoo.fr/assas-editions/>  
Abonnement : ETUDES - Autorisation 13 - 75803 PARIS cedex 08 - Tél. : 01 44 21 60 99

Philippe Hugon <sup>1</sup>

# Prospective de l'Afrique subsaharienne <sup>2</sup>

UNE SYNTHÈSE GÉNÉRALE DES TRAVAUX  
DE PROSPECTIVE RÉCENTS

*À la demande du ministère français des Affaires étrangères, un bilan des travaux de prospective réalisés au cours de la dernière décennie en et sur l'Afrique subsaharienne vient d'être établi par le CERED/CERNEA de l'université Paris X-Nanterre.*

*Philippe Hugon, qui a assuré avec Olivier Sudrie la direction de cette étude, nous livre ici les principaux enseignements qui se dégagent de ces exercices sur l'avenir de l'Afrique subsaharienne. Après avoir brièvement rappelé la nature différente de ces travaux, il expose :*

- *les tendances les plus déterminantes en distinguant celles qui sont exogènes (les variables d'environnement externe) de celles qui sont internes au continent africain (non sans souligner les disparités infrarégionales) ;*
- *les enjeux stratégiques majeurs à moyen et à long terme, les acteurs principaux et leurs options stratégiques possibles ;*
- *les scénarios qui se dégagent de l'ensemble de ces travaux en distinguant ceux afférents aux évolutions socio-économiques possibles de la région et ceux qui concernent davantage son positionnement géopolitique.*

*Cette synthèse magistrale des études à caractère prospectif menées sur l'Afrique noire montre l'ampleur des enjeux auxquels celle-ci se trouve confrontée mais souligne fort utilement aussi quels sont les facteurs d'inertie et les marges de manœuvre des acteurs concernés.*

H.J.

---

1. Professeur, université Paris X-Nanterre.

2. Par convention, nous appelons l'Afrique la seule Afrique subsaharienne. Cet article utilise certains résultats de l'étude *Un bilan de la prospective africaine*, rédigée en 1999 au sein du CERED/CERNEA (Centre de recherches en économie du développement/Centre de recherches pour une nouvelle économie appliquée) de Paris X-Nanterre, en codirection avec Olivier Sudrie. Ce bilan de la prospective africaine a été effectué pour le compte du ministère des Affaires étrangères, Direction générale de la coopération internationale et du développement (MAE/DGCID). Nous sommes évidemment largement redevables des débats ayant eu lieu au sein du CERED/CERNEA et des travaux rédigés en collaboration avec O. Sudrie.

« Nul ne connaît l'histoire de la prochaine aurore. »  
(proverbe africain)

Les images des futurs de l'Afrique sont contrastées même si le noir et le gris l'emportent généralement sur les couleurs claires (afro-pessimisme).

Les lunettes des macroéconomistes et une démarche *top-down* montrent que l'Afrique est globalement placée sur un *trend* de stagnation à long terme de la productivité ; elle connaît un blocage interne d'accumulation et de fortes instabilités conduisant à une marginalisation vis-à-vis des flux commerciaux et financiers internationaux et à un endettement extérieur difficilement gérable. Au-delà des divergences nationales et des évolutions conjoncturelles, on peut noter un faible dynamisme de l'agriculture et un processus d'industrialisation embryonnaire, une rupture des grands équilibres financiers, un taux d'épargne limité et une croissance des secteurs non directement productifs (tertiaire, administration...). L'Afrique est globalement demeurée « une économie de rente » où le processus d'accumulation n'a pu être réellement enclenché<sup>3</sup>. En longue période, elle a peu changé de spécialisation. Pour 10 % de la population mondiale, elle représente 1 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, 2 % du commerce mondial et 1 % des investissements directs. Les indicateurs de pauvreté y sont les plus élevés au monde. L'Afrique comprend 33 des 48 PMA (pays les moins avancés), 36 des 45 pays à IDH (indice du développement humain) faible. Elle regroupe 180 millions de sous-alimentés, 20 millions de personnes touchées par le sida ; 14 pays y étaient en conflit en 2000.

Au fur et à mesure que la démarche est *bottom-up*, que les lunettes changent, que les éclairages diffèrent ou que les temporalités se modifient, le paysage devient plus contrasté, des différences de reliefs apparaissent, des « dynamiques du dedans » transparaissent. Les « Afriques » sont plurielles. Les pays africains ont été capables de gérer, depuis leur indépendance, un triplement de leur population, un sextuplement de leur population urbaine, le maintien de frontières constitutives d'États-nations en voie d'émergence. Les acteurs de la société civile ont été capables d'inventer, d'innover, de créer des activités répondant à la satisfaction des besoins essentiels. Les économies non officielles, parallèles ou « informelles » ont constitué des modes d'accommodement, d'ingéniosité, de vie ou de survie du plus grand nombre. Le développement des infrastructures, des systèmes scolaires et sanitaires, des appareils productifs, ainsi que l'émergence d'élites nationales ou de la société civile font que l'Afrique de l'an 2000 est fort différente de ce qu'elle était lors de la décolonisation. Un processus de démocratisation est en cours et l'*apartheid* a disparu.

Une autre focalisation en profondeur de champ vise à aller au-delà des apparences des structures et des langages officiels pour révéler l'Afrique profonde, celle du rapport au sacré ou à la parenté, celle de la longue durée des valeurs ou des

3. HUGON Philippe. *L'Économie de l'Afrique*. Paris : La Découverte (Repères), 1999 (2<sup>e</sup> édition).

structures sociales et des rythmes désynchronisés par rapport au temps mondial, celle des pouvoirs plus ou moins occultes cachés derrière les pouvoirs visibles, celle d'une économie non officielle, des activités illicites s'organisant autour d'économies prédatrices et de guerres, ou celle des États contournant les mesures d'ajustement et tirant profit des réformes imposées de l'extérieur. L'Afrique redeviendrait une économie prédatrice de traite <sup>4</sup>.

Est-il possible d'aller au-delà de ces images contrastées pour définir les séries concrètes d'avenirs différents <sup>5</sup> ? La prospective, comme le rappelle F. Nicolon, est « la recherche systématique des connaissances et des méthodes permettant à l'homme d'acquérir ou du moins d'accroître la maîtrise de son avenir » ; elle vise à favoriser une attitude proactive. La vigilance prospective suppose la volonté stratégique <sup>6</sup>.

L'exercice est périlleux. La rétrospective nous enseigne que les prévisionnistes ou les futurologues se sont généralement trompés et ont souvent oublié l'essentiel. L'Afrique est plurielle. Les évolutions ont été très contrastées et peu conformes aux potentialités, existantes ou aux attentes lors des indépendances. Les pays à fort potentiel, tels l'Ouganda (« la perle de l'Empire »), Madagascar ou la Guinée, ont régressé économiquement ; à l'opposé des pays mal dotés, tels la Côte-d'Ivoire ou Maurice, ont connu une croissance rapide. Dans un contexte de mondialisation et de crises, il y a montée des incertitudes, déconnexion de la sphère financière par rapport à la sphère réelle, changement des règles du jeu et des rapports de force. Les conflits et les guerres augmentent et tendent à se décentraliser. Comment, au-delà des prévisions par extrapolation des tendances passées, dégager les faits significatifs qui feront que parmi les multiples cheminements l'un deviendra histoire ? Comment retrouver le ou les fils d'Ariane permettant de dessiner les chemins dans le labyrinthe du futur <sup>7</sup> ?

Plusieurs raisons justifient une démarche de prospective économique en Afrique :

— La priorité donnée au *rétablissement à court terme* des équilibres physico-financiers et à l'ajustement ne doit pas masquer les profondes mutations structurelles que connaît l'Afrique. Les effets de la croissance démographique ou urbaine, la satisfaction des besoins sociaux, la réponse à la destruction des écosystèmes ou au sida supposent le regard de la longue durée, la prévision des investissements et des infrastructures.

— La *division internationale du travail* et l'environnement international sont en profonde restructuration (innovations technologiques, déplacement des centres de gravité, libéralisation commerciale et financière). Cette restructuration contraint l'Afrique à trouver de nouveaux créneaux de compétitivité et à se repositionner dans l'économie mondiale au risque d'être davantage marginalisée.

4. BAYART Jean-François, ELLIS Stephen, HIBOU Béatrice. *La Criminalisation de l'État en Afrique*. Bruxelles : Éd. Complexe (Espace international), 1997.

5. KAHN Herman, WIENER Antony J. *L'An 2000*. Paris : Robert Laffont, 1967.

6. GODET Michel. *Manuel de prospective stratégique*. Paris : Dunod, 1997 (2 tomes).

7. LESOURNE Jacques. *Les Mille Sentiers de l'avenir*. Paris : Seghers, 1981.

— Les acteurs publics et privés qui pèsent sur l'Afrique ont des *horizons à long terme* ; par leurs choix actuels, ils dessinent les futurs et les images que ces acteurs du dedans et du dehors se font de l'Afrique et qui sont en partie des « prophéties autoréalisantes ». Les investissements productifs, énergétiques ou miniers, les choix d'implantation des firmes, les effets de la dette ou des politiques d'ajustement se situent dans des horizons d'au moins 10 à 15 ans.

— Enfin, les trajectoires africaines renvoient à des *mouvements profonds et anciens*. L'avenir est en partie inscrit dans l'histoire ; selon des probabilités diverses, il est possible d'extrapoler certaines tendances lourdes, spatiales, démographiques, culturelles, sociales ou politiques, économiques ou écologiques. Il importe, à côté de ces facteurs structurants, d'introduire l'indétermination, l'instabilité, les incertitudes, de repérer l'émergence des acteurs innovants. L'histoire n'est pas linéaire. L'évolution n'est ni mécanique ni déterminée. Il ne s'agit pas de retrouver les erreurs des plans volontaristes ou de la déconnexion entre les contraintes du court terme et l'utopie du long terme, mais d'éviter « la myopie du marché et la dictature de l'instant » (Pierre Massé).

Nous ferons un bref bilan des travaux prospectifs sur l'Afrique avant de privilégier certains facteurs porteurs d'avenir et les options stratégiques des acteurs permettant de construire des scénarios. Nous traitons de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne tout en étant évidemment conscients de la diversité des Afriques plurielles.

## ***Le bilan des principales perspectives économiques sur l'Afrique***

Inspirées du déterminisme chaotique, de nombreuses méthodes prospectives cherchent à concilier le déterminisme : le système a une histoire qui conditionne les futurs possibles et définit un espace de bifurcations ; et l'indéterminisme : le hasard ou la volonté conduisent à une trajectoire donnée. L'attitude prospective consiste à comprendre le changement, à anticiper pour agir, à lier scénarios d'environnement et stratégies d'acteurs, à voir comment le futur se construit ; d'où certains consensus.

### ***La nécessité d'avoir une vision prospective intégrée***

La réalité sociale multidimensionnelle est caractérisée par des causalités multiples, par des interrétroactions qui se combinent. De celles-ci aboutissent ou émergent des innovations, des dérives par rapport à la norme, des inventions de nouveaux projets de la part des acteurs. Le système a une histoire qui conditionne les trajectoires possibles et les zones de bifurcation. Des actions insignifiantes, dues au hasard ou à la décision, peuvent entraîner des bouleversements. La pluridisciplinarité suppose toutefois une focalisation sur une discipline principale en fonction des questions posées. Au fur et à mesure que l'horizon temporel s'éloigne, les variables environnementales deviennent endogènes et doivent être intégrées (démographie, écosystèmes, modes culturels...). Privilégier la *prospectivité économique* autour de questions telles que la croissance, la productivité ou la

compétitivité n'implique ni que ces questions soient plus importantes que celles du devenir des États, des risques de conflit ou des transformations culturelles, ni que l'on puisse isoler l'économie des autres facteurs.

### ***La pluralité des temporalités***

La prospective suppose un *horizon long*. Les évolutions des différentes forces motrices se font à des vitesses différentes. Les référents culturels, les structures sociales et politiques se situent dans l'histoire séculaire ; les processus démographiques ou les écosystèmes ont une relative inertie (en termes d'une génération) ; les effets de la dette concernent des horizons de long terme (10 ans) alors que les formes politiques ou les indicateurs macroéconomiques sont réversibles à court terme. Les évolutions à des vitesses différentes de ces forces motrices sont ainsi sources de tensions et de crises conduisant à de nouveaux agencements structurels ou à des révolutions.

L'horloge ne tourne pas à la même vitesse dans les espaces ruraux et dans les villes, au niveau des États-nations ou à l'échelle mondiale. Il y a coexistence de techniques ancestrales et de techniques de pointe pour produire les mêmes biens. La diffusion de modèles occidentaux peut créer de nouvelles aspirations et des besoins incompatibles avec les modes de production et conduire soit à des pratiques de rejet (par exemple l'intégrisme), soit à des réponses des systèmes productifs ou, le plus souvent, à des syncrétismes ou des systèmes hybrides. Ainsi le pain et le riz se diffusent notamment dans les villes, mais ils se combinent avec des produits autochtones pour créer de nouveaux modèles alimentaires africains.

### ***L'adéquation des systèmes d'information***

Le prévisionniste et le prospectiviste ne doivent jamais oublier qu'ils spéculent à partir d'informations passées et présentes imparfaites, et d'informations futures bien entendu très incertaines. Les pays africains ont des statistiques déficientes du fait de la faiblesse des appareils de collecte de l'information, mais plus fondamentalement en raison de la crise de l'État et de l'économie officielle et des dynamiques se déroulant hors du champ légal. De nombreuses régions ou « chaos bornés » sont devenues des *terrae incognitae*. Outre leur faible fiabilité, les indicateurs normalisés et homogénéisés unidimensionnels sont très pauvres pour reproduire les référents culturels, les structures de pouvoir ou les dynamiques sociales.

Quel poids donner aux informations dont on dispose ? Les activités économiques criminelles augmentent. L'informel envahit le champ social. Le sida fait des ravages. En quoi ces phénomènes sont-ils significatifs de ruptures de trajectoires ?

Les représentations que les agents se font des devenirs sont des informations utiles (méthode Delphi consistant à obtenir le consensus d'un groupe). Plus spécifiquement, la prospective africaine doit intégrer, entre autres, la conception d'un futur consistant pour plusieurs acteurs sociaux à actualiser les projets des anciens ou des comportements court-termistes des acteurs vulnérables et donc la dimension socioculturelle des conceptions du temps.

Ainsi que l'écrit Gunnar Myrdal : « C'est toujours rétrospectivement qu'apparaît le défaut des prévisions. » La rétrospective de l'Afrique nous révèle la myopie ou les défauts d'éclairage. Elle nous informe sur des facteurs oubliés. Les erreurs en matière de démographie ou de croissance économique sont faibles comparées au domaine géopolitique (cf. l'oubli de la chute du mur de Berlin ou de la fin de l'*apartheid*).

## Relier les dynamiques internationales et internes

Le devenir de l'Afrique s'explique, comme le passé, par les interrelations entre les dynamiques externes à ce continent et les dynamiques internes. Il y a tout à la fois dynamique liée à l'intégration internationale et endogénéisation des apports extérieurs qui trouvent une cohérence dans des structures sociales et des référents culturels de longue durée. Les structures de pouvoir, de même que les guerres, se nourrissent d'un double déterminant international et interne.

### LES ÉTUDES À LONG TERME SUR L'AFRIQUE : LA PLURALITÉ DES MÉTHODES ET DES RÉSULTATS <sup>1</sup>

*Dans l'ensemble, l'Afrique est hors jeu des grandes prospectives économiques mondiales. Une synthèse ancienne des prospectives économiques sur l'Afrique était présentée dans « Les Afriques en l'an 2000. Perspectives économiques »<sup>2</sup>, et dans « Futures Studies and the Future of Africa »<sup>3</sup> ; une synthèse plus récente se trouve dans l'étude du CERED/CERNEA<sup>4</sup>. Six grandes techniques permettent d'explorer les problèmes du long terme :*

— La prévision se fonde sur l'étude du passé et des invariants pour envisager des trajectoires futures. Les projections à long terme sont obtenues au moyen de modèles formalisant le comportement des agents. Ces projections sont réalisées sous forme de cadres de cohérence qui se différencient par les modalités des variables exogènes : environnement international,

démographie, cadres institutionnels, dynamiques sociales. Ces méthodes sont utilisées notamment par la Banque mondiale ou l'OCDE<sup>5</sup>.

— La méthode prospective conduit, dans un premier temps, à décrire des futurs possibles (futuribles), eux-mêmes déterminés par l'évolution à long terme de facteurs clés (rétrospective) ; à étudier les chemine-ments permettant de passer de la situation présente à ces différents futurs, souhaitables, souhaités ou redoutés, et à repérer des domaines d'action ou des perspectives stratégiques. Ainsi, les études Stratys sur l'irrigation ou sur les immigrations ouest-africaines décrivent les futurs possibles (scénarios d'environnement) et les options stratégiques (ensemble des choix que pourra faire le décideur sur les variables qu'il maîtrise).

1. Nous résumons, dans ce paragraphe, la synthèse de l'étude CERED/CERNEA : HUGON Philippe, SUDRIE Olivier (sous la direction de). Un bilan de la prospective africaine. Paris : MAE/DGCCID, 1999, 3 tomes.

2. Article de HUGON Philippe et alii, in *Afrique Contemporaine*, n° spécial, 2<sup>e</sup> trimestre, 1988.

3. BLACKMAN Colin et ADESIDA Olugbenga. Numéro spécial de *Futures*, vol. 29, n° 6, novembre 1994.

4. CERED/CERNEA. Op. cit.

5. BERTHÉLÉMY Jean-Claude, SÖDERLING L. The Role of Capital Accumulation Adjustment and Structural Change for Economic Take-off: Empirical Evidence from Africa Growth Episodes. Paris : *Organisation pour la coopération et le développement économiques (Centre de développement)*, 1999.

— L'histoire raisonnée conduit à envisager l'avenir en fonction des tendances lourdes de la longue durée et de la possibilité de ruptures dans les trends antérieurs. Selon l'étude de Jacques Giri <sup>6</sup>, l'image du futur sahélien est celle d'un scénario tendanciel sans catastrophe ni développement. Plusieurs aggravations apparaîtront toutefois. Il y aura dégradation de l'environnement, extensivité de l'agriculture ; les villes se nourriront davantage en produits importés. Ces déficits accrus supposent une augmentation des transferts extérieurs. À défaut, on peut prévoir des crises importantes.

— Le fil d'Ariane d'une force motrice consiste à conjecturer des futurs lointains (voire très lointains) en fonction d'un nombre limité de « forces motrices » comme le progrès technique, les ressources naturelles ou encore les dynamiques de peuplement. Les futurs possibles se trouvent alors presque entièrement conditionnés par les modalités de ces forces. Dans l'étude WALTPS du Club du Sahel <sup>7</sup>, sont privilégiées pour l'Afrique de l'Ouest, les dynamiques endogènes de peuplement et de changement d'occupation de l'espace. Il est supposé que la productivité est liée à l'espace urbain et que les villes constituent une demande soluble pour les produits alimentaires. Les migrations et les polarisations des populations autour d'une trentaine de villes millionnaires seront un facteur de dynamisation agroalimentaire, à la condition que les liens entre les villes et les campagnes soient renforcés et que les financements, notamment extérieurs, permettent l'accueil des populations urbaines.

— La méthode des aspirations retenue par le PNUD/Futurs africains dans les ENPLT <sup>8</sup> complète les matrices. Dix-huit pays ont été couverts. La nécessité d'une réflexion stratégique à long terme dans la

gestion du développement suppose une vision partagée visant à exprimer qualitativement un ensemble de buts à atteindre, la participation de la population à la prise de décision politique et l'anticipation du futur par la planification par scénarios.

Les futurs souhaités par les représentants des pouvoirs publics, les opérateurs économiques et les acteurs de la société civile évoquent la nécessité de disposer d'États efficaces (« bonne gouvernance »). L'éducation apparaît comme le facteur clé de l'avenir (et ce dans tous les pays ayant participé à l'exercice). Les études de Futurs africains concluent que le développement économique à long terme passera impérativement par une intégration régionale accrue.

Une enquête réalisée auprès de 6000 jeunes à Bamako, Abidjan et Douala (Plaine jeune, novembre 1999), montre que trois quarts des jeunes sont plutôt optimistes quant à l'avenir. Ils font peu confiance à l'État. Leurs inquiétudes sont par ordre d'importance : les études (75 %), le sida, les guerres civiles (45 %), la situation économique (40 %) et le chômage (37 %). La pauvreté vient au dernier rang (2 %).

— À l'opposé, les Cassandre mettent en avant les périls futurs en extrapolant certaines tendances : les risques des trois Parques mortelles malthusiennes, les guerres liées à la criminalisation des États, les épidémies et les famines, elles-mêmes liées à des catastrophes naturelles ou humaines. Il s'agit de tirer le signal d'alarme, de mettre en place des systèmes d'alerte pour les décideurs et de favoriser des attitudes préventives et proactives. En mettant l'accent sur les risques (la famine, la guerre...), ces prospectives sont parfois autoréalisantes, développant l'afro-pessimisme.

P.H., Olivier Sudrie

6. Le Sahel au XXI<sup>e</sup> siècle. Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes. Paris : Karthala, 1989.

7. COUR Jean-Marie et alii. Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest (WALTPS). Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020. Paris : OCDE/Club du Sahel, 1998.

8. Études nationales de perspectives à long terme (cf. encadré infra, NDLR). Voir Quelques repères. Cinq années d'études nationales de perspectives à long terme en Afrique. New York : Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Futurs africains, 1997.

## **Quelques facteurs lourds porteurs définissant le champ des possibles**

Le champ des possibles, à l'intérieur desquels se situent les économies des Afriques de l'an 2020, dépendra largement des interrelations entre les facteurs exogènes extérieurs et intérieurs déterminants, facteurs lourds vis-à-vis desquels les acteurs africains ont peu de prise et qu'ils peuvent, par contre, utiliser positivement ou négativement.

### **Les facteurs d'environnement externe**

Dans l'histoire longue, l'Afrique a toujours été ouverte grâce à des réseaux efficaces de commerce portant selon les époques sur l'or, les esclaves, les produits primaires ou les activités plus ou moins illicites. Spécialisée dans les produits primaires (plus de 90 % de ses exportations), caractérisée par un fort déficit épargne-investissement conduisant à l'appel aux capitaux extérieurs, fortement ouverte aux flux commerciaux (compte tenu notamment de sa « balkanisation »), l'Afrique demeure largement dépendante de l'évolution de l'économie internationale. Les capacités d'importation sont déterminantes pour le financement de l'accumulation en raison d'une dépendance quasi intégrale en biens d'équipement. L'essentiel des recettes publiques demeure lié aux relations commerciales et financières internationales. Certaines tendances sont probables dans le passage d'économies protégées post-coloniales à des économies subissant l'érosion des préférences et affrontant les vents de la mondialisation.

### **L'évolution des matières premières <sup>8</sup>**

Les prix des matières premières étaient au début de l'an 2000, exception faite du pétrole, au plus bas niveau du XX<sup>e</sup> siècle. Les matières premières agricoles, minérales et énergétiques, base des recettes extérieures et budgétaires, connaîtront une forte instabilité et une tendance à l'excès de l'offre (surcapacité, concurrence Nord/Sud et Sud/Sud) par rapport à une demande en ralentissement. En longue période, l'Afrique tend à perdre des marchés et subit la concurrence de nouveaux producteurs (Asie, Amérique latine).

Les réserves mondiales de gaz sont estimées à 64 ans, celles de pétrole à 40,2 ans et celles de charbon à plus de 200 ans. Les pays du golfe Persique et de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) jouent un rôle croissant. L'Afrique représente 10 % de la production de pétrole et 3 % de sa consommation, 8 % de la production de gaz et 2 % de sa consommation, soit respectivement 15 % et 10 % des exportations mondiales de pétrole et de gaz. Les réserves probables sont élevées au sein du golfe de Guinée, notamment au Nigeria et en Angola. Dans un jeu pétrolier plus ouvert, caractérisé par des révolutions technologiques et par une nécessité de diversification des risques, l'Afrique sera un enjeu stratégique pour le pétrole et, dans une mesure moindre, pour les produits miniers, notamment en Afrique du Sud et en République démocratique du Congo (RDC).

---

8. Voir les perspectives de Vincent Géronimi dans l'étude CERED/CERNEA (*op. cit.*).

## L'ÉVOLUTION DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES HORS ÉNERGIE

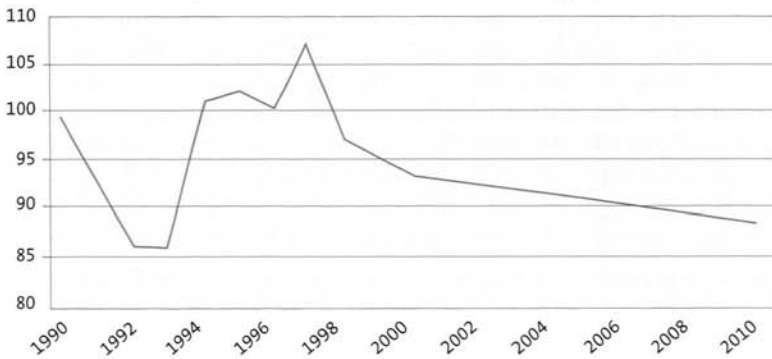
La Banque mondiale publie régulièrement, depuis 1993, dans la revue trimes-trielle *Commodity Markets and the Developing Countries* des prévisions concernant l'évolution des cours des matières premières. Le graphique ci-dessous présente ainsi l'évolution des prix de 46 produits de base depuis 1990 et les prévisions de cette évolution d'ici 2005-2010<sup>1</sup>.

Ces prévisions annoncent la poursuite de la lente dégradation des cours observée

depuis les années 1950, ce malgré le redressement intervenu entre 1995 et 1997. Elles reposent essentiellement sur les perspectives d'évolution de la demande mondiale en produits primaires (et donc sur le taux de croissance des pays développés). Leurs résultats ne prennent donc pas en compte d'éventuels changements structurels (modification du régime des marchés, par exemple), qui pourraient altérer leur pertinence à long terme.

Futuribles

**Indice du prix des produits de base hors énergie**  
(en dollars US constants, base 100 en 1990)



Source : BANQUE MONDIALE. *Commodity Markets and the Developing Countries*, août 1997. Les données à partir de 1997 sont des prévisions.

Source : CERED/CERNEA. Un bilan de la prospective africaine. Paris : MAE/DGCID, 1999.

1. Pour l'évolution des cours des hydrocarbures, voir p. 88 de ce numéro, et *Futuribles*, n° 255, p. 18.

## L'évolution des financements extérieurs <sup>9</sup>

Compte tenu, en longue période, d'un taux d'épargne estimé à 13 %, d'un taux d'investissement de 18 % et des besoins considérables d'investissement, ne serait-ce que pour faire face à la croissance démographique, les besoins de financement extérieur seront élevés. Or les perspectives de flux privés sont faibles alors que l'on

9. Voir les perspectives d'Adrien Akanni-Honvo dans l'étude CERED/CERNEA (*op. cit.*).

observe une tendance à la baisse des flux publics<sup>10</sup>. Ce sont 40 % de l'épargne africaine qui sont replacés à l'extérieur. Tout laisse prévoir que la situation sera intermédiaire entre les scénarios illusoire d'équilibres financiers des institutions de Bretton Woods et les projets utopiques d'un plan Marshall pour l'Afrique. Celle-ci risque d'être durablement sevrée de capitaux. La mise en place du programme en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) — auquel participent le Fonds monétaire international et la Banque mondiale — devrait conduire, en revanche, à un désendettement significatif de l'Afrique. Dans le cas de montée des catastrophes, on risque de voir l'aide au développement se transformer en aide d'urgence.

## Les évolutions technologiques

Les révolutions mondiales en cours concernant les nouveaux matériaux et les nouvelles énergies, la biotechnologie, les traitements de l'information modifieront les hiérarchies des avantages comparatifs ; elles se diffuseront selon des intensités diverses dans les espaces et conduiront à de nouveaux modes organisationnels. L'impact de ces révolutions sur l'Afrique est très aléatoire. Celle-ci peut bénéficier des coûts décroissants (par exemple, les ordinateurs ou Internet), faire des sauts technologiques, trouver de nouveaux créneaux de compétitivité. Parmi les nouvelles technologies progressives, les révolutions vertes ou biotechnologiques, les économies d'énergie (notamment de bois de chauffage), la télédétection permettant des prévisions agricoles et des gestions de stocks (systèmes d'alerte) peuvent fortement améliorer les écosystèmes et réduire les dépendances alimentaires ou énergétiques. L'expérience montre que les sauts technologiques sont difficiles et que l'efficacité des nouvelles technologies dépend du tissu social, économique et technique permettant de les approprier.

Les *nouvelles technologies de l'information et du savoir*, la « nouvelle économie », auront un impact sur les modes d'apprentissage, la productivité et la compétitivité des firmes. On peut certes voir des possibilités de télé-enseignement ou de radio-enseignement. Ainsi le projet Worldspace met en place des satellites d'où seront émis des programmes de radio numérique captables par des récepteurs fabriqués en Asie de l'Est. Ces révolutions sont l'enjeu de stratégies de pénétration de la part des grandes puissances — notamment les États-Unis. Mais, compte tenu de la vétusté des réseaux actuels de télécommunications, du coût élevé (60 dollars US pour cinq heures d'Internet contre 29 dollars US, soit moitié moins, pour 20 heures aux États-Unis) et du faible pouvoir d'achat des utilisateurs, l'essentiel sera concentré dans les capitales et ne concernera qu'une frange limitée de la population. Un ordinateur plus l'équipement représentent de 7 à 15 fois le salaire annuel africain moyen. Seuls 15 pays africains ont accès à Internet hors de leur capitale, et quatre pays ont plus de 10 lignes de téléphone pour 1 000 habitants.

On peut prévoir que les réseaux nationaux territorialisés seront contournés d'en haut par les réseaux satellitaires des firmes privées et d'en bas par des isolats urbains branchés (sauf en Afrique du Sud qui compte aujourd'hui 95 % des internautes d'Afrique subsaharienne).

---

10. Liée principalement à la baisse de l'aide au développement (NDLR).

## LE PROJET WORLDSPACE

*La radiodiffusion classique par voie terrestre reste aujourd'hui relativement coûteuse et limitée, et les obstacles à la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) à l'échelle du continent africain sont encore légion. Une des solutions pour faciliter cette diffusion dans les zones enclavées et isolées est de transmettre les programmes en qualité numérique, par satellite. C'est l'objectif du projet Worldspace.*

### Le projet

*Associant des entreprises telles Alcatel, Matra, Sanyo, Hitashi, JVC ou Panasonic, il a été lancé en octobre 1998, pour un financement total initial de 850 millions de dollars US. Dans la mesure où 80 % de la population mondiale sont susceptibles d'être desservis par les émissions de radio en qualité numérique, Worldspace entend offrir des programmes audio et multimédias en direct vers des régions émergentes encore mal desservies : Moyen-Orient, Afrique, bassin méditerranéen, Asie, Caraïbes et Amérique latine.*

*Pour ce faire, trois satellites géostationnaires couvrant la radiodiffusion vers ces zones ont ou vont être lancés : Afristar (19 octobre 1999), Asiastar (mars 2000) et Ameristar (prévu en 2001). De nombreux pays d'Afrique et du Moyen-Orient profitent d'ores et déjà des services audio de Worldspace et devraient bénéficier des*

*services multimédias d'ici la fin de l'année 2000.*

### La technique utilisée

*La technique est nouvelle et unique, à ce jour : le système achemine un signal d'une station de contrôle au sol, à l'aide d'une petite antenne parabolique ; cette antenne émet le signal vers le satellite couvrant la zone de réception qui, à son tour, envoie le signal directement aux récepteurs d'émissions numériques portatifs de la zone considérée. La technologie employée fait donc appel à des communications de bout en bout de la station terrestre au satellite, jusqu'à l'utilisateur final ; ce qui doit permettre aux concepteurs et producteurs de programmes de bénéficier d'une grande qualité de service à un prix relativement raisonnable. Ceux-ci peuvent émettre directement vers les satellites à partir de petites stations au sol ; l'interface entre les studios et les stations au sol peut se mettre en place en quelques heures.*

*Worldspace constitue donc une opportunité, à moyen terme, pour les pays actuellement isolés des régions en développement qui souhaitent bénéficier de la diffusion des NTIC mais ne disposent pas des capacités techniques de production pour les développer en interne. Reste à vérifier si l'accès à ce mode de diffusion est effectivement « bon marché »...*

*Futuribles*

Source : site Internet <http://www.worldspace.com> ; Africa Communications, mai-juin 1998 ; Newsweek, 16 mars 1998.

## Le rôle joué par les firmes transnationales

Les firmes transnationales (FTN) exercent des effets importants sur la circulation des marchandises, sur les investissements directs, sur les transferts technologiques ou sur les flux de capitaux. L'Afrique est considérée comme le continent le plus rentable (26 à 28 % de taux de rentabilité contre 18 à 19 % pour les autres pays en développement). Compte tenu des risques et des niches, cette rentabilité n'implique pas des investissements élevés sauf dans les secteurs à taux de retour très rapide du capital.

L'Afrique est un théâtre marginal d'opérations pour les grands groupes, sauf pour les firmes primaires exportatrices de produits minéraux, énergétiques voire de produits agricoles. Les firmes pratiquant la sous-traitance à des fins d'exportation sont réduites malgré les zones franches (Maurice, Sénégal, Madagascar...); celles qui pratiquent la substitution d'importation sont limitées par la dimension des marchés (exception faite de pays comme l'Afrique du Sud ou le Nigeria) et par la libéralisation. Certes, les codes d'investissement attractifs, les mesures de privatisation et de dérégulation ou les accords *swaps*<sup>11</sup> vont dans le sens d'un rôle croissant des FTN; les principaux facteurs d'attractivité dépendront de l'évolution des risques socio-politiques, de la dimension du marché et de l'environnement technologique.

### L'insertion dans une économie mondiale informelle

La mondialisation conduit également à la montée des économies mafieuses, aux ventes d'armes bradées par les pays de l'Est, aux trafics de narcotiques ou au blanchiment d'argent. L'Afrique s'est insérée dans cette économie parallèle internationale qui est à la fois une source d'accumulation et un facteur de conflits et de décomposition/recomposition des États. Le trafic de diamants ou le commerce des stupéfiants sont devenus des sources de richesse déterminantes. L'accès aux richesses minières ou pétrolières conduit à des *straddlings* (chevauchements) entre les positions de pouvoir et les positions d'accumulation. Le diamant demeurera-t-il source de conflits et de financement des guerres au Sierra Leone, en RDC, en Angola; le pétrole le restera-t-il au Tchad, au Congo ou en Angola?

### Des perspectives contrastées d'intégration à l'économie mondiale

La mondialisation en cours conduit ainsi à des *prévisions* plutôt pessimistes vis-à-vis d'économies à la fois marginalisées et extraverties. Elle se traduit par une montée en puissance de l'économie immatérielle et des technologies de l'information, un rôle de l'environnement technologique et institutionnel dans l'attractivité des capitaux et une compétitivité portant sur la qualité des produits et liée à la logistique. L'accélération des innovations techniques accentue les inégalités mondiales. La plupart des simulations prévoient des divergences croissantes de trajectoires entre l'Europe et l'Afrique du fait d'effets de seuil, du jeu des effets d'agglomération et des rendements croissants.

Dans une vision *prospectiviste*, les avantages compétitifs se construisent par les stratégies. On peut noter des innovations compétitives dans des produits agricoles (coton, fleurs séchées, fruits et légumes de contre-saison), industriels (textiles) ou artistiques (artisanat d'art, musique...) montrant les voies nouvelles d'une compétitivité africaine<sup>12</sup>.

---

11. Accords permettant d'échanger une dette libellée dans une monnaie contre une dette libellée dans une autre monnaie afin d'obtenir un financement mieux adapté (NDLR). Ici, il s'agit d'encourager la conversion de la dette en investissements directs.

12. FUTURS AFRICAINS. *La Compétitivité future de l'Afrique*. Paris: Karthala, 1999.

## FUTURS AFRICAINS

*Le programme Futurs africains s'inscrit dans la lignée du colloque de Monrovia (février 1979), qui constitue une première tentative de vision du futur à l'échelle du continent africain et s'est concrétisé par le plan de Lagos de 1980. Mais ni ce plan ni les plans d'ajustement structurel réalisés ensuite sous l'égide des Nations unies n'ont répondu au besoin de réflexion à long terme de l'Afrique ; c'est pourquoi, en 1992, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a lancé, à Abidjan, le programme Futurs africains. Celui-ci vise à mettre en œuvre des études nationales de perspectives à long terme (ENPLT), pour identifier les forces et les faiblesses de chaque pays, établir un dialogue approfondi sur le futur et créer un consensus national sur un ensemble de questions clés au centre du développement à long terme. D'ores et déjà 18 pays ont intégré ce processus : — Cap-Vert, Côte-d'Ivoire, Gabon, Guinée-Bissau, Malawi, île Maurice, Madagascar, São Tomé e principe, Swaziland et Zimbabwe, qui ont achevé leur ENPLT ;*

*— Bénin, Mali, Ouganda, Seychelles, Tanzanie et Zambie, qui sont dans la dernière phase de leur ENPLT ; — Mozambique et Burkina Faso, qui réalisent la phase initiale de l'étude. Huit autres pays vont peut-être les rejoindre : Afrique du Sud, Congo, Sénégal, Namibie, Guinée équatoriale, Guinée, Lesotho et Sierra Leone, qui ont engagé la phase préparatoire de leur ENPLT. Futurs africains est chargé de coordonner et soutenir la mise en œuvre de ces différentes études nationales ; il a aussi pour mission de créer une base de données fournissant l'information sur l'environnement socio-économique régional, d'organiser des séminaires de formation et de faciliter les échanges d'expériences au niveau national. Pour le moment, ce programme a réussi à lancer le débat et la réflexion sur le futur en Afrique. Toutefois, il éprouve des difficultés à aller plus loin et à dégager de véritables images des futurs possibles. Le prochain défi de ce programme pourrait donc être de passer de la réflexion à l'action concrète, de dépasser le stade des bonnes intentions... Futuribles*

Source : CERED/CERNEA. Un bilan de la prospective africaine. Paris : MAE/DGCID, 1999.

Si l'évolution économique de l'Afrique est largement dépendante des tendances de l'économie mondiale, ces facteurs n'interviennent pas de manière immédiate. Des institutions et des politiques internationales — zone franc, accords ACP (Afrique Caraïbes Pacifique)/UE (Union européenne), politiques bilatérales et multilatérales... — créent des espaces de stabilisation, de protection ou de compensation, et déconnectent en partie l'Afrique des marchés mondiaux. Les PMA ont des conjonctures liées à leur appartenance à des espaces privilégiés (zone franc ou UE). Les conjonctures des pays à revenus intermédiaires (PRI) sont davantage liées à l'économie américaine ou mondiale (Côte-d'Ivoire, Nigeria ou Afrique du Sud). Les principes et les pratiques des accords ACP/UE se sont estompés historiquement (partenariat, lien aide-commerce, stabilisation...). Les préférences européennes se sont réduites. Lomé IV se transformera en accords de libre-échange avec des unions régionales — CEA (Communauté est-africaine), CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale), UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest), SADC (Communauté

de développement de l'Afrique australe) — ; les PMA bénéficieront d'un super système de préférences généralisées (SPG) ; les autres pays, de SPG ou d'accords de libre-échange (Afrique du Sud, par exemple). Il y aura, en conformité avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), réciprocité, disparition des protocoles et des mécanismes de compensation des instabilités (Stabex, Sysmin<sup>13</sup>). Ces accords auront des coûts élevés en termes d'ajustement des importations, des exportations et des recettes fiscales. Les risques sont grands d'une faible compétitivité face à la concurrence déloyale traduisant un libéralisme asymétrique. Par contre, la convention de Cotonou peut être un cadre Nord-Sud de discussion, voire un lieu qui pèse sur l'OMC grâce à la majorité des voix (70/135).

### Des perspectives fortement différenciées d'intégration à l'économie mondiale

Quatre grands types de pays peuvent être différenciés :

— Les pays spécialisés dans le commerce et la finance illicites (tels la RDC, la Sierra Leone, le Liberia, la Somalie), caractérisés par des États « kleptocrates » pouvant conduire à des économies de pillage ou de prédation.

— Les pays à économie préindustrielle, spécialisés dans les cultures de rente, qui ont des structures restant proches de l'économie de traite. Ces économies connaissent une forte vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur, une faible importance des firmes multinationales et un blocage structurel de l'accumulation, qui risquent de demeurer au cours des prochaines décennies : c'est le cas pour les pays du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) touchés par ce fléau et/ou enclavés, pour ceux de la Corne de l'Afrique touchés par la sécheresse et/ou les conflits armés, pour l'Afrique orientale. Le rôle de l'aide extérieure y restera déterminant. L'évolution de certains produits comme le coton sera stratégique (cas des pays sahéliens).

— Les pays rentiers, miniers et pétroliers, disposant de ressources minières (Liberia, Mauritanie, Niger, Sierra Leone, Togo, RDC, Zambie) ou pétrolières (Angola, Congo, Gabon). Ils ont des dynamiques spécifiques axées sur les créations et les circulations de rentes (poids de l'État, dualisme, taux élevé d'investissement, dominance de firmes multinationales, très forte instabilité des recettes). L'évolution de ces économies dépend principalement des cours des matières premières, des stratégies des firmes minières et pétrolières, et des politiques de sécurité d'accès aux matières premières. Les cycles internationaux de ces produits conduiront à de fortes fluctuations. Les ressources minières et pétrolières, au lieu d'être la base de l'accumulation, risquent, dans de nombreux pays, d'être sources de conflits et/ou de corruption.

— Les pays en voie d'industrialisation constituant des pôles régionaux d'accumulation. Bénéficiant d'accès privilégiés aux crédits extérieurs, constituant des marchés potentiels ou des lieux d'investissement extérieur, ces pays connaîtront

---

13. Le Stabex (stabilisation des recettes d'exploitation) et le Sysmin (système minimum d'aide aux produits miniers) ont été institués dans le cadre de la convention de Lomé (respectivement en 1975 et 1979) pour soutenir l'économie des pays ACP (NDLR).

## LES ACCORDS DE LOMÉ

La convention de Lomé, née en 1975 et renouvelée tous les cinq ans, est à l'origine une idée de partenariat original entre les pays de l'Union européenne (UE) et 71 pays — 48 d'Afrique (la plupart des États africains sauf les pays du Maghreb, l'Égypte et la Libye), 15 pays des Caraïbes et huit du Pacifique. Se situant dans le prolongement des liens coloniaux, ces accords étaient basés sur l'idée qu'apporter un soutien public au développement était une mesure louable mais qu'il était encore mieux de les aider à s'insérer dans le commerce mondial.

La convention de Lomé s'appuyait donc sur trois piliers : un mécanisme d'aide aux pays exportateurs de produits primaires (Stabex), en particulier ceux qui dépendent d'exportations de produits miniers (Sysmin) ; une aide au développement à base de dons ; et un système de préférences commerciales, qui permet aujourd'hui à la quasi-totalité des exportations ACP d'entrer sur le marché européen pratiquement sans droits de douane.

Cependant, ce système a donné des résultats mitigés, et le bilan des 44 milliards d'euros engagés depuis 1975 n'est pas tout à fait satisfaisant. Les résultats positifs concernent quelques rares pays : plusieurs études montrent que les préférences de Lomé ont conduit à une expansion et à une diversification en Jamaïque, au Kenya, à l'île Maurice ou au Zimbabwe. Mais globalement, la part des pays ACP dans le marché de l'UE a régressé, passant de 6,7 % en 1976 à 3 % en 1998. Les dotations du Stabex ont été insuffisantes pour faire face à des prix dépressifs et ont plutôt financé le budget des États. Concernant l'aide au développement, l'UE s'est rapidement fondue dans les politiques d'ajustement libérales

prônées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Enfin, la convention n'est pas conforme à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) car elle est discriminatoire (elle favorise certains pays par rapport aux autres).

C'est pourquoi, après la prolongation de la quatrième convention jusqu'en février 2000, la question s'est posée de son renouvellement. Un nouvel accord de partenariat a été signé le 23 juin 2000 à Cotonou (Bénin) qui va succéder aux accords de Lomé.

Le régime préférentiel des échanges commerciaux est maintenu jusqu'en 2008 (sous réserve de l'accord de l'OMC). Dans le même temps, des négociations vont être engagées pour conclure des accords de partenariat économique plus conformes à la législation commerciale internationale, qui seront progressivement mis en place entre 2008 et 2020. L'objectif est d'instaurer des zones de libre-échange entre l'UE et des blocs régionaux qui sont loin d'être complètement constitués.

Quant à l'aide au développement (25,2 milliards d'euros sont prévus jusqu'en 2007), elle sera désormais davantage liée à la dimension politique : les quinze pourront réagir immédiatement en cas de violation grave des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'état de droit. La corruption sera plus sévèrement contrôlée.

Ces nouveaux accords ACP/UE témoignent peut-être de l'abandon du côté commercial de Lomé pour mettre l'accent, en compensation, sur l'aspect « aide au développement ». Reste à voir si la convention de Cotonou sera plus efficace que la précédente.

Futuribles

Sources : BREUILLAC Brigitte. « L'Union européenne et les pays ACP signent un nouvel accord de partenariat ». *Le Monde*, 24 juin 2000, p. 6 ; CHAVAGNEUX Christian. « L'après-Lomé a commencé ». *Alternatives économiques*, n° 170, mai 1999, pp. 40-42 ; CERED/CERNEA. *Un bilan de la prospective africaine*. Paris : MAE/DGCID, 1999.

vraisemblablement, au-delà de la stabilisation actuelle, une dynamique d'accumulation. Il s'agit, en Afrique occidentale, du Nigeria et de la Côte-d'Ivoire ; en Afrique orientale, du Kenya ; en Afrique centrale, du Cameroun ; en Afrique australe, du Zimbabwe. L'Afrique du Sud reste évidemment la grande inconnue dont l'évolution sera déterminante pour les pays d'Afrique australe.

Les dynamiques extérieures laissent prévoir une plus grande vulnérabilité externe (notamment une concurrence asiatique), un accroissement des différenciations africaines et la constitution de pôles dominants (Afrique du Sud, Côte-d'Ivoire, Kenya, Nigeria et Zimbabwe). La mondialisation favorisera une divergence croissante entre certaines zones urbaines et côtières et un *hinterland* marginalisé.

### Les facteurs d'environnement interne

Certains facteurs internes lourds bornent les devenir possibles de l'Afrique et seront, selon les stratégies, utilisés comme levier ou comme frein au développement.

#### L'explosion démographique<sup>14</sup>

À la différence des autres continents, l'Afrique a connu une « transition démographique » tardive et connaîtra vraisemblablement une croissance de sa population supérieure de 1 % à celle des autres pays du tiers-monde. Sauf catastrophe malthusienne — guerres, épidémies (sida ?), famines —, la population africaine, qui a plus que triplé entre 1965 et 2000, passant de 200 millions d'habitants à 670 millions, atteindra entre 1,1 et 1,3 milliard en 2020 (les temps de doublement varient de 17 ans au Kenya à 41 ans à Maurice). Certes, un déclin de la fécondité est probable ; les femmes en âge de procréer représentent toutefois de 22 à 23 % de la population totale et le taux de natalité risque d'être constant.

**Tableau 1. — Projections de la population d'Afrique par région**  
(hypothèse moyenne, en milliers)

	1995	2000	2010	2020	2050
Afrique	719 495	819 910	1 051 896	1 316 839	2 046 401
Afrique subsaharienne	588 125	674 696	879 018	1 119 306	1 789 081
Afrique de l'Est	221 315	255 500	335 365	430 550	698 596
Afrique centrale	83 271	95 385	126 691	166 032	284 821
Afrique australe	47 335	52 887	64 984	77 222	106 824
Afrique de l'Ouest	209 498	241 102	315 129	401 741	638 892

Source : DIVISION DE LA POPULATION DES NATIONS UNIES. *World Population Prospects: the 1996 Revision*. New York : Nations unies, 1996.

14. Voir les prévisions de Fabienne Kervarec dans l'étude CERED/CERNEA (*op. cit.*).

La plus lourde incertitude pèse sur la mortalité liée au sida qui risque de croître. En Afrique subsaharienne, 29 pays sont spécialement affectés par l'épidémie (prévalence du virus HIV de 2 % ou plus de la population adulte). Les projections en termes de mortalité et d'espérance de vie en sont affectées (voir tableau 2)<sup>15</sup>.

Ainsi, au Botswana, pays le plus gravement atteint par l'épidémie, la population projetée en 2015 serait 20 % moins importante qu'en l'absence du sida. Toutefois, compte tenu d'une fécondité élevée, la population du Botswana devrait quand même doubler entre 1995 et 2050. Les effets prévisibles du sida sont multidimensionnels, sociaux, économiques : orphelins, « décapitalisation » des élites, coût de la santé. Faut-il rappeler que 95 % de l'argent dépensé contre le sida concernent 5 % de la population touchée (les pays occidentaux) ou que les coûts des soins AZT pour quatre millions de séropositifs en Afrique du Sud représenteraient 10 fois le budget de santé de l'Afrique du Sud.

**Tableau 2. — Espérance de vie à la naissance des 29 pays africains les plus touchés, avec ou sans sida, de 1985-1990 à 2010-2015**  
(en années)

Période	Avec sida	Sans sida
1985-1990	42,9	50,2
1990-1995	48,5	51,7
1995-2000	47,5	54,1
2000-2005	47,4	56,4
2005-2010	49,4	58,4
2010-2015	52,6	60,4

Source : DIVISION DE LA POPULATION DES NATIONS UNIES. *Op. cit.*

## L'expansion urbaine

La tendance à l'expansion des populations des villes se prolongera selon toute vraisemblance, avec un fléchissement du taux de croissance urbaine ; l'essentiel de cette croissance résultera du croît démographique endogène et de l'absorption par les villes des périphéries rurales, ce en dépit d'un ralentissement de l'apport migratoire campagnes/villes. La tendance sera également au raffermissement de l'armature urbaine et du maillage de l'espace. Bien entendu, il importe de rappeler la faible fiabilité des statistiques, le caractère flou de la délimitation de l'urbain, la non-fixation des populations, les mouvements pendulaires villes/campagnes et les réversibilités possibles. Selon un taux de croissance moyen de 4,9 %, les populations urbaines passeraient à 560 millions en 2020. On estime que Lagos sera, alors, la troisième ville du monde avec près de 25 millions d'habitants.

15. Voir également le numéro 194 de *Futuribles* et notamment l'article de Patrick Festy, « Épidémiologie du sida et avenir de la population africaine ». *Futuribles*, n° 194, janvier 1995 (NDLR).

**Tableau 3. — Taux d'urbanisation en Afrique Subsaharienne de 1950 à 2020 et population**  
(en millions)

	Taux d'urbanisation	Population urbaine	Population rurale
1950	12 %	15	149
1975	22 %	75	230
1996	33 %	155	323
2000*	40 %	260	400
2020**	50 %	560	560

\* estimé; \*\* projeté.

Source : DIVISION DE LA POPULATION DES NATIONS UNIES. *Op. cit.*

Les agglomérations urbaines impliqueront nécessairement des modes de gestion des rythmes, des réponses à la satisfaction des besoins essentiels (eau, nourriture, logements, transports, énergie...), des charges financières liées aux équipements urbains. Les activités urbaines à faible intensité capitalistique (économie populaire urbaine, informel, PME/PMI <sup>16</sup>) joueront un rôle croissant et satisferont l'essentiel des besoins de base. Elles constitueront un tissu économique, social et technique de base.

### Les pressions démographiques en zone rurale

Le taux de croissance des populations rurales se situerait autour de 1 %, soit une augmentation de plus de 160 millions de ruraux d'ici l'an 2020. L'agriculture <sup>17</sup> sera davantage utilisatrice de travail et moins de terres. La mise en œuvre de droits de propriété, nécessaires à la sécurisation foncière, sera créatrice d'exclusion des migrants et de conflits fonciers.

Si l'Afrique reste globalement caractérisée par des cultures extensives privilégiant la productivité du travail aux dépens du rendement à l'hectare, la tendance est à l'intensification et aux besoins d'irrigation. Il y a toutefois illusion à croire que la révolution verte de type asiatique se diffusera ; les variétés nouvelles supposent l'irrigation et une généralisation des propriétés moyennes. La probabilité la plus grande est celle d'une intensification de l'agriculture pluviale et de la diffusion des technologies « traditionnelles » ou améliorées. L'agriculture africaine aura à subir la très forte concurrence internationale des céréales et des cultures d'exportation ; sa progression suppose une stabilisation de l'environnement à défaut d'un protectionnisme régional peu probable, un marché urbain constitutif d'une demande solvable et des fournitures d'intrants.

Les pressions démographiques favoriseront les émigrations à partir des espaces fortement peuplés (ceinture forestière côtière de l'Afrique de l'Ouest, épine Nord-Sud du grand fossé oriental, régions montagneuses paléonégritiques soudano-

16. Petites et moyennes entreprises/petites et moyennes industries.

17. Voir la prospective agricole de Guy Pourcet dans l'étude CERED/CERNEA (*op. cit.*).

**Tableau 4. — Résultat des projections pour quelques pays africains**  
(en nombre d'hectares de terre arable par habitant)

Pays	1960-61	1990	2025 scénario faible	2025 scénario fort
Kenya	0,21	0,10	0,12	0,10
Côte-d'Ivoire	0,69	0,31	0,11	0,09
Éthiopie	0,50	0,29	0,12	0,10
Afrique du Sud	0,74	0,36	0,20	0,18

Source : ALEXANDRATOS Nikos. *Rareté de la terre et dégradation des sols*. Rome : FAO, 1996.

sahéliennes...), vers des espaces à forte capacité d'absorption. Ces migrations se heurteront aux politiques nationales, aux modes de contrôle des terres et aux divers obstacles sociopolitiques qui peuvent être accentués en situation de crise économique. Les conflits importants pourraient aussi modifier à la hausse les mouvements de réfugiés vers les villes. On constate une forte variation de la surface cultivable par habitant avec une tendance à la forte baisse du nombre d'hectares de terre arable par habitant. Il n'y a pas de lien entre la surface par habitant et la disponibilité alimentaire par habitant<sup>18</sup>.

### L'évolution des ressources renouvelables et des écosystèmes

L'Afrique connaît une surexploitation de ses ressources renouvelables et une dégradation de son patrimoine naturel, notamment forestier. La crise d'épuisement des espaces boisés, de dégradation des ressources naturelles et de désertification concerne notamment les plateaux paléonégritiques, le Nord Nigeria, l'Éthiopie, les plateaux déboisés d'Afrique orientale et l'est de Madagascar. Le bois de feu, qui représente plus de la moitié des ressources énergétiques consommées en Afrique, atteint un pourcentage de 85 dans les zones arides. Les ressources globales en bois diminueront, notamment dans les zones arides et semi-arides, alors que la demande croîtra au rythme démographique.

L'eau sera un enjeu croissant du XXI<sup>e</sup> siècle. L'Afrique sera touchée par la pénurie mondiale. De nouveaux enjeux hydrauliques seront stratégiques tels le barrage éthiopien du Nil Blanc, l'aménagement par le Kenya et la Tanzanie du lac Victoria (*Nile Basin Initiative*) ou la dépendance de l'Afrique du Sud vis-à-vis du Lesotho.

L'ensemble de ces facteurs lourds internes pèsent évidemment très différemment selon les régions. Ils sont différemment médiatisés par les pratiques inactives, réactives ou proactives des acteurs. Les croissances démographiques ou urbaines, le choix de techniques modifiant les écosystèmes renvoient à des pratiques propres : assurance-vieillesse par les enfants, minimisation des risques, gain monétaire, économie de travail... Elles s'insèrent dans des institutions évolu-

18. Voir les prévisions de Véronique Massenet dans l'étude CERED/CERNEA (*op. cit.*).

tives de la parenté, des ethnies ou des groupes d'appartenance (reproduction viagère, sécurité collective, redistribution...).

Face aux mêmes chocs extérieurs, par exemple climatiques, les réponses des décideurs sont très variables. Dans les années 1980, les stratégies ont été proactives au Botswana, réactives au Kenya et inactives en Éthiopie, au Soudan, à Madagascar, au Mali et au Mozambique, pays touchés par la famine.

## ***Les options stratégiques, les enjeux et les jeux des acteurs***

Si les cartes sont largement distribuées par les tendances lourdes internes et extérieures dégagées précédemment, les jeux sont faits par des acteurs qui ont diverses manières de jouer, qui peuvent chercher à redistribuer ces cartes ou à constituer de nouvelles donnes, ou qui changent à la limite de jeu. La recherche des futurs possibles suppose d'anticiper les stratégies des acteurs inscrivant dans la réalité future les projets dont ils sont porteurs. Quelles sont leurs marges de manœuvre ? Quels futurs souhaitables et possibles sont envisageables ? Quelles sont les dynamiques sociales ? Quelles sont les volontés des acteurs ?

Les acteurs prennent leurs décisions en incertitude sous contrainte d'action. Ils créent les effets futurs par leurs décisions cruciales (attitudes proactives), réagissent aux événements (attitudes réactives), essaient de les infléchir ou adoptent des comportements routiniers. La décision est la transformation, sous contrainte, d'un monde incertain en une prise de risque. Les Afriques plurielles montrent une très grande diversité des enjeux et des options stratégiques.

### ***Les jeux des acteurs économiques : logique rentière ou accumulative ?***

Une société est constituée de centres de décisions multiples et asymétriques ayant chacun son espace, ses moyens, son horizon et sa logique (entreprises, administrations, groupes sociaux...).

— Les acteurs qui pèsent fortement sur le devenir de l'Afrique sont en partie *extérieurs* à l'Afrique (institutions internationales, anciennes puissances coloniales, firmes transnationales, réseaux des diasporas...). Les bailleurs de fonds défendent des intérêts multiples et souvent contradictoires : prévention des conflits, objectifs humanitaires, soutien des firmes, défense de la langue, obtention de voix aux Nations unies, financement des partis... L'épée de Damoclès de la dette, la mise en œuvre de conditionnalités ont conduit à une mise sous tutelle et à des réformes plus ou moins internalisées par les décideurs nationaux. L'Afrique est un important chantier de réformes économiques, institutionnelles, sociales et politiques devant conduire à plus d'efficacité économique et à plus de transparence mais qui sont souvent détournées de leurs objectifs. Il y a un « jeu continu du déni de l'échec ». Personne ne veut aller trop loin dans la rupture.

On peut supposer un certain retrait, désintérêt ou désengagement, conduisant à plus d'autonomie des décideurs nationaux mais également favorisant des liens particuliers et des jeux d'intérêts entre acteurs privés et publics nationaux et internationaux.

— Comme l'écrivait Georges Balandier<sup>19</sup>, « Dépendance ne signifie pas prédétermination par l'extérieur mais plutôt non-disposition de tous les éléments de base nécessaires à la liberté de choix. » Les *décideurs publics africains* ont, à des degrés divers, une double légitimité intérieure et extérieure.

Les pouvoirs réels sont liés aux hiérarchies sociales, aux alliances entre les titulaires du pouvoir politique, ceux qui disposent du pouvoir économique (commerçants, étrangers, mafias, par exemple) et/ou symbolique (pouvoirs religieux, chefferies traditionnelles). Les pouvoirs africains sont le plus souvent caractérisés par des alliances avec le capital marchand notamment avec les diasporas libanaises, indo-pakistanaïses, chinoises.

— Il existe des hommes d'affaires, des commerçants, des intermédiaires africains généralement très efficaces. Il existe, par contre, peu d'entrepreneurs au sens schumpeterien, ayant des stratégies innovantes dans le long terme. Les acteurs de l'informel sont plus entreprenants qu'entrepreneurs, ingénieux qu'ingénieurs (selon l'expression de Serge Latouche).

Le devenir de l'Afrique dépend largement des macrodécisions de ces différents décideurs et des jeux de contrepouvoir permettant de passer de logiques rentières, voire de prédation, à des accumulations productives et à des États bienveillants.

Y aura-t-il conversion du capital marchand en un capital productif ? Les micro-producteurs deviendront-ils de petits entrepreneurs avec développement d'un réseau de PME/PMI ? Y aura-t-il des liens entre les grandes firmes et les sous-traitants ? Les acteurs ayant une logique court-termiste auront-ils un comportement d'investissement à risque ? Jusqu'où l'informel n'épuise-t-il pas les conditions de son développement (notamment en ne prenant pas en compte son environnement) ? Les stratégies d'intégration positive dans l'économie mondiale supposent de nouvelles alliances privilégiant le capital productif et l'investissement à risque. Ceci n'est possible à court terme qu'en cassant des rentes qui sont souvent facteurs d'équilibrage sociopolitique.

### ***Les conflits sociaux, les référents identitaires et la citoyenneté***

Les *référents identitaires* fondant les liens sociaux ne sont pas réductibles à la citoyenneté et à l'appartenance à la nation. L'espace public où la citoyenneté est liée à un espace commun et visible, imposé et régi par la loi, occupe une place limitée. Les espaces publics et les espaces privés sont souvent confondus ou enchevêtrés. Les solidarités intergénérationnelles, la prise en charge des pré-, non- ou post-productifs sont largement assurées par les groupes privés d'*adhésion* — ton-

19. BALANDIER Georges (sous la direction de). « L'Afrique en devenir ». *Prospectives*, n° 13, juin 1966.

tine, association, organisation non gouvernementale (ONG), mutuelle... — ou d'*appartenance* (lignage, ethnie, églises). Ces référents identitaires multiples sont d'autant plus importants que les agents sont en situation de vulnérabilité et d'insécurité, qu'il n'y a pas d'institutionnalisation de l'État, que la conscience de citoyenneté est faible et que les politiques sociales ont été altérées par la crise et par l'ajustement. Ces identités labiles sont sujettes, elles-mêmes, à évolution et à négociation, même si l'histoire a réifié les identités perçues comme des différences d'essence (authenticité zaïroise, ivoirité, identité ethnique).

Il importe de prendre en compte, en situation de crise, l'accélération des mutations repérables aux niveaux rural (accroissement des luttes foncières, différenciations sociales, nouveaux acteurs tels les scolarisés chômeurs ou les urbains propriétaires) et urbain (rôle croissant de l'informel). Il en résulte de nouvelles structurations spatiales (zones de transgression, espaces frontaliers échappant aux pouvoirs centraux, nouveaux pôles régionaux) et de nouvelles forces politiques (rôle des églises, des sectes, des divers groupes d'appartenance). Les structures lignagères, bien loin de se dissoudre dans une modernité assimilable aux structures occidentales, semblent se renforcer, mais on observe en même temps un processus d'individualisation et d'exclusion. De nombreuses interrogations apparaissent ainsi. Dans quelle mesure les logiques redistributives peuvent-elles jouer, dès lors que la rente transitant par l'État se réduit ? En quoi les solidarités peuvent-elles se maintenir dans un contexte d'aggravation des différenciations sociales et des inégalités de revenus ? En quoi les migrations peuvent-elles jouer un rôle régulateur dès lors qu'il y a exacerbation des nationalismes exclusifs et mise en place de droits de propriété ?

Certes l'islam noir n'est pas fondamentaliste, l'histoire de la traite saharienne est présente dans les mémoires, mais de nombreux signes montrent des évolutions rapides. La *charia* est mise en place au Nord Nigeria. La République centrafricaine est alliée aux islamistes de Khartoum. L'enseignement au Sénégal et dans beaucoup de pays sahéliens, faute de ressources publiques, est assuré par les écoles coraniques. Des risques de « libanisation » existent en Côte-d'Ivoire, au Nigeria, au Cameroun, au Bénin, au Tchad entre le Nord et le Sud.

## **Les devenirs des États**

Au-delà de la proximité de certaines histoires telles la traite esclavagiste ou la colonisation, les systèmes sociopolitiques africains sont fortement contrastés. Dans l'ensemble, l'État a précédé la nation et l'idée de citoyenneté est embryonnaire face à la prévalence des liens communautaires, claniques ou ethniques. Encore faut-il différencier les sociétés à clivages ethniques, celles caractérisées par des appartenances claniques (cas de la Somalie), les sociétés segmentaires sans État, les empires ou les États-nations anciens (cas de l'Éthiopie).

Les pouvoirs africains fonctionnent dans de nombreuses sociétés africaines selon un double registre, celui des structures officielles ayant une légitimité extérieure et celui des structures réelles, reflet des compromis sociopolitiques et des

## LA DIVERSITÉ DES RÉGULATIONS SOCIOPOLITIQUES

*Les Afriques plurielles sont caractérisées par une très grande diversité des États, des régimes politiques et des modes de régulation sociopolitique. Les régimes politiques vont de la dictature (régime d'Amin Dada) à la démocratie (Sénégal, Maurice, Botswana) en passant par des régimes autoritaires militaires ou des régimes mafieux d'États kleptocrates (Sierra Leone, Liberia).*

*Les régulations et compromis sociopolitiques sont multiples. En Côte-d'Ivoire, le régime d'Houphouët-Boigny correspondait à une domination du groupe Baoulé avec redistribution aux autres régions et autoponction par les Caisses de stabilisation. Au Cameroun, les équilibres régionaux entre le Nord, le Sud et l'Ouest, facteurs de stagnation, se sont faits par la distribution de la rente pétrolière puis par*

*les licences d'importation. En Afrique du Sud, le contrôle de l'ANC (African National Congress) se fait dans une transition de sortie de l'apartheid en combinant la réconciliation, l'affirmative action.*

*D'autres régimes alimentés par le pétrole ou le diamant conduisent à des guerres entre les seigneurs de la guerre (MPLA et UNITA en Angola, Sassou Nguesso et Lissouba au Congo). Dans plusieurs cas, les affrontements manifestent une absence de compromis. Au Soudan, l'opposition entre le Nord arabo-islamique et le Sud chrétien se traduit par des guerres, famines et mise en esclavage des populations du Sud ; au Burundi et au Rwanda, les ethnocides entre Hutu et Tutsi ont suivi un équilibre sociopolitique fragile.*

P.H.

accumulations de capital relationnel. Dans la plupart des sociétés africaines, l'accès au pouvoir donne une emprise sur les richesses plus que l'inverse. Les institutions sont largement subverties par un système patrimonial personnel. Les réseaux personnels et de solidarité l'emportent sur l'institutionnalisation de l'État.

Les devenir des États africains doivent prendre en compte ses quatre principales composantes :

- les structures institutionnelles de pouvoir ; État monopoleur de la violence légitimée dans les relations internes, et acteur de la scène internationale ; question de la *souveraineté* et du politique (*politics*) ;
- les organes centraux de décision qui définissent la politique (*policy*) (les gouvernants et les administrations) ;
- les instances de négociation, de recherche de compromis sociopolitiques (État arbitre, redistributeur ; État régulateur, facilitateur, garant du lien social) ;
- les activités publiques productrices de biens et services collectifs (État producteur), question de la *production* du collectif (prises en charge des externalités, indivisibilité...).

On observe une montée en puissance de la *société civile*. L'ensemble des organisations, hors l'espace public, visant des objectifs collectifs : églises, ONG, associations, confréries, clubs. Les pouvoirs africains sont de plus en plus liés à la société civile même si celle-ci a été largement portée par l'extérieur et si son poids diffère fondamentalement selon les sociétés africaines.

## LE « TRIANGLE D'OR »

Dans un triangle d'or, il y a équilibre entre l'État, le marché et les organisations et associations de la société civile. Les États africains s'éloignent du triangle d'or de trois manières :

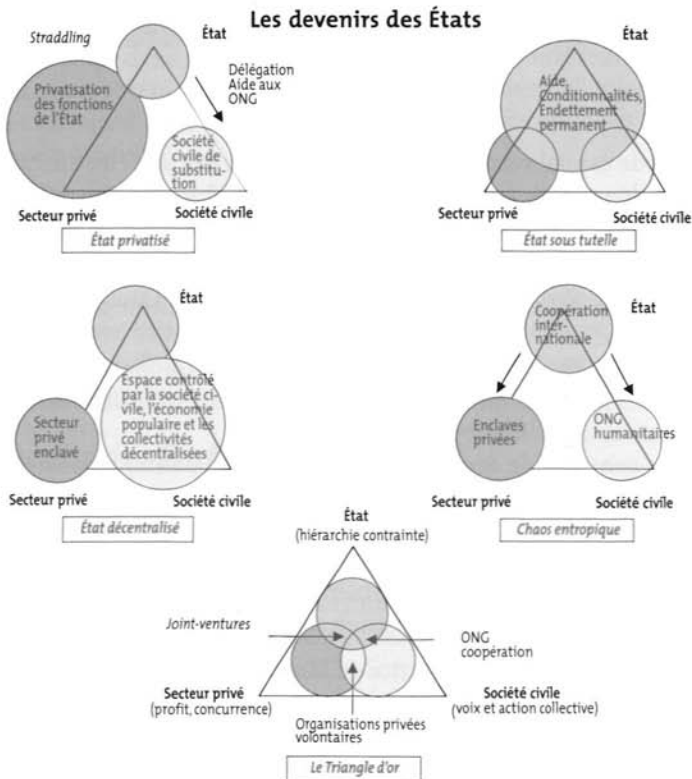
- **dépendance** (représentée par les cercles hors des triangles) : des États (mise sous tutelle, sous perfusion ou sous assistance) ; du privé (firmes étrangères, enclaves) ; de la société civile (ONG occidentales, églises, ingérence humanitaire) ;
- **dominance d'un champ** (représentée par la surface des cercles) : tout-État (socialisme africain) ; tout-marché (privatisation de l'État, modèle libertarien) ; tout-société civile (décentralisation, économie populaire) ;
- **interdépendance** (représentée par les entrecroisements des cercles) : straddling

entre États et privé marchand (corruption, néopatrimonialisme) ; straddling entre État et société civile (clientélisme, double hiérarchie des pouvoirs) ; straddling entre société civile et privé marchand.

Il en résulte des combinaisons multiples que l'on peut simplifier autour de quatre triangles traduisant les futurs possibles :

- **État privatisé** : privatisation par des acteurs nationaux et étrangers des fonctions de l'État ;
- **État sous tutelle** : fonctions de l'État assumées principalement par l'extérieur ;
- **État décentralisé** : fonctions de l'État assumées principalement par la société civile ;
- **Chaos entropique** : enclaves privées, ONG humanitaires, aide étrangère aux enclaves et à l'humanitaire.

P.H.



## La prévention des conflits et des catastrophes

Aux conflits de la période de la guerre froide ont fait place des guérillas multi-formes. La montée des conflits résulte de la résurgence des référents identitaires (ethniques, religieux, nationalistes), de la faillite des États de droit, des souverainetés en déshérence, des immixtions des puissances régionales et internationales, et d'une mondialisation des organisations criminelles dans un contexte de crise économique. Les conflits révèlent une interdépendance entre le contrôle de produits illicites, les achats d'armes, la mobilisation de milices et les liens avec le monde international des affaires. Les conflits et guérillas sont financés et ont des enjeux de contrôle des richesses (diamants, pétrole, narcodollars, trafics d'armes). Ils sont un facteur de décapitalisation, d'insécurité ou de contagion de catastrophes (réfugiés, sida). À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle un « chaos entropique » (Alexandre Adler) s'est propagé sur une large diagonale qui s'étend de la bande de Caprivi en Namibie jusqu'aux confins de la mer Rouge, avec pour épïcêtre le bassin du Congo. Dans plusieurs cas, la privatisation de l'État autour des trafics de stupéfiants, de l'exploitation des ressources naturelles conduit si ce n'est à une criminalisation des États du moins à celle des pratiques de ceux qui détiennent le pouvoir <sup>20</sup>.

— Dans un contexte en voie de mondialisation et régionalisation autour de la Triade et de balkanisation de l'Afrique, y aura-t-il désintégration, intégration autour des grands pôles et de puissances hégémoniques tels le Nigeria et l'Afrique du Sud, intégration en relation avec l'Union européenne autour de l'UEMOA, la CEMAC, la CEA ou la SADC ? Constitution d'États fédéraux et de confédérations autour des grandes zones de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) : CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), CEEAC (Communauté économique des États d'Afrique centrale), COMESA (Marché commun d'Afrique australe et orientale) ?

— Le maintien des États-nations résultera-t-il des compromis régionaux plus ou moins réussis ? Y aura-t-il recomposition des frontières sur la base des grands empires et des mythes fondateurs ? Y aura-t-il notamment implosion des Grands Lacs ?

— La devise selon laquelle « l'État fait la guerre et la guerre fait l'État » a-t-elle une pertinence ? Les conflits militaires seront-ils des facteurs de formation des États et de recomposition des territoires et des identités, les Afriques étant laissées à leur propre historicité ; ou au contraire les guerres doivent-elles être analysées en relation avec un processus d'intégration à une économie affairiste voire criminelle qui désintègre l'État et la citoyenneté ?

Des explosions non contrôlées ou des feux de brousse peuvent se propager à partir de quelques étincelles à défaut d'actions proactives ou réactives. Le devenir économique de l'Afrique est ainsi largement déterminé par la prévention des risques systémiques et des contagions qui gangrènent les sociétés. Les domaines concernent aussi bien les catastrophes naturelles, les épidémies — telles que le sida — ou les famines, que les ventes d'armes, les stupéfiants et les mafias se

20. BAYART Jean-François, ELLIS Stephen, HIBOU Béatrice. *Op. cit.*

constituant autour de produits tels le diamant ou le pétrole. La prévention suppose des attitudes ré- et proactives en termes de transparence, de mobilisation des opinions publiques, de contrepouvoirs, de coopération citoyenne ou de dénonciation des campagnes fondées sur l'ethnicité.

## Les scénarios

### **La croissance économique et la réduction de la pauvreté : quels objectifs réalisables ?**

Le développement économique, défini par la croissance économique combinée avec une réduction des inégalités, de la précarité et de la vulnérabilité, est une résultante de ces facteurs lourds et de ces options stratégiques.

#### La croissance économique

À long terme, les trois principaux facteurs de la croissance économique africaine sont les taux d'épargne, les capacités d'importation, l'augmentation et les progrès de productivité de facteurs. Les *taux d'épargne* de type asiatique supposent des transformations sociales radicales et un retour à la confiance peu vraisemblable. Les *capacités d'importation* sont fonction de la croissance et de la diversification des exportations possibles mais peu probables. Les progrès de *productivité des facteurs* supposent une plus grande efficacité allocative, la création d'un environnement technologique maîtrisé et un capital humain amélioré. La hausse des facteurs de production résultera principalement du travail.

D'autres facteurs jouent également un rôle déterminant dans la croissance économique, tels que l'environnement institutionnel ou la sécurité. Les conflits, l'absence de règles, les risques politiques, les différentes formes d'insécurité créent un climat des affaires défavorable ou conduisent à une décapitalisation. Ce sont les acteurs qui sont déterminants dans la croissance.

Les perspectives les plus optimistes conduisent à 3 % de croissance du revenu par tête, ce qui suppose une aide renforcée, un important progrès du capital humain et une diversification de l'économie. Le doublement du revenu par tête ferait passer, en 2025, le revenu moyen par jour des PMA de un à deux dollars US et celui des PRI telle la Côte-d'Ivoire de deux à quatre dollars US <sup>21</sup>.

#### La vulnérabilité et l'insécurité

L'*insécurité*, ou exposition des populations au risque, et la *vulnérabilité* élevées par la probabilité d'être, à la suite de chocs, dans une situation précaire dépendront de l'évolution du pouvoir d'achat, des droits liés aux appartenances sociales (le « capital social ») et des secteurs sociaux pris en charge par le privé, l'associatif ou le public.

---

21. BERTHÉLÉMY Jean-Claude, SÖDERLING Ludvig, *Op. cit.*

Il est reconnu que la valorisation des ressources humaines (éducation, santé, fécondité contrôlée, nutrition) n'est pas seulement une fin mais un moyen essentiel de la croissance. Il y a réconciliation en longue période entre les objectifs d'efficacité et les objectifs d'équité intra ou intergénérationnelle. Encore faut-il qu'un seuil soit atteint, qu'il n'y ait pas décapitalisation des ressources humaines et qu'il y ait utilisation des compétences.

Les services collectifs assurés par le public ou par le privé ont des coûts élevés qui conduisent à une impossibilité de consommation de masse (services de soins ou de scolarisation). Faut-il rappeler qu'un préservatif permettant de lutter contre le sida représente une journée de salaire et que le coût de formation d'un élève représente un tiers du revenu par tête contre moins de 10 % en Europe. À même taux de scolarisation, l'effort financier relatif (dépenses d'éducation rapportées au PIB) est près de 10 fois supérieur en Afrique (le pourcentage de scolarisables sur la population est 2,5 fois supérieur).

La scolarisation primaire intégrale et l'accès aux soins de santé rudimentaires pour l'an 2020 aboutiraient à y consacrer plus de la moitié des recettes publiques, soit deux fois plus que les taux actuels qui, de plus, tendent vers une forte déflation. Les seules solutions envisageables sont, soit la détérioration du taux d'encadrement, soit une forte baisse des traitements des enseignants ou du personnel sanitaire mais avec risque désincitatif (processus en cours depuis l'indépendance et en forte accélération depuis les années 1980), soit un relais de financement extérieur, soit des révolutions techniques fortement réductrices de coûts. Une des évolutions possibles est celle d'un enseignement élitiste et d'une formation de masse au rabais.

### *Les scénarios démo-économiques*

Les scénarios économiques sont construits à partir de la combinaison des facteurs lourds (extérieurs et intérieurs) et des options stratégiques. Chacune des variables économiques (E), démographiques/environnementales (D) peut être traitée comme dépendante (1) (non contrôlée) ou maîtrisée (2) (variables stratégiques). Quatre scénarios démo-économiques sont ainsi envisageables <sup>22</sup> :

— E1, D1 : *Économie rentière ou dépendante* : les variables démographiques, environnementales ne sont pas maîtrisées. Les systèmes éducatifs, de santé et de planification familiale sont peu développés. L'essentiel de la dynamique économique est lié à l'insertion à l'économie internationale et à la rente extérieure. Les économies sont très instables. Ce modèle peut conduire à des risques de chaos entropique dans le cas d'une combinaison entre une expansion démographique et urbaine, une destruction de l'environnement et une baisse des rentes.

— E2, D1 : *Croissance extensive* : les variables démographiques et environnementales ne sont pas maîtrisées. La terre est traitée comme un bien libre ; les migrations sont importantes ; l'essentiel de la croissance est porté par le facteur travail et la constitution d'un marché en milieu urbain. Les progrès de productivité résul-

22. Ces scénarios reprennent ceux développés dans l'étude de Georges Tapinos et alii (voir bibliographie).

tent d'un transfert de main-d'œuvre des zones rurales vers les zones urbaines et non d'une amélioration de la productivité des facteurs. Ce modèle peut conduire à des crises dans le cas d'épuisement des facteurs (rareté de la terre, obstacles à la migration...).

— E1, D2 : *Économie populaire* : les variables démographiques et environnementales sont maîtrisées par des acteurs de la société civile et des actions décentralisées. La priorité est donnée à l'éducation de base et aux soins primaires. Les technologies adaptées ou intermédiaires permettent de maîtriser l'environnement (écodéveloppement) et de satisfaire les besoins essentiels. La faible croissance liée à des technologies endogènes s'accompagne d'une réduction des inégalités. Ce scénario peut être décliné négativement sur une transition démographique de crise ; il y a, dans un contexte de baisse du revenu par tête, chute de la fécondité, décomposition des structures familiales et des réseaux de solidarité, et augmentation de la mortalité.

— E2, D2 : *Développement durable ou croissance endogène* : il y a combinaison de stratégies de développement économique, s'accompagnant d'un changement de spécialisation et d'une compétitivité liée au savoir et au travail qualifié, et d'une priorité donnée aux ressources humaines. La maîtrise de l'environnement résulterait d'une intensivité. La maîtrise des variables démographiques serait la résultante des politiques sociales. Ce modèle peut être décliné négativement par l'importance des risques liés à l'insertion dans une économie mondiale et par les risques de fortes différenciations sociales.

Tableau 5. — Les quatre scénarios économiques

Variables démographiques/environnementales (D)	Dépendantes (1)	Stratégiques (2)
Variables économiques (E)	Économie de rente Croissance intensive	Économie populaire Développement durable
Dépendantes (1) Stratégiques (2)		

## Les scénarios géopolitiques

Trois grands scénarios géopolitiques peuvent être différenciés en fonction des tendances lourdes et des options stratégiques des acteurs.

### Le scénario d'une Afrique désynchronisée du temps mondial

Il y aurait triomphe de la longue durée braudelienne, parenthèse de la colonisation et de la modernisation, nécessité du temps long pour gérer les défis que les sociétés industrielles ont mis des siècles à maîtriser, et impossibilité de s'insérer positivement dans un monde organisé en dehors de l'Afrique. Les trajectoires historiques africaines seraient caractérisées par les dynamiques de peuplement, les transformations d'occupation de l'espace, les reconfigurations territoriales et les modifications des frontières héritées de la colonisation. Le scénario peut être décliné politiquement sur le mode positif (la guerre fait l'État, celui-ci se

recompose) ou négatif (laissée à elle-même, l'Afrique s'entredéchire et les États se décomposent). Ce scénario peut être décliné économiquement sur le mode positif (dynamisme de l'économie populaire, satisfaction des besoins de base, déconnexion souhaitée, endogénéisation) ou négatif (déconnexion subie, échec de la modernité, économie de prédation voire chaos entropique vis-à-vis desquels la communauté reste passive).

### **Le scénario d'une Afrique intégrée positivement dans la mondialisation**

L'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale peut se réaliser par le biais des circuits commerciaux, financiers voire par celui d'une accumulation privatisée réalisée par des activités illicites. Elle peut également résulter des réformes libérales internalisées par les acteurs.

L'Afrique, grâce à ces nouvelles générations, devient compétitive, productive, démocratique. La citoyenneté et le jeu démocratique se développent. L'économie est impulsée de l'extérieur avec accélération des exportations et de l'attractivité des capitaux et lien croissant avec un réseau de PME/PMI constituant un tissu économique de base. Ce scénario suppose un retour de l'épargne et des compétences africaines extérieures. Il implique un appui extérieur, notamment de l'Europe, en termes commerciaux et financiers. Une économie productive et compétitive implique la mobilisation des compétences nationales et étrangères, et l'émergence d'entrepreneurs. Ceci suppose un cadre institutionnel favorable, un État facilitateur et un climat de confiance, un retour à la sécurité. Ce scénario risque toutefois d'être exclu et de conduire à un maintien de la pauvreté du plus grand nombre du moins à court et moyen termes.

### **Le scénario d'Afriques différenciées autour de pôles régionaux**

Les Afriques sont plurielles. Il y aura émergence de grandes puissances régionales telles que l'Afrique du Sud ou le Nigeria. Des reconfigurations se feront autour de ces pôles. Les insertions à l'économie mondiale seront fortement différenciées selon les pays et selon les régions.

Des Afriques duales sont possibles. Il y a maintien des doubles déterminants externes et internes et appartenance aux deux registres, mais on observe un dualisme croissant entre une Afrique « utile » et une Afrique « exclue » qui correspond à des différenciations spatiales et sociales croissantes. Le maintien des rentes extérieures, la prévention des conflits et l'exploitation des ressources minières sont assurés. Face à la montée du nombre, la population privilégie l'économie informelle, vit et survit dans un univers de pauvreté et de précarité. Ce scénario intermédiaire peut bifurquer vers un des deux scénarios précédents.

**BIBLIOGRAPHIE**

BALANDIER Georges (sous la direction de). « L'Afrique en devenir ». *Prospectives*, n° 13, juin 1966.

BAYART Jean-François, ELLIS Stephen, HIBOU Béatrice. *La Criminalisation de l'État en Afrique*. Bruxelles : Éd. Complexe (Espace international), 1997.

BERTHÉLÉMY Jean-Claude, SÖDERLING Ludvig. *The Role of Capital Accumulation Adjustment and Structural Change for Economic Take-off: Empirical Evidence from Africa Growth Episodes*. Paris : OCDE (Centre de développement), 1999 (miméo).

BLACKMAN Colin, ADESIDA Olugbenga. « Futures Studies and the Future of Africa ». *Futures*, vol. 29, n° 6, novembre 1994.

CERED/CERNEA/HUGON Philippe, SUDRIE Olivier (sous la direction de). *Un bilan de la prospective africaine*. Paris : MAE/DGCID, 1999 (ronéo, 3 tomes).

CLUB DU SAHEL/COUR Jean-Marie et alii. *Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020*. Paris : OCDE, 1998.

FÉDÉRATION MONDIALE POUR LES ÉTUDES SUR LE FUTUR, FUTURIBLES, ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE. *Reconquérir le futur : manuel d'études prospectives à l'usage des planificateurs africains établi pour le PNUD*. Paris : Futuribles ; Bruxelles : La Longue Vue, 1987, 224 p.

FUTURS AFRICAINS. *Quelques repères. Cinq années d'études nationales des perspectives à long terme en Afrique*. New York : PNUD/Futurs Africains, 1997.

FUTURS AFRICAINS. *La Compétitivité future de l'Afrique*. Paris : Karthala, 1999.

GIRI Jacques. *Le Sahel au XXI<sup>e</sup> siècle. Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes*. Paris : Karthala, 1989.

HUGON Philippe (sous la direction de). « Les Afriques en l'an 2000. Perspectives économiques ». *Afrique contemporaine*, n° spécial, 2<sup>e</sup> trimestre 1988.

HUGON Philippe. *L'Économie de l'Afrique*. Paris : La Découverte (Repères), 1999 (2<sup>e</sup> édition).

MOISSERON Jean-Yves, RAFFINOT Marc. « Les effets de l'allègement de la dette des PVD ». Paris : Colloque EADI (European Association of Development Research and Training Institute), septembre 1999.

TAPINOS Georges, HUGON Philippe, VIMARD Patrice. *Étude relative aux défis démographiques majeurs et du développement durable en Côte-d'Ivoire*. Abidjan : BNETD (Bureau national d'études techniques et de développement), 1998.

VALLÉE Olivier, MISSER François. *Les Gemmocraties : l'économie politique du diamant africain*. Paris : Desclée de Brouwer, 1997, 243 p.

WHEELER Joseph. « L'Afrique subsaharienne d'ici à 30 ans ». *Futuribles*, n° 107, février 1987, pp. 57-64.

## REPRÉSENTATIONS DU FUTUR

---

« *Visions du futur, une histoire des peurs et des espoirs de l'humanité* » est le thème de l'exposition <sup>1</sup> proposée par La Réunion des musées nationaux avec le soutien de Mission 2000 en France, qui se tiendra dans les galeries nationales du Grand Palais de Paris du 5 octobre 2000 au 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Futuribles, qui propose régulièrement à ses lecteurs une rubrique « Futurs d'antan », s'associe à cette exposition en présentant un cahier spécial <sup>2</sup> « Représentations du futur », sur quelques visions du futur exprimées à travers la création artistique, et illustrant ainsi la manière dont les hommes ont, à travers les âges, rêvé leur avenir.

Cinq auteurs nous livrent ainsi leurs réflexions.

— Tout d'abord, Zeev Gourarier nous montre comment l'attente d'un monde meilleur a suscité à la fois de nombreux rêves et de nombreuses controverses. Il classe les différentes visions du futur en trois grandes étapes : le millénarisme, l'utopisme et le contre-utopisme.

Première étape, la période médiévale, durant laquelle la recherche d'un bonheur imminent, a été marquée par le triomphe du Fils de Dieu représenté par l'Apocalypse. Exaltation eschatologique que l'on retrouvera dans l'Angleterre de Cromwell, alors qu'à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, en France, l'espérance millénariste s'éloignera du religieux pour mettre en exergue l'action humaine, au point de voir, plus tard, en Louis XIV le triomphateur de l'Antéchrist.

Ensuite, deuxième étape, l'auteur décrit comment aux futurs à découvrir des millénaristes et des libertaires s'opposent les avènements clos et uniformes des utopies de la modernité. Il appartient alors aux hommes de construire leur propre bonheur en appliquant certaines règles inspirées de

---

1. Cette exposition « Visions du futur » présente, un vaste panorama de l'humanité imaginant son devenir depuis l'aspiration à l'immortalité du monde antique jusqu'aux remises en cause récentes de la notion de progrès. Deux cents œuvres sont rassemblées invitant à une réflexion sur la variété et la beauté des représentations du futur à travers l'histoire, avec, notamment, la quête de l'éternité, l'attente de la fin des temps et les rêves de la modernité.

2. Ce cahier spécial a bénéficié du concours de Zeev Gourarier, commissaire de l'exposition « Visions du futur », conservateur en chef et directeur adjoint chargé des relations internationales du Musée national des arts et traditions populaires.

*l'Antiquité païenne allant jusqu'à l'uniformité parfaite. Ces cités idéales ou cités d'utopie des humanistes et savants de la Renaissance incarneront un monde meilleur.*

*Enfin, troisième étape, la prise de conscience de l'enfer de l'uniformité des cités idéales, symbolisé par la tour de Babel, qui vise à enfermer l'avenir dans un programme immuable. Un courant humaniste craint l'uniformité et la monotonie de l'utopie, et met en garde contre le pouvoir totalitaire et l'aliénation de l'individu au profit d'un idéal collectif.*

— *Ensuite, Patrick Prado, dans « Les utopies îliennes », évoque les îles-paradis, lieux privilégiés des utopies ; paradis d'Arcadie ou d'Éden, l'humanité n'aura de cesse de retrouver les traces de ces paradis perdus et de les recréer en inventant, pour le bonheur de l'humanité, d'innombrables îles d'utopies. Très largement représentés à travers l'histoire, ces paradis insulaires ont servi de support pour un monde meilleur, symbolisant les modèles parfaits de politique, d'éthique et d'esthétique. Lieux privilégiés des visions d'avenir et des désirs de futur, l'imaginaire insulaire s'ouvrait sur un rêve d'éternité. Toutefois, si ces utopies îliennes, signes d'espérance, représentaient une issue devant les malheurs du monde alimentant les débats philosophique, religieux et métaphysique, elles laissaient aussi deviner des signes d'inquiétude.*

— *Puis, Sophie Makariou, avec « Les cristaux de roche fatimides », nous invite à nous arrêter sur cette matière d'éternité, chargée de promesses de vie éternelle, qu'a été le cristal de roche, aussi bien pour l'Islam que pour la chrétienté d'Occident. En effet, ce quartz pur, très prisé aux IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles par les empires islamiques d'Égypte, a donné naissance à un groupe d'objets gages d'une nouvelle vie après la mort, voire d'un monde meilleur chargé de promesses paradisiaques et de délices éternels.*

— *Quant à Dominique Ferriot, dans « L'avion d'Ader », elle rend hommage à Clément Ader, en nous rappelant comment, à partir de l'observation de la chauve-souris, cet ingénieur est devenu l'inventeur des premiers engins volants à moteur, et concrétisa ainsi le rêve des hommes-oiseaux.*

— *Pour finir, Jean-Pierre Mercier, dans son texte « Science-fiction et bandes dessinées », souligne le rôle de la science-fiction dans la bande dessinée. C'est en 1920 aux États-Unis, soit près d'un siècle après l'apparition des premières bandes dessinées, que la science-fiction y fait son entrée. C'est ainsi que les célèbres voyageurs dans l'espace, la cohorte des bons et des méchants animés par les pouvoirs de la technologie, et les super-héros ont mis en perspective la vision des aspirations et des craintes de la société américaine. S'il y a eu une tentative en France à la fin des années 1940 pour ce genre littéraire avec Blake et Mortimer ou Hergé et son cycle lunaire, c'est seulement à la fin des années 1960, qu'ont véritablement explosé les séries de science-fiction questionnant les temps à venir sur de nombreux registres.*

C.B.

# Millénarisme et utopie

ZEEV GOURARIER <sup>1</sup>

« En face d'une politique de la raison, le pluriel apparaît criminel ; il figure le retour du multiple, de l'historique et de l'anti-raison <sup>2</sup>. »

Michel de Certeau

## Les avénirs du futur : de l'Apocalypse au Grand Soir

L'an mil n'a probablement pas été le temps des grandes terreurs imaginées par l'histoire romantique <sup>3</sup> ; bien au contraire, cette période est sans doute marquée par l'attente fervente d'un bonheur imminent. Certes, depuis l'effondrement de Rome, l'Europe a été labourée à plusieurs reprises par les trois fléaux qu'elle redoute tant : la faim, la guerre et la peste à tel point que cet empire, qui s'étendait jadis à l'ensemble du monde connu, s'est fractionné en une mosaïque de petits territoires, qui fondent la société féodale et revendiquent chacun leur autonomie. Pourtant, la réponse de la pensée médiévale aux ravages conjugués et endémiques des gens d'armes, des épidémies et des disettes ne se résume pas aux visions de cauchemar des monstres et Léviathans qui ornent les enluminures et les chapiteaux des monuments romans. Si des images de terreur surgissent parfois au milieu de certains motifs décoratifs, c'est selon un ordre raisonné, qui ne montre le déchaînement du mal que pour mieux souligner la toute-puissance divine qui enchaîne la Bête. Aussi, les dérèglements de la nature, la fureur des hommes ou les apparitions monstrueuses ne sont figurées que pour mieux mettre en valeur le triomphe final du Fils, lors de son retour. Pour la chrétienté d'Occident, les Évangiles annoncent un accomplissement imminent :

— comme le Christ a souffert la Passion, le peuple de Dieu endurera, demain, les événements terribles décrits dans l'Apocalypse de Jean ;

— comme il a connu la Résurrection, les morts ressusciteront à leur tour pour être jugés au temps de la parousie ;

— comme il est retourné au ciel par l'Ascension, les élus qui demeureront à la fin des temps assisteront à la descente de la Jérusalem céleste.

À l'époque carolingienne, la liturgie s'organise à partir des tours des églises, entre le porche et le chœur, pour conduire les fidèles depuis la représentation de la rotonde sacrée de la Résurrection au Saint-Sépulcre de Jérusalem, située au seuil de la nef, jusqu'à celle de l'Ascension, placée du côté de l'autel <sup>4</sup>. Au centre de la

1. Conservateur en chef du Musée national des arts et traditions populaires.

2. CERTEAU Michel (de). *Une politique de la langue*. Paris : Gallimard, 1975, p. 83.

3. Voir la synthèse parue dans *L'Histoire*, dossier n° 228, janvier 1999, pp. 34-55.

4. HEITZ Carol. *Recherches sur les rapports entre architecture et liturgie à l'époque carolingienne*. Paris : SEVPEN, 1963.

maison de Dieu, un lustre portant 12 lampes pour les 12 portes de la cité céleste illumine parfois la prière de l'assemblée.

À partir du XIV<sup>e</sup> siècle, l'attente de la période annoncée, qui verra le châtement des méchants et la récompense des justes se fait plus fervente, plus impatiente et plus active. D'une part, les fléaux qui avaient frappé la chrétienté avant l'an mil reviennent en force : d'abord les famines, dans les premières décennies du siècle, puis les ravages des hommes d'armes, avec la guerre de Cent Ans, enfin la peste, qui, à partir de 1348 et par vagues successives, anéantit un tiers de la population. Signe des temps, deux puis trois papes, au seuil du XV<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>, se disputent l'autorité sur l'Église. Ces dérèglements donnent aux contemporains de la guerre de Cent Ans, le sentiment qu'ils assistent aux ultimes soubresauts d'un monde ancien, arrivé dans sa sixième et dernière période. Cette prémonition est renforcée par un retour du millénarisme, qui prend sa source au texte de l'Apocalypse de Jean où il est dit : « Puis je vis descendre du ciel un ange, qui avait une clef de l'abîme et une grande chaîne dans sa main. Il saisit le dragon, le serpent ancien qui est le diable et Satan, et le lia pour mille ans. Il le jeta dans l'abîme, ferma et scella l'entrée au-dessus de lui, afin qu'il ne séduisît plus les nations jusqu'à ce que les mille ans fussent accomplis. Après cela, il faut qu'il soit délié pour un temps. Et je vis des trônes ; et à ceux qui s'y assirent fut donné le pouvoir de juger. Et je vis les âmes de ceux qui avaient été décapités à cause du témoignage de Jésus et à cause de la parole de Dieu, et de ceux qui n'avaient pas adoré la Bête ni son image, et qui n'avaient pas reçu la marque sur leur front et sur leurs mains. Ils revinrent à la vie, et ils régnèrent avec le Christ pendant mille ans » (Jean 20 ; 1 à 4). Cette révélation, sens même du mot Apocalypse, fut d'abord acceptée dans son sens littéral : celle d'une ère de mille ans de bonheur promise aux élus avant le Jugement dernier définitif<sup>6</sup>. Mais une fois passée la période des persécutions, saint Augustin interpréta les mille ans annoncés comme déjà entamés depuis l'incarnation du Christ, définissant ainsi la position officielle de l'Église : le règne des mille ans avait commencé avec l'Église et ne pouvait s'achever qu'avec la parousie. L'interprétation augustiniennne rejeta à la marge les mouvements apocalyptiques pendant huit siècles. Le millénarisme ne devait agir avec force qu'à la suite d'une relecture de l'histoire sainte par Joachim de Flore (1135-1202), moine puis abbé cistercien qui, avec l'accord du pape Célestin III, fut à l'origine d'un ordre monastique, établi en 1196. L'abbé de Flore soutint que le mystère de la sainte Trinité fondait l'histoire de l'humanité et la divisait en trois périodes :

- la première est celle du Père, qui correspond à l'Ancien Testament et aux lois mosaïques ;
- la deuxième est celle du Fils, celle de la grâce, marquée par le règne de l'Église ;
- entre l'Ancien et le Nouveau Testament existent des concordances annonçant l'avènement d'une troisième ère, celle du Saint-Esprit, où triomphera « l'intelligence spirituelle ».

---

5. Grand schisme entre la papauté d'Avignon et celle de Rome à partir de 1370, auquel se joint, à partir de 1409, un troisième pape à Pise. Retour à la papauté de Rome au concile de Constance en 1417.

6. Sur les différentes appréhensions du Jugement dernier au sein du christianisme, voir la synthèse présentée dans : *Himmel Hölle Fegefeuer. Das Jenseits im Mittelalter*. Zürich : Schweizerisches Landesmuseum, 1994, pp. 17-18.

Or, ce troisième âge du monde, celui de l'Évangile éternel <sup>7</sup>, est prophétisé par l'Apocalypse. Joachim de Flore rompt donc l'interprétation augustinienne et rend à l'attente du millénium sa dimension subversive. Répandue dans l'ensemble de la chrétienté par les Franciscains spirituels et, de là, vers les laïques : Béguins <sup>8</sup> et frères du Libre-Esprit <sup>9</sup>, l'œuvre de Joachim de Flore allait allumer partout des brûlots jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, tant son enseignement était porteur d'espoirs. Il donne en effet une dimension messianique aux révoltes contre le luxe et la luxure dans l'Église mais aussi contre toute forme d'injustice. Conformément aux paroles du Christ : « les premiers seront les derniers », la nouvelle ère à venir verra s'écrouler le pouvoir temporel en place, assimilé à celui de l'Antéchrist, pour permettre l'avènement de la cinquième monarchie annoncée par la prophétie de Daniel.

À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, l'idée millénariste conduit ponctuellement à des soulèvements. L'avènement d'un monde meilleur semble de moins en moins dépendre seulement de Dieu mais de plus en plus de l'action humaine, passant insensiblement de la sphère du religieux à celle du politique à tel point que certains mouvements de la Renaissance annoncent les révolutions de l'époque moderne. C'est le cas de la révolte de Thomas Müntzer (1485 environ-1525), pour qui « il faut renverser de leur trône les puissants, les orgueilleux et les impies, pour la bonne raison qu'ils font obstacle, eux-mêmes et dans le monde entier, à la véritable foi chrétienne »... En mai 1525, après avoir mené une petite troupe mêlant mineurs et paysans, il meurt décapité par l'armée de répression commandée par le comte de Hesse.

La révolte de Müntzer fit école. Elle provoqua la vocation d'autres prophètes de la fin des temps. Les uns, comme Hans Hut, Augustin Bader et Melchior Haufman, se tournèrent vers une attente non violente <sup>10</sup> ; d'autres, en revanche, comme les anabaptistes Bernard Rothmann ou Jean Matthys, combattirent par les armes pour aider à l'arrivée de temps nouveaux. De septembre 1534 jusqu'au 24 août 1535, Münster, guidé par Jean de Leyde, vécut dans une atmosphère de commencement d'un monde nouveau, sous un régime de partage communautaire des biens, autorisant la polygamie et l'amour libre mais punissant de mort les opposants. La

7. Voir DELUMEAU Jean. *Une histoire du paradis. Mille ans de bonheur*. Paris : Fayard, 1995, pp. 42-53. « La vie des clercs, de ces hommes qui avaient coutume de répandre les rayons de leur lumière sur le peuple, ô douleur !, nous la voyons chavirer dans la chair et dans le sang. Rien en elle n'apparaît spirituel, rien en elle n'apparaît tourné comme jadis vers le ciel. Mais presque tout est devenu lubrique, charnel, chair et sang. Où sont aujourd'hui les litiges ? Où les scandales ? Où les rixes ? Où l'envie ? Où les rivalités, si ce n'est dans l'Église des clercs ? Si ce n'est parmi ceux dont le devoir consistait à dispenser aux peuples massés au-dessous d'eux la clarté de leurs exemples ? En un mot, nous voyons les étoiles du ciel tomber en grand nombre sur la Terre, soit sous la chute de la séparation hérétique, soit — et c'est la majorité — par cette autre chute profonde qu'est le péché de chair. »

8. Béguin ou béguard fut le nom donné à des rassemblements religieux de laïques qui fleurirent en Hollande et dans les Flandres, aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, en prenant modèle sur la vie monastique. Influencées par les idées millénaristes, ces associations furent dissoutes au concile de Vienne en 1311.

9. Dans le sillage des Béguards, Amaury de Bène, maître de l'université de Paris, prêche une doctrine panthéiste selon laquelle les cadres spirituels deviennent tous des Christ comme l'énonce une béguine : « Quand un homme a vraiment atteint le grand et le haut savoir, il n'est plus tenu d'observer ni loi ni commandement, car il ne fait plus qu'un avec Dieu. » *In* DELUMEAU Jean. *Op. cit.*, p. 69.

10. LEFÈVRE J. *Thomas Müntzer. Écrits théologiques et politiques*. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1982, p. 125.

sévère répression qui frappa les anabaptistes de Münster après le 24 août 1535 ne devait pas venir à bout de l'espérance millénariste : pendant plus d'un siècle encore, la ferveur eschatologique attise les passions dans toute l'Europe. Au Portugal, on attend avec ferveur l'arrivée d'un roi caché ; en France, certains pensent que Louis XIV, à son avènement, sera l'empereur de la fin des temps et le triomphateur de l'Antéchrist.

Mais c'est dans l'Angleterre de Cromwell que s'allume pour la dernière fois, à l'avant-scène de la vie politique, le brasier millénariste. Entre 1640 et 1660, les Britanniques sont saisis d'une véritable fièvre messianique<sup>11</sup>. Divagateurs, quakers, anabaptistes, parti de la Cinquième Monarchie annoncèrent l'arrivée imminente dans une ère nouvelle. Cromwell lui-même participa à cette exaltation eschatologique comme l'atteste le discours qu'il prononça le 4 juillet 1653, au nouveau parlement : « En vérité vous êtes appelés par Dieu pour gouverner avec lui et pour lui... Je n'avais jamais espéré, je l'avoue, voir un jour tel que celui-ci... où Jésus-Christ serait reconnu comme il l'est aujourd'hui... Ce jour peut être la porte qui introduira aux choses que Dieu a promises... Notre devoir est d'ouvrir ce chemin et pas seulement de regarder sans rien faire les prophéties de Daniel<sup>12</sup>. »

Du millénarisme égalitaire, de nature eschatologique de l'époque de Cromwell, à l'espérance socialiste en un Grand Soir, il n'y a qu'un pas, celui qui distingue le laïque du religieux. L'essentiel alors n'est pas dans la forme mais dans le contenu d'une pensée qui passe, par paliers, de la notion des trois âges de l'humanité à celle de progrès, de l'attente du millénium à celle du Grand Soir, de l'eschatologie à la lutte des classes. Ce passage ne s'est pas opéré partout au même moment et dans tous les milieux, mais de façon directe ou indirecte, la pensée socialiste s'est nourrie des rêves voire des expériences millénaristes. Ainsi, introduisant à une publication récente du *Libertalia*, république pirate imaginée par Daniel Defoe sous le pseudonyme de Charles Johnson, Julius Van Daal constate : « Defoe met ainsi en scène les héritiers égarés sur les mers lointaines des divagateurs et des niveleurs de la révolution anglaise de 1642-1649. Et sous la plume de Defoe, ces dissidents du monde occidental anticipent étrangement par leurs initiatives comme dans leurs discours sur les idées athées et libertaires<sup>13</sup>. » La relation par Daniel Defoe de l'histoire légendaire de *Libertalia* ne s'attarde guère sur l'organisation sociale de nature égalitaire, propre à toutes les assemblées d'écumeurs de mer, qui régit le gouvernement des pirates.

Elle ne décrit pas non plus les monuments publics et privés de cette nation, pas plus qu'elle n'invente un nouvel urbanisme. En aucun cas, le récit de Defoe ne peut servir à créer demain d'autres *Libertalia* identiques. On n'y trouve pas davantage de recette à appliquer socialement pour faire le bonheur de tous. En cela, les mouvements de révolte socialistes et anarchistes prolongent directement l'attente millénariste dans la mesure où, insatisfaits du présent, impatients de voir les puissants tomber de leur trône et les justes récompensés, ils espèrent l'avènement d'un monde meilleur sans pour autant inventer un programme social détaillé qui régisse la vie quotidienne de chacun dans la plus grise uniformité.

11. DELUMEAU Jean. *Op. cit.*, p. 251.

12. CAPP Bernard S. *The Fifth Monarchy Men*. Londres : Faber & Faber, 1972, p. 67.

13. VAN DAAL Julius. *Libertalia. Une utopie pirate*. Paris : L'esprit frappeur, 1998, p. 7.

## Les futurs sans avenir de l'utopie

L'idée qu'il appartient aux hommes de construire leur propre bonheur en appliquant certaines règles relève, comme la notion de progrès, des inventions de la modernité. Pour bâtir plus librement une cité idéale, les humanistes et savants de la Renaissance se tournent vers l'Antiquité païenne. Son urbanisme s'inspire des modèles d'architecture contenus dans le traité de Vitruve<sup>14</sup> et son organisation sociale est élaborée en référence au *Critias* et à *La République* de Platon<sup>15</sup>. Dès le début du XV<sup>e</sup> siècle, à l'époque où, en 1413, Brunelleschi invente la perspective linéaire, les cités-États italiennes s'offrent comme des modèles laïques de cités idéales à l'inspiration des architectes. Ainsi apparaissent, au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, les prémices d'un urbanisme idéal avec les ouvrages de deux architectes. D'une part, Antonio Averlino, dit Filarete, rédige entre 1457 et 1464 un *Traité d'architecture* où il construit, pour son mécène Francesco Sforza, la cité fictive de Sforzinda, centrée et organisée autour des trois places : celle, centrale, du palais du prince et celles de la cathédrale et des marchands. D'autre part, Leone Battista Alberti rédige pendant près de 30 ans, de 1444 à sa mort en 1472, un traité d'urbanisme : *De re aedificatoria*, imprimé en 1485. Il y place l'homme comme centre de l'harmonie des choses pour « que les proportions règnent sur les parties, afin qu'elles aient l'apparence d'un corps entier et parfait, et non celle de membres disjoints et inachevés<sup>16</sup> ». Pour parvenir à cette perfection, l'harmonie des volumes est soumise au primat de la géométrie, fondant une ville modèle aux avenues droites menant à des places aux proportions harmonieuses, propres à mettre en valeur un monument central.

L'urbanisme d'une ville idéale se conçoit alors, dans l'esprit humaniste, comme la matérialisation par l'art et l'architecture d'une société parfaite pour laquelle Thomas More construit un premier modèle en 1516. Dans son *Libellus vere aureus nec minus salutaris quam festivus de optimo rei[publicae] statu deq[ue] noua Insula Vtopia*, il invente un genre littéraire qui consiste à imaginer les règles et le cadre de vie d'un monde meilleur<sup>17</sup>.

La découverte toute récente de l'Amérique place d'emblée, et pour une longue durée, les rêves et les tentatives de réalisation de ces républiques idéales dans des îles, ce qui n'empêche ni la répétition ni l'anonymat : « la terre, les maisons, les chevaux, la nourriture deviennent les bien-fonds communs » explique James Colin Davis, qui ajoute : « Les vêtements sont les mêmes pour tous. Les voyages sont étroitement réglementés. On encourage le mépris de l'or, de l'argent, des bijoux ; personne n'a davantage de temps libre que les autres. Tout le monde doit travailler... Ceux qui ne peuvent respecter les valeurs de l'amitié sont réduits en esclavage<sup>18</sup>. »

14. EATON Ruth. « La cité comme exercice de style ». In *Utopie. La quête de la société idéale en Occident*. Paris : Bibliothèque nationale de France/Fayard, 2000, p. 126.

15. PRADEAU Jean-françois. « L'Atlantide de Platon, l'utopie vraie ». In *Utopie. La quête de la société idéale en Occident. Op. cit.*, pp. 94-101.

16. BABELON Jean. *Histoire de l'art : Renaissance, baroque, romantisme*. Paris : Pléiade, NRF, 1965, Tome III, p. 7.

17. Sur l'utopie, et notamment sur l'Utopie de Thomas More, voir également MORGAN Nicole. « L'Utopie de Thomas More revisitée ». *Futuribles*, n° 205, pp. 5-19 (NDLR).

18. DAVIS James Colin. « L'utopie et le Nouveau Monde ». In *Utopie. La quête de la société idéale en Occident. Op. cit.*, p. 113.

C'est un même sentiment d'uniformité que livre un autre chercheur, Patrick Prado, à la lecture de *L'Utopie* (*Utopia* en anglais) : « Lorsque les colons (d'Utopie) rencontrent une nation qui repousse les lois de l'Utopie, ils chassent cette nation de l'étendue du pays qu'ils veulent coloniser, et, s'il le faut, emploient la force des armes. » Cette chimère de la similarité se prolonge jusqu'à l'uniformité parfaite des cités d'Utopie. En effet, « qui connaît Amaurote [la capitale], les connaît toutes, car toutes sont exactement semblables <sup>19</sup> ». Le caractère uniforme de la vie en Utopie est repris et accentué par les successeurs de Thomas More, tel Tommaso Campanella qui, en 1631, imagine une cité du Soleil où le moindre détail de la vie quotidienne est soigneusement réglé. Aux futurs à découvrir des millénaristes et libertaires s'opposent très tôt les avenir clos et uniformes des utopies de la modernité, où une seule personne se met à penser pour tous une société construite comme une figure géométrique.

### La tour de Babel, une contre-utopie ?

Si l'utopie était restée dans son île, hors du temps et de l'espace, le XX<sup>e</sup> siècle n'aurait peut-être pas été marqué par les crimes du nazisme et, dans une moindre mesure, du stalinisme. Mais au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'utopie est sortie de son isolement abstrait pour devenir uchronie, monde idéal promis dans le futur, avec des œuvres comme celle de Louis-Sébastien Mercier, *L'An 2440, rêve s'il en fut jamais*, voire plus tôt encore avec l'ouvrage de Michel Pure <sup>20</sup>. Dès lors, l'utopie devient un objectif à atteindre, pour lequel des expériences sont tentées, au XVIII<sup>e</sup> siècle dans le Nouveau Monde, au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, et, pour finir, au XX<sup>e</sup> siècle à l'échelle de pays entiers ! Des œuvres de fiction contemporaines comme celles de George Orwell, *1984*, ou d'Aldous Huxley, *Le Meilleur des mondes*, dénoncent, mais trop tard, les cauchemars de l'utopie. Aussi, il importe de savoir si l'on a pris assez tôt conscience de l'arrivée annoncée d'un enfer de l'uniformité placé au bout de la route des sociétés idéales. La vision de l'île d'Utopie pouvait en effet inquiéter, à la Renaissance, des hommes par ailleurs épris de libre entreprise à une époque où s'affirme l'indépendance de l'individu par rapport au groupe <sup>21</sup>. Aussi, 20 ans après la publication de l'œuvre de Thomas More, l'abbaye de Thélème imaginée par Rabelais en 1535, où chacun « Fais ce que voudras » sonne comme un démenti au nivellement des individus vivant dans les cités utopiques : face aux contraintes qui règnent dans l'île d'Utopie, les Thélémites rappellent la nécessité d'être libre pour être heureux.

Mais de façon plus profonde encore, la caractéristique de l'utopie, qui veut construire un monde parfait pour tous à partir des projets échafaudés par un seul homme peut s'interpréter négativement à travers le mythe de Babel <sup>22</sup>. Dès le

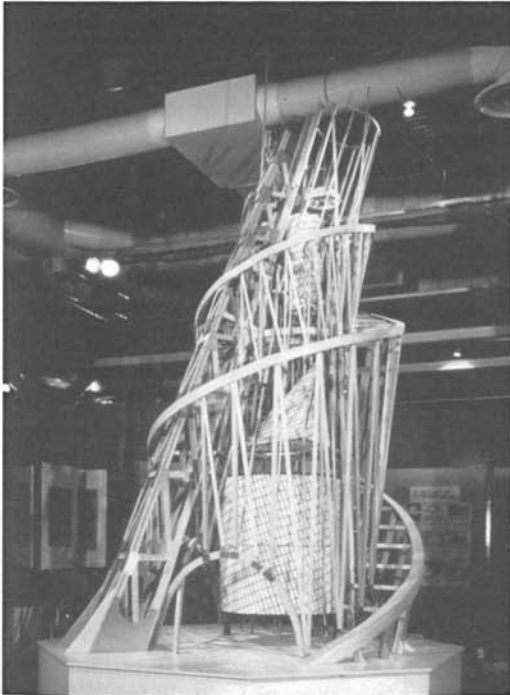
---

19. PRADO Patrick. « Essais pour un paradis ». In *Visions du futur, une histoire des peurs et des espoirs de l'humanité*. Paris : Réunion des musées nationaux, 2000, p. 85.

20. *Épigone, histoire du siècle futur*, imprimé en 1659, qui décrit le royaume de France deux siècles plus tard.

21. C'est à la Renaissance que chacun adopte le nom de famille et, en Italie, que l'on commence à manger avec un couvert individuel à table, tandis que les artistes signent de leur nom les œuvres qu'ils réalisent.

22. Noël Damien signale, dans *Le Monde de la Bible* [Paris : Gallimard (Folio), 1998, p. 128], « un autre sens possible au récit, qui pourrait éviter une lecture quelque peu réductrice, de type idéologique, par exemple, selon laquelle le récit de Babel ne serait que la critique de toute société totalitaire ». Et, en effet, depuis trois mille ans que le mythe existe, il a donné lieu à des interprétations différentes selon les époques.



Modèle du monument à la III<sup>e</sup> Internationale, Vladimir Tatline, n° 167, 1919/1979. (DR)

début de l'histoire sainte, les hommes, en effet se dirent l'un à l'autre : « Allons, bâtissons-nous une ville et une tour dont le sommet touche au ciel, et faisons-nous un nom, afin que nous ne soyons pas dispersés de la face de la Terre » (*Genèse*, 11.4). Ce à quoi l'Éternel répond : « Voici, ils forment un seul peuple et ont tous une même langue, et c'est là ce qu'ils ont entrepris ; maintenant rien ne les empêcherait de faire tout ce qu'ils auraient projeté. Allons !, descendons, et là, confondons leur langage afin qu'ils n'entendent plus la langue les uns des autres » (*Genèse*, 11.6).

Certes une première lecture du texte trouve ici un mythe des origines sur la diversité du langage. Mais pourquoi punir ce premier projet d'urbanisme et surtout, quel rapport entre des ambitions architecturales et la

pluralité des langues <sup>23</sup> ? Jusqu'à l'apparition des utopies, ces questions ne se posent guère. Mais avec les premières propositions de sociétés parfaites dans des cités parfaites, la menace de la reconstruction d'une nouvelle Babel où serait retrouvée l'unité dans l'uniformité se précise. Le thème, qui n'avait pas connu une grande fortune dans l'art de la période médiévale, est projeté sur le devant de la scène à la Renaissance, en particulier avec « La tour de Babel » peinte par Pierre Bruegel l'Ancien, en 1563. Dès 1568, ce sujet est repris aussitôt par Lucas Van Valckenborh puis par d'autres artistes <sup>24</sup>. Au moment où se construisent les

23. « Dieu aurait-il puni l'inventivité des hommes et leur effort collectif ? Étrange mythe ! ». In DAMIEN Noël. *Op. cit.*, p. 132.

24. « Cette apparition tardive [du thème de la tour de Babel dans l'art] ne laisse pas d'étonner. Du Moyen Âge à nos jours, peintres, sculpteurs, miniaturistes n'ont pourtant pas boudé un thème inspirateur entre tous et où la fantaisie pouvait se donner libre cours. D'autant plus étonnante est l'abstention... des quatre grands inventeurs de la peinture : Albert Dürer, Raphaël dans les loges du Vatican, Tintoret et Rembrandt... Ainsi que le suggère François Fosca [« Peut-on reconstituer l'appareil de la tour de Babel ». *Gazette de Lausanne*, 8-9 septembre 1950] : « Ce silence » s'explique peut-être ainsi : non incorporé à l'ensemble des sujets bibliques traditionnels que l'interprétation symbolique des Écritures avait rendus familiers au peuple chrétien, le récit de la tour de Babel fut relativement peu illustré. Avec la Renaissance, l'atmosphère change : on voit plus grand et une plus grande érudition suggère que l'entreprise dépassait les moyens objectifs des habitudes courantes. Hans Holbein (1497-1543), Étienne Delaune (mort en 1583), Philippe Galle (1537-1612) plient toute une multitude de constructions imposantes. Toute une ville est en effervescence avec Mathieu de Bâle (1593-1650). » In PARROT André. *Bible et archéologie. Le Déluge. La tour de Babel*. Paris : Delachaux & Niestlé, 1970, p. 98.

grands projets de la modernité, ces tours de Babel qui remplissent le paysage de leur masse menaçante sont comme autant d'avertissements de ne pas enfermer l'avenir dans un programme immuable. Elle dénoncent par avance un futur assassin de toutes les différences <sup>25</sup>, qui souhaite établir le règne de la répétition, de l'uniformité et de la monotonie. Pourtant, au seuil du XX<sup>e</sup> siècle, quand les visionnaires s'inquiètent de la reconstruction de Babel, il est déjà trop tard : « La seconde tour de Babel, dont Dostoïevski prédit la construction, figure, au-delà de l'athéisme, la démission de l'individu et son aliénation au profit d'un idéal collectif. Babel est la métaphore du pouvoir totalitaire. Babel n'a désormais plus aucune fonction étiologique ; elle est la métaphore eschatologique d'un monde que le romancier redoute. Il n'est plus question de langage universel, mais de pouvoir absolu. On retiendra donc ce renversement capital de la symbolique de Babel : le temps s'est inversé. Babel ne dit plus l'amertume d'une cohésion humaine perdue, mais la peur d'une unité factice qui signerait l'abandon de toute liberté personnelle <sup>26</sup>. »

## Les utopies îliennes

PATRICK PRADO <sup>1</sup>

Le paradis akkadien, sumérien, est une île-jardin posée au milieu du désert, une oasis entourée de quatre fleuves. De ce paradis de Mésopotamie naîtra le paradis biblique situé dans les mêmes lieux. Adam et Ève, les premiers jardiniers, en seront bientôt chassés, peut-être sans trop savoir pourquoi mais sûrement pour s'être demandé ce qu'ils faisaient là. Ils auraient dû se contenter, nous suggère la Bible, d'être heureux sans se poser de questions. Leur descendance n'aura de cesse de retrouver sur la planète les traces de ce paradis perdu et les raisons de l'avoir perdu, et de le recréer en inventant des utopies pour le bonheur de l'humanité. Cela n'a pas toujours été, c'est le moins que l'on puisse dire, couronné de succès.

D'Ulysse aux grands navigateurs, ce paradis, qu'il soit d'Arcadie ou d'Éden, se révéla introuvable sur les « terres continentales ». Les marins crurent enfin y accoster au milieu des mers en découvrant des îles enchantées, dont certaines étaient vraiment des paradis mais ne le demeurèrent pas longtemps après leur passage.

---

25. « [Sous la Révolution], la tour de Babel représente dans son discours un état rétrograde par rapport au cours de l'histoire, ou un stade à dépasser. Comme les utopistes, le politique va s'employer à anéantir les conséquences de Babel. Mais à la différence de ceux-ci, il ne s'agit pas d'opérer une synthèse entre les différentes langues de la classe au pouvoir, mais bien de les éliminer toutes (dans les limites du seul territoire national), au profit de la seule langue de la classe au pouvoir ; le pouvoir promulgue sa langue et la décrète seule légitime. » In BOST Hubert. *Babel, du texte au symbole*. Genève : Labor et Fides, 1985, p. 165.

26. BOST Hubert. *Op. cit.*, pp. 178-179.

1. Chercheur, Centre d'ethnologie française, CNRS.

Ils y trouvèrent ce que leur avaient promis les récits et les mythes : le temps suspendu, la saison unique, l'âge d'or, l'innocence, la nudité, le non-travail à la sueur de son front, le péché et le mal envolés.

Îles de l'Atlantide, îles de la Félicité, îles des Bienheureux, la Dilmun du mythe sumérien d'Enki : le Bahreïn d'aujourd'hui, certainement la première île-paradis de l'histoire. Crète, Chypre, la Colchide, l'île d'Ogyvie décrite par Homère, « très loin dans la mer » au large des côtes de Bretagne, et par Plutarque qui y installe sa société idéale peuplée de philosophes amoureux de la vérité. Les Cassitérides, mines atlantiques secrètes de l'étain phénicien évoquées par Hérodote, les Électrides d'où provenait l'ambre. Madère, l'île pivot entre le petit et le grand large, dernière terre avant celles des légendes, Antilia, près de Madère, qui disparaît quand on l'approche, les Açores, les Canaries, Ténériffe. Les îles Désirées des Indiens tropiques, encore dites Basin ou Colphoch, dont la plus fertile, l'île Iapart, abrite la demeure d'une immense idole barbare bien visible de la mer. S'agirait-il, mais placée là, de l'île de Pâques ? La Désirade, Haïti, premier paradis de Christophe Colomb avant celui d'Orénoque. Puis les rivages des Indes occidentales, Taprobane-Ceylan et les îles lointaines de l'océan Indien, les Seychelles où à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle un général anglais polisson situe le paradis en en reconnaissant le fruit défendu dans la célèbre noix de coco vénusienne issue de l'arbre de la connaissance du bien et du mal (dite *coco-fesse*). Puis les îles Pacifiques, Tahiti-Cythère qui émerveilla Cook et Gauguin, et les îles Sous-le-Vent, Bora Bora. S'il manque une île, on la crée, parfois pour équilibrer la vacuité de la carte marine, et ces îles-paradis qui apparaissent et disparaissent au gré des vents, des brumes et des mirages marins « tournent » presque toutes autour des Canaries et du Brésil, l'île de Saint-Brendan, que l'on mettait jadis au large de l'Islande et qui ne fut jamais retrouvée, la lointaine Avalon, qui est l'île des pommes (*aval* en breton) où dort le roi Arthur de son sommeil encore infini, pendant celle de l'île herculéenne des Hespérides aux pommes d'or, réputée être une des Canaries, c'est-à-dire une des îles Fortunées : aurait-on retrouvé en ces lieux enchantés le fruit non défendu du paradis puisque les hommes et les femmes qui y vivaient innocemment n'en avaient pas été chassés ?

Plus loin encore l'île de Braisil, ainsi nommée soit pour la teinte de braise des bois flottés qui en venaient, soit de l'irlandais qui l'appelle une fois de plus « Fortunée », et qui est parfois confondue avec celle de Saint-Brendan. Isle Sainte-Marie d'Aoust, Isle Dieu imaginées et imagées sur les cartes par le cosmographe français André Thévet, qui situe non loin de Madagascar les îles jumelles d'Imaugle et Inébile, l'une peuplée seulement de femmes, où règne la paix éternelle ; l'autre infertile, uniquement peuplée d'hommes et où la guerre fait rage ; ce qui n'empêche pas les deux populations de se rencontrer une fois l'an pour fabriquer de nouveaux petits guerriers. Non loin, l'archipel des Satyres, dont les habitants devaient contempler avec effronterie ces fornications calendaires. À quelques milles de là, l'île aimantée de Maniole qui, attirant les clous du navire s'approchant trop, poussé par les vents de la légende et de la curiosité, le faisait bientôt sombrer. Voici enfin deux îles d'utopie qui se rencontrent à l'intervalle de près de trois siècles : l'Utopia de Thomas More, et Tamoe, république de concitoyens dont rêva le divin marquis de Sade. L'invention des îles fut si importante que l'art des atlas ne représentant que des îles devint une spécialité vénitienne : ce sont les *Isolarij*, les Insulaires français.

De ces îles et de leurs habitants, les inventeurs et surtout les commentateurs ont toujours voulu tirer des leçons d'avenir, tels des dispositifs de réflexion politique pour l'office des princes qui régnaient alors sur la Terre. Érasme, Thomas More, Montaigne rêvent d'un autre gouvernement du monde, mais presque tous les hommes de la Renaissance voyaient dans l'imaginaire insulaire le support d'un débat sur un monde meilleur. Les îles sont donc devenues les lieux privilégiés

### UTOPIAE INSVLAE FIGVRA



L'île d'Utopie de Thomas More, gravure, éd. de Louvain, 1516. (Libre de droits)

des utopies, des visions d'avenir, des désirs de futur, quand le paradis païen, puis chrétien, se fut fait introuvable. Elles permettaient une réflexion sur le temps qu'il fait et sur le temps qui passe, un rêve d'éternité et de météo clémentes : le temps du ciel suspendu comme le temps de l'horloge. La question du temps « clos », comme une île, est au centre des préoccupations des inventeurs d'utopies. Les îles alimentaient surtout une songerie sur la réforme de la nature humaine en la soumettant aux lois de la nature tout court. Ce fil de pensée sera longuement tendu dans notre histoire, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'aux Lumières. C'est que l'observation par les marins de ces îles bien réelles, aux populations réduites, aux gouvernements sans État, économiquement auto-

nomes, exilées dans l'espace et dans le temps, en faisait des modèles parfaits d'une politique, d'une éthique, puis d'une esthétique qui se pérenniseront jusqu'au rêve brisé du *Noa-Noa* de Gauguin.

Mais bientôt ce qui se joue autour de ces utopies iliennes est quelque chose de très inquiétant. Devant les malheurs du monde, on cherche une issue radicale qui se traduit souvent par un certain nombre d'extravagances intellectuelles : le fantasme de pureté, le fantasme de similarité, le fantasme de l'isolement, annonce du solipsisme contemporain de certaines nations. Y avait-il là, dans les îles d'utopie, rêve d'universalité ou annonce du drame de notre humanité dans sa détestation de toute différence ? Pour mériter le paradis, il faut tous être semblables. L'un ne peut aller sans l'autre. Voilà un paradoxe logé au cœur de l'idéologie occidentale,

qui entraînera certaines des horreurs des temps modernes que nous connaissons bien. Tous semblables ou tous égaux ? D'autorité ou de libre choix ? On voit que le débat n'est pas clos car si je peux être égal dans ma différence, c'est que cette différence et toutes les différences avec la mienne, *et seulement elles*, sont fondatrices de l'universel. Sur quoi, en effet, se fonderait l'universalité si elle ne l'était sur la parcelle d'universalité qui réside en chaque différence ? Donc dans l'impossibilité de la pureté, en particulier ethnique, qui se déclare seule face au reste du monde<sup>2</sup> ? L'île alimente le débat philosophique après avoir œuvré au débat religieux et métaphysique.

Cette idéologie de la « mêmété », comme l'écrivait Voltaire, se retrouve particulièrement condensée dans les utopies îliennes, plus faciles à clore, plus faciles à embrasser d'un seul regard, plus faciles à définir. C'est pourquoi les cités utopiques, comme la cité du Soleil de Campanella, pour n'en nommer qu'une, sont fermées sur elles-mêmes comme des îles, formant un cercle parfait. Dans cette dernière, la reproduction des êtres, loin d'être l'apanage des individus mus par le sentiment d'amour, est réglée par la République et par ses contrôleurs. Plutôt que de construire un monde imaginaire heureux de ses variétés, de ses variantes, la plupart de ces utopies trop abstraites, même les plus généreuses, qu'elles soient païennes, chrétiennes, socialistes ou anarchistes, ont fini par faire froid dans le dos. Même les Insulaires utopiens de Thomas More, le généreux humaniste, vivent dans des maisons toutes identiques, habitent dans des villes toutes semblables, consommant les mêmes repas, portant les mêmes vêtements selon leur sexe : cauchemar prémonitoire du *Metropolis* de Fritz Lang.

Mais où sont les vertes prairies de Canaan que l'on nous avait promises ? Et qu'en est-il des îles aujourd'hui ? On s'est sauvé de plus en plus loin. On a cherché Dieu, du temps, de l'espace, le droit, la justice, la liberté, le progrès, la technique, enfin l'argent : et là il n'y a pas de refuge<sup>3</sup>.

---

2. Quelle que soit l'opinion que l'on porte sur les guerres yougoslaves, il est certain qu'un ouvrage comme le dernier de Peter Handke, *Unter Tränen Fragend* [Questions au bord des larmes], dresse de la Serbie un portrait insulaire et utopique : nation élue de Dieu, seule au monde, cernée, encerclée, dernier rempart de la civilisation contre les païens, « sous le ciel toujours bleu [...] l'incarnation de la prière », écrit l'auteur, où tout ce qui n'est pas serbe est diabolique. Ce pays est loin d'être le seul à se représenter ainsi.

3. Précédant l'exposition « Visions du futur » au Grand Palais de Paris, l'exposition « Utopie, la quête de la société idéale en Occident » s'est tenue à la Bibliothèque nationale de France du 4 avril au 9 juillet 2000. De nombreuses expositions consacrées à ce thème ont marqué — signe d'une inquiétude ou d'une espérance ? — la fin du siècle précédent et le début de l'actuel. Ainsi, « *A fin de siècle Yearning for Paradise* » [Une quête *fin de siècle* pour le paradis] est le titre d'une exposition qui fut consacrée à Paul Gauguin, attirant, en 1998, 600 000 visiteurs à Essen et à Berlin. Elle était sous-titrée : « Paul Gauguin: The Lost Paradise » [Paul Gauguin: le paradis perdu].

## Les cristaux de roche fatimides

*De l'Égypte aux trésors d'églises : une matière d'éternité*

SOPHIE MAKARIOU <sup>1</sup>

Il peut sembler curieux de dire que l'Islam ne s'est pas perçu dans le futur. Si nous en examinons la production littéraire, le genre de la fiction futuriste n'existe pas. L'utopie sociale est bien l'héroïne du Hayy Ibn Yaqzan d'Ibn Tufayl, mais l'historien d'envergure que fut Ibn Khaldun, le théoricien qui réfléchissait sur la grandeur et le trépas des empires, en découvrant dans les entrailles de l'histoire des régularités de métronome, n'a pas osé se lancer dans une histoire-fiction et projeter sur l'avenir le cadre de sa rigoureuse théorisation. Les mondes de l'Islam ont-ils donc totalement renoncé à se projeter dans le futur ? Il serait faux de le dire, mais le futur qu'ils aperçoivent se joue dans un outre-monde. On ne saurait régler la question pour un ensemble de civilisations aussi complexe, qui couvre trois continents et 1000 ans d'histoire. Ce qui nous occupera ici c'est la destinée d'un petit groupe d'objets parvenus en Occident et sur lesquels l'Islam et la chrétienté occidentale semblent, par des sentes différentes, avoir projeté les mêmes songes d'un monde meilleur.

Aux alentours des IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> siècles, le cristal de roche, un quartz pur qui se trouve à l'état naturel dans quelques lieux d'accès difficile, fut particulièrement prisé par les empires islamiques abbasside et fatimide d'Égypte. C'est cependant à cette dernière dynastie que l'on rattache le plus grand nombre d'objets du fait de la présence, sur certains d'entre eux, du nom du calife ou de celui de généraux fatimides. Le plus célèbre, une aiguière de 23 cm de haut, porte une inscription qui appelle « la bénédiction de Dieu sur l'imam al-Aziz Billah ». Ce calife régna entre 975 et 996 ; l'objet est aujourd'hui dans un trésor d'église — celui de la basilique Saint-Marc à Venise —, comme environ 200 autres cristaux de roches fatimides, tantôt réemployés comme reliquaires, tantôt utilisés pour le service de la messe. Pour les Fatimides, des chiites ismaéliens, bien distincts du chiisme officiel de l'Iran d'aujourd'hui, le cristal de roche est la matière pure dans laquelle est taillée la coupe tendue aux élus lors de leur arrivée au paradis. Transparence destinée à recevoir de la transparence, l'eau du Khawthar, l'un des quatre fleuves paradisiaques. C'est Ali, le premier des imams et martyrs chiites, qui tend la coupe aux élus. L'association, dans la pensée ismaélienne, entre la promesse de la vie éternelle et le cristal de roche est donc certaine, car le martyr ouvre les portes du paradis. On pourrait presque dire que le cristal est une matière d'éternité. Qu'il soit constitué d'une eau congelée après un long processus naturel, pour l'encyclopédiste persan al-Biruni, ou qu'il soit un corps contenant de la lumière, pour le spécialiste d'optique

---

1. Conservateur, Antiquités orientales, section Islam, musée du Louvre.



L'aiguière d'al-Aziz, trésor de Saint-Marc, Venise (tesoro n° 80), reproduite dans « Le trésor de Saint-Marc », exposition au Grand Palais, 1984. (DR)

Ibn al-Haytham, le cristal de roche est toutefois riche d'associations ésotériques pour la philosophie illuminative ismailienne. Les coupes de cristal fatimides étaient peut-être employées dans un rituel d'initiation où la coupe tenait un large rôle et que nous connaissons par quelques textes.

Il est troublant que l'Occident chrétien ait réinvesti de ses propres signes, bien proches, ces objets après qu'ils aient rejoint, par des routes diverses, les trésors d'églises. La Bible, dans le livre de la Genèse, dans celui de Daniel (22.1), associe également cristal et eau paradisiaque. C'est la matière de l'un des fleuves issus du trône de Dieu. Il pouvait donc, même taillé par les mains d'infidèles, recevoir le sang rédempteur de l'alliance nouvelle ainsi que le reliquaire du Saint-Sang de Weissenau, un cristal fatimide du début du XI<sup>e</sup> siècle. Les coupes de cristal fatimides furent aussi em-

ployées pour ce moment fondamental qu'est la « transsubstantiation » du vin en sang, lors de l'eucharistie, seuil d'un monde nouveau, lavé de ses fautes. D'autres associations viennent encore charger la précieuse matière de promesses futures, paradisiaques ; ainsi nombre de reliquaires liés au culte de la Vierge furent-ils en cristal de roche (reliquaire des cheveux de la Vierge, Quedlinburg) ; en effet, la virginité mariale qui prépare la rédemption trouve dans l'emploi du cristal une image parfaite : celle du vase (le sein de Marie) que la lumière (l'Esprit-Saint) traverse tout en la laissant intacte, semblable à la mère de Dieu, parturiente toujours vierge.

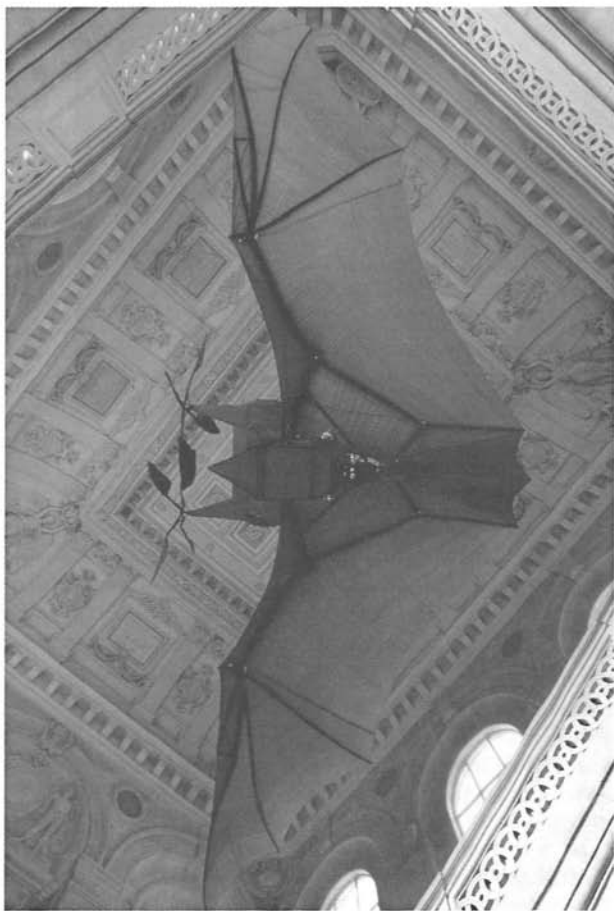
C'est donc, pour les chiites fatimides, pour les chrétiens d'Occident, une promesse de futur, celui de délices éternels à venir, que l'on pouvait voir dans ces objets exceptionnels, successivement au service de deux fois mais dont la portée symbolique est bien proche ; il est émouvant de considérer combien l'Occident chrétien investit ces objets de sens par l'usage le plus noble, par leur christianisation imposée comme un baptême rédempteur, gage d'une nouvelle vie après la mort.

# L'avion d'Ader

DOMINIQUE FERRIOT <sup>1</sup>

« Avion » de *avis*, oiseau ; « avier », voyager dans l'air ; « avionneur », qui construit des avions. Clément Ader (1841-1924) n'a pas seulement inventé les premiers engins volants, il a nommé l'Avion, ce que rappelle Guillaume Apollinaire dans un poème écrit en 1910 : « Français, qu'avez-vous fait d'Ader l'aérien ? Il lui restait un mot, il n'en reste plus rien. » Car le destin de l'inventeur d'avions est d'assister, en prophète méconnu, à l'exploitation par d'autres d'intuitions trop tôt venues.

Ingénieur pour qui l'aviation est une arme, Ader ignore le plaisir de voler ; il a pourtant patiemment observé le vol de la roussette, cette chauve-souris d'Afrique du Nord dont il tente de copier le battement d'ailes et le vol plané. Les muscles et les tendons peauciers dans la membrane de la chauve-souris deviennent bandes de tissu de la voilure de l'avion, associées par couture et positionnées selon des lignes courbes. Envergure : 16 m ; surface des ailes : 56 m<sup>2</sup> ; poids à vide : 258 kg ; poids en charge, avec pilote, combustible et réserve d'eau : 400 kg. Car la particularité de cette chauve-souris géante, c'est qu'elle est à moteur. Deux moteurs à vapeur de 20 chevaux



Avion 3 de Clément Ader, 1897  
© Laurent Bessol (musée des Arts et métiers)

1. Directrice du musée des Arts et métiers, Conservatoire national des arts et métiers (Paris).

doivent permettre l'envol de l'Avion. Mais Ader n'est pas un pilote, la météo est contre lui ; rien ne pourra être attesté. Un bond peut-être de quelque 300 mètres, une aventure flétrie et un homme brisé par le désespoir.

L'Avion 3, créé en 1897, échappe à la destruction en entrant dans les collections du Conservatoire national des arts et métiers. Suspensu aujourd'hui dans l'escalier d'honneur du musée, il déploie ses ailes en soie et tiges de bambou. Les deux hélices en lames de bambou et papier armé et en forme de plumes, brisées lors des essais de vol, ont retrouvé leur splendeur et leur singularité. Tel qu'il est aujourd'hui offert aux visiteurs du musée, l'avion de Clément Ader est proche de nos ULM (ultra-légers motorisés). Mais surtout, il a ce pouvoir de susciter le rêve et l'émotion qui font de chacun d'entre nous un merveilleux fou volant.

---

*« La démonstration qu'aucune combinaison possible de matériaux, de types de machine ou de types de force connus, ne peut exister dans une même machine, qui permettrait à l'homme de voler de longues distances à travers les airs, semble à l'auteur aussi évidente que n'importe quelle autre démonstration du même ordre. »*

---

Source : CLARKE Arthur C. Profiles of the Future. New York : Harper & Row, 1962, pp. 2-3. Prédiction erronée publiée par le Foresight Institute.

---

Ader « inventeur d'avions <sup>2</sup> » a réalisé le premier décollage au monde d'un avion à moteur ; avant les frères Wright ou Santos Dumont, il a ouvert la voie aux exploits ultérieurs de Blériot ou Breguet. Celui-ci reconnaîtra volontiers que Clément Ader avait dès 1890 conçu de toutes pièces une machine complète, inventant tout, moteur, hélice, ailes, organes de stabilisation, et établissant une théorie du vol qui font de lui le père de l'aviation. Le rêve des « hommes-oiseaux », celui d'Icare ou de Léonard de Vinci, devenait avec la guerre l'arme que l'ingénieur Ader avait cherché sa vie durant à mettre au point.

---

2. LISSARRAGUE Pierre. *Clément Ader, inventeur d'avions*. Paris : Privat, 1990, 320 p.

# Science-fiction et bandes dessinées

JEAN-PIERRE MERCIER <sup>1</sup>

La préparation de l'exposition « Visions du futur » nous a permis de le constater : la bande dessinée ne s'est intéressée que fort tard au futur. Alors que les spécialistes font désormais naître la bande dessinée moderne en 1833 sous la plume du Suisse Töpffer, il faut attendre la fin des années 1920 pour voir la science-fiction envahir la production américaine et, de façon plus anecdotique, européenne et française.

Pendant les presque 90 ans de la première période, les auteurs de ce que l'on n'appelle pas encore la bande dessinée explorent toutes les nuances du comique et de la chronique quotidienne. De leur côté, les États-Unis, où des centaines de quotidiens locaux accueillent chaque dimanche de pleines pages de bandes dessinées, et bientôt des *strips* quotidiens, se font une spécialité des *kid strips* (pages dont les héros sont des jeunes), puis des *family strips* (McManus a immortalisé le genre avec *La Famille Illico*).

Le développement du cinéma américain populaire, sa diversification en des genres distincts (*western*, aventures, humour, policier, science-fiction, fantastique...), susceptibles d'intéresser des segments différents de public, a depuis longtemps été considéré comme l'un des facteurs déterminants de l'évolution de la bande dessinée, mais il n'est pas le seul. L'explosion du marché des *dime novels* (romans bon marché), des *pulps* (magazines à bas prix publiant des feuilletons) et des *soap operas* radiophoniques est sans doute tout aussi décisive. La fonction première des bandes dessinées dans les quotidiens étant de faire vendre le journal, les magnats possesseurs des titres à plus grand tirage ne pouvaient ignorer longtemps les changements de goût du grand public.

C'est ainsi qu'en 1929 paraît *Buck Rogers*, saga de science-fiction adaptée par son auteur même, Philip F. Nowlan, d'un roman paru quelques mois plus tôt dans un *pulp* et mis en images par Dick Calkins. *Buck Rogers* sera le premier d'une longue cohorte de voyageurs de l'espace, dont les plus connus dans notre pays sont Brick Bradford (Luc Bradefer, de William Ritt et Clarence Gray) et Flash Gordon (Guy l'Éclair, d'Alex Raymond). C'est l'époque des sagas flamboyantes, de l'affrontement des bons et des méchants, où s'affirme une foi naïve dans les pouvoirs de la technologie, et particulièrement la puissance atomique, clé universelle de la puissance et du bonheur. Difficile de ne pas voir dans ces récits l'expression d'une Amérique triomphante, quand bien même la crise de 1929 mettra à mal le modèle capitaliste.

Cette première floraison de récits futuristes sera suivie de nombreuses autres, que l'espace qui nous est dévolu empêche de détailler davantage. On se conten-

---

1. Conseiller scientifique, Centre national de la bande dessinée et de l'image, musée de la Bande dessinée (Angoulême).

tera de citer ici l'indestructible *Superman*, inventé en 1938 par Jerry Siegel et Joe Shuster, qui donnera à son tour naissance à un genre spécifique, la bande dessinée de super-héros (*superhero comics*), qui connaîtra une incroyable fortune et règne toujours en maître sur le marché américain. Genre commercial par excellence, il offre une vision, déformée mais fascinante de la société américaine, ses aspirations et ses craintes.



« Et si Christophe Colomb n'avait pas découvert l'Amérique ? » Extrait d'une aventure de Brick Bradford, alias Luc Bradefer, (par William Ritt et Clarence Gray). © King Feature Syndicate

Il est remarquable de constater que cette constance de la science-fiction dans la bande dessinée américaine n'a pas d'équivalent en Europe, et particulièrement en France. À peine peut-on citer avant-guerre certains épisodes futuristes de *Zig et Puce*, qui voyagent au XXI<sup>e</sup> siècle et atteignent la planète Vénus, ou du *Rayon mystérieux*, court récit du même Saint-Ogan. Il ne s'agit pas à proprement parler de science-fiction, mais d'aimables variations humoristiques sur les clichés les plus rebattus des récits d'anticipation. Il faudra attendre la fin des années 1940 pour voir quelques auteurs explorer résolument le futur. On pense bien sûr à Edgar Pierre Jacobs et sa série *Blake et Mortimer*, verbeuse, paranoïaque et fascinante, ou bien encore à Hergé et son cycle lunaire, dont l'organisation en diptyque (*Objectif Lune* et *On a marché sur la Lune*) ne manque pas de rappeler le cycle vernien, lui aussi étalé sur deux épisodes. Au cours des années 1950, dans l'hebdomadaire communiste pour enfants *Vaillant*, Lécureux et Poïvet réutilisent, avec *Les Pionniers de l'espérance*, les ingrédients de la série d'aventures futuristes à la *Flash Gordon*, mais en retournant complètement le message idéologique.

On peut s'interroger sur les raisons d'une éclosion si tardive d'un genre qui a connu en France d'autres fortunes en littérature ou au cinéma. Le mépris dans lequel a été tenue la bande dessinée jusque dans les années 1960 y est indéniablement pour quelque chose, mais il a sans doute été doublé par la suspicion que les responsables éducatifs ont toujours témoignée à l'égard de la science-fiction. On en trouve des traces avant-guerre, dans certains des textes signés par les responsables éducatifs religieux et laïcs, qui redoutent l'effet d'histoires détachées du réel sur l'imagination innocente et bouillonnante des chères têtes blondes. Elle éclate de nouveau à la fin des années 1940, renforcée par le sursaut moral consécutif au désastre du second conflit mondial. Pour éviter que ne se reproduise tant de barbarie, il importe pour les responsables éducatifs, politiques et confessionnels, de repartir sur des bases saines et de fournir en particulier à la jeunesse les moyens d'une éducation basée sur un examen rigoureux du passé et un bannissement de tout ce qui peut déboucher sur des utopies *a priori* considérées comme suspectes. Il faudra attendre les années 1960 et 1970, et particulièrement après 1968, pour voir en France une véritable explosion des séries de science-fiction. Sur des registres poétiques, politiques, baroques, etc., les œuvres de Forest (la scandaleuse *Barbarella*), Christin et Mézières (avec la série *Valérian*), Druillet (la flamboyante saga de *Lone Sloane*), Bilal (la trilogie de *La Femme piège*) et surtout Mœbius (citons *Le Major Fatal*, *John Diffool*, *Le Monde d'Edena*, parmi une œuvre foisonnante et formellement somptueuse) questionnent résolument les temps à venir. Elles constituent aujourd'hui des classiques reconnus et leur influence dépasse largement le champ strict de la bande dessinée, et les limites de l'Hexagone.

---

# Nouvelle croissance ou vieilles lunes ?<sup>1</sup>

MICHEL GODET<sup>2</sup>

*Voici venue la « nouvelle croissance », les TIC et la confiance, la conviction très répandue que nous sommes à l'aube d'un nouveau Kondratiev ascendant, promis à une ère nouvelle de prospérité durable.*

*Pourfendeur des idées reçues, Michel Godet nous met en garde. Certes, nous bénéficions aujourd'hui en Europe d'un regain de croissance, de surcroît riche en emplois. Mais ce phénomène, courant aux États-Unis, pas plus ici que là-bas, n'est vraiment lié aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC).*

*Non qu'il faille négliger l'impact de ces TIC qui, incontestablement, ont entraîné l'émergence d'une nouvelle économie, notamment en stimulant la concurrence et donc la baisse des prix, une nouvelle croissance qu'il convient toutefois de ne pas surestimer à l'aune du Nasdaq et de la bulle financière qui finira bien par éclater.*

*Au demeurant, affirme l'auteur, convaincu qu'il n'est de richesse que d'homme et que l'avenir dépendra de leur volonté, les théories cycliques — celle de Kondratiev en tête — ne sont que leurre. La nouvelle croissance ne pourra se perpétuer sans engendrer de nouveaux chocs et, en Europe, pâtir d'une population vieillissante, donc d'une consommation faible et fluctuante.*

H.J.

1. Communication présentée à l'atelier sur « le cinquième Kondratiev » de l'université d'été du Medef (Mouvement des entreprises de France), qui s'est tenue à Jouy-en-Josas du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre 2000.

2. Michel Godet, professeur au Cnam (Conservatoire national des arts et métiers), est titulaire de la chaire de prospective industrielle, et auteur de l'ouvrage *Emploi : le grand mensonge*. Paris : Pocket, 1999 (3<sup>e</sup> édition). Nous tenons à remercier les professeurs Michel Didier, Jacques Lesourne et Jean-François Vidal, ainsi que Philippe Lemoine et Michel Martinez, pour les longs entretiens qu'il nous ont accordés. Ce texte leur doit beaucoup et, naturellement, ne les engage en rien.

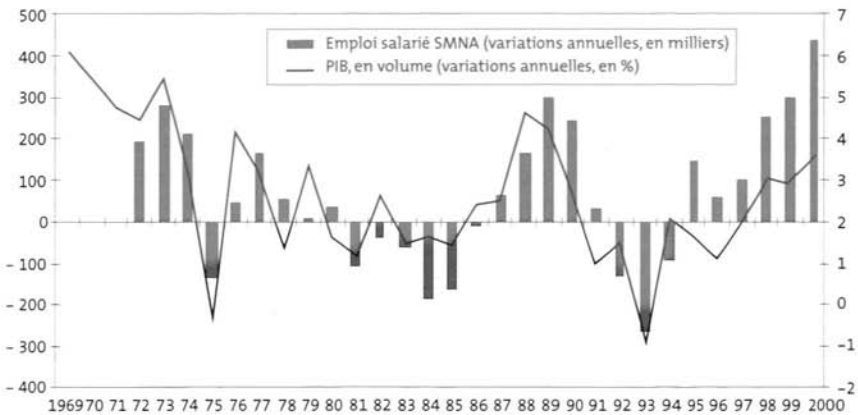
Qu'elle est belle la croissance retrouvée ! Finie la crise, la marée du chômage est descendante ! En effet, la progression du PIB (produit intérieur brut) en volume, pour la France, se situe depuis 1998 à environ 3 % et devrait même largement dépasser ce niveau en 2000. Dans le même temps, l'emploi marchand (celui créé par l'activité des entreprises et non artificiellement par l'impôt en augmentant l'emploi public) crève tous les plafonds : + 250 000 en 1998, + 300 000 en 1999 et certainement plus de 400 000 cette année !

On est loin de la récession de 1993 avec son recul du PIB et sa perte de 260 000 emplois marchands ! Certains gouvernements sont plus chanceux que d'autres : entre 1987 et 1990, l'emploi marchand a augmenté de 650 000 grâce à une croissance frôlant les 4 % en moyenne pour la période. Michel Rocard avait cru pouvoir ne rien faire pour l'emploi puisque la machine était repartie. Aujourd'hui la croissance est de retour, plus faible certes, mais

plus créatrice d'emplois. Il faut certainement y voir l'effet vertueux des politiques de réduction des charges sur les bas salaires et du développement du temps partiel et de l'intérim.

Ainsi tout va bien. La météo économique est au beau fixe et rien n'entame la confiance générale ; les Français ont le moral et l'été maussade n'a pas affecté le climat des affaires. L'anticyclone des Açores n'a pas été au rendez-vous mais la nouvelle économie éclairée par le soleil des technologies de l'information est dans toutes les têtes et fait la une des médias. Face au raz-de-marée médiatique des effets de mode, il est difficile de faire entendre une autre voix. Ainsi, par exemple, au moment des chocs pétroliers et des ambitieux programmes nucléaires, il était difficile d'annoncer une surabondance d'énergie chère <sup>3</sup>, et à la fin des années 1980, il était téméraire de diagnostiquer la japanosclérose <sup>4</sup>. On attend toujours l'autocritique des nucléocrates et des zéloteurs du modèle japonais !

Graphique 1. — Évolutions annuelles du PIB et de l'emploi marchand non agricole



Source : Insee, Dares, Rexecode.

3. Voir GODET Michel. « Va t-on vers une surabondance d'énergie ? ». *Le Monde*, 5 septembre 1978.  
 4. Voir GODET Michel. « Regard sur la japanosclérose ». *Futuribles*, n° 112, juillet-août 1987, pp. 15-31.

On ne peut que se réjouir de ce changement de décor économique qui rappelle les Trente Glorieuses. L'optimisme est de mise : il invite cependant à rester lucide et à questionner ses fondements.

Pourquoi les experts n'avaient-ils pas vu venir cette « nouvelle croissance » dont ils parlent tous ? Est-elle vraiment portée par les nouvelles technologies ? L'embellie est-elle durable ? N'est-elle pas à la merci d'un choc pétrolier ou d'un *krach* boursier et monétaire qui viendrait des États-Unis ?

### La croissance américaine n'est pas nouvelle

Les mêmes prévisionnistes qui, aujourd'hui, parlent de nouvelle économie et de cycle long de croissance, ignoraient cette perspective il y a trois ans à peine, quand la gauche revenait au pouvoir. Peu d'experts se hasardaient alors à annoncer la sortie du tunnel et la plupart préconisaient des efforts et des sacrifices : la saignée a toujours servi d'exutoire à l'ignorance face au mal. La myopie d'hier rend suspects les conjectures pour demain. La convergence des analyses ne change rien à l'affaire : les prévisionnistes se trompent généralement ensemble dans un mouchoir de poche et se battent surtout sur la taille du mouchoir.

Une fois de plus, le mouvement est né aux États-Unis, au milieu des années 1990, quand il est apparu que la reprise commencée à la mi-92 allait durer avec un contexte favorable d'inflation faible, de taux d'intérêt bas, avec des créations d'emplois records et

un chômage presque résiduel. À l'été 2000, les États-Unis en sont à neuf ans de croissance ininterrompue et l'Europe, qui a pris le pas avec retard en raison des politiques monétaires restrictives du début des années 1990 — on se souvient des taux d'intérêt élevés comme prix de la réunification de l'Allemagne, et des politiques budgétaires de rigueur au nom de la convergence préalable à l'euro —, est aussi sur un sentier de croissance depuis plus de sept ans.

Relevons tout de suite que ce phénomène de longue prospérité n'est pas si exceptionnel qu'on le dit. Depuis 1960, les États-Unis ont connu d'autres phases longues de croissance encore plus soutenue : neuf ans entre 1961 et 1969, cinq ans entre 1975 et 1979, sept ans entre 1982 et 1989, interrompues par des phases de récession beaucoup plus courtes, de l'ordre d'une année ou deux en moyenne (voir tableau 1).

### Ce qui a vraiment changé grâce aux TIC <sup>5</sup>

Il y a cependant bien des choses nouvelles dans l'économie américaine. Le premier fait nouveau est que cette fois, l'inflation reste contenue malgré un chômage faible <sup>6</sup>, ce qui permet à la Réserve fédérale des États-Unis (la Fed) de sagement laisser courir la croissance sans relever les taux d'intérêt. La bonne santé des États-Unis est certainement l'œuvre du « grand sorcier » Alan Greenspan, à la tête de la Fed depuis 1987 ! <sup>7</sup> ; cette longévité est aussi un facteur de continuité et de cohérence. Le deuxième fait nouveau est

5. TIC : technologies de l'information et de la communication.

6. C'est ce que l'on appelle le paradoxe de NAIRU (*non accelerating inflation rate of unemployment*) : littéralement, le fait que le chômage faible n'entraîne pas d'inflation par augmentations salariales interposées.

7. Voir MARTI Serge. « Alan Greenspan, le "grand sorcier" de la bonne santé des États-Unis ». *Le Monde*, 18 avril 2000.

Tableau 1. — Caractéristiques des derniers cycles américains

Cycles	Nombre de trimestres (T)	Évolution du PIB en volume (%)
<b>T1 1961 - T4 1969</b>		
Expansion	36	4,7
Récession	4	-0,1
<b>T4 1970 - T4 1973</b>		
Expansion	10	4,8
Récession	7	-1,3
<b>T2 1975 - T4 1979</b>		
Expansion	20	4,2
Récession	2	-0,2
<b>T3 1980 - T3 1981</b>		
Expansion	4	2,4
Récession	4	-1,6
<b>T4 1982 - T2 1990</b>		
Expansion	31	4,1
Récession	3	-1,6
<b>T3 1991 - ????</b>		
Expansion	35	3,5
<b>Moyenne</b>		
Expansion	23	4,0
Récession	4	-0,9

Source : Point mensuel Aurel-Leven SA, Washigton plaza, mars 2000.

que la croissance paraît moins volatile, c'est-à-dire moins sensible aux anticipations des agents et à leurs coups d'accordéon sur les variations de stock et donc sur l'activité. Il faut certainement attribuer ces phénomènes aux efforts continus des entreprises pour rendre les circuits de production et de distribution plus efficaces (gestion en flux tendus et zéro stock). Cette rationalisation des activités n'aurait pu se

faire sans le levier des technologies de l'information et les possibilités nouvelles de transmettre en temps réel et à coût dérisoire des informations à tous les maillons dispersés qui relient les producteurs aux consommateurs.

Tout cela est remarquablement bien analysé par Philippe Lemoine<sup>8</sup> ou Michel Didier<sup>9</sup>. Pour Philippe Lemoine : « La nouvelle économie, c'est l'informatisation de l'échange par opposition à

8. LEMOINE Philippe. « Qu'est-ce que la nouvelle économie ? ». In « La nouvelle économie et ses paradoxes ». *Cahier Laser*, n° 3, juillet 2000.

9. DIDIER Michel. « Quelle croissance longue pour l'économie française ? ». *Revue de Rexecode*, n° 66, 1<sup>er</sup> trimestre 2000 (numéro entièrement consacré à la nouvelle économie) ; « Nouveau cycle et nouvelle croissance économique ». Communication à l'Université de tous les savoirs, Cnam, 23 mai 2000.

une ancienne économie où domine encore le modèle stratégique impliqué par l'informatisation de la production et de la gestion. » L'ancienne économie recherchait des gains de productivité par réduction des effectifs, et les plans sociaux étaient une manière de soutenir les cours de la Bourse. Elle était aussi caractérisée par le phénomène de « rétention de la valeur » : même dans l'industrie informatique où l'on constate depuis 1965 une division par deux tous les 18 mois du coût des produits (la fameuse loi de Moore), ces gains de productivité n'étaient guère répercutés sur les prix mais par une augmentation des performances et de la sophistication des produits. On constatait le même phénomène dans la plupart des autres secteurs industriels, l'automobile notamment. Ainsi : « Le meilleur devient de moins en moins cher... C'est la loi des prix inversés : les produits s'améliorent et sont de moins en moins chers. » C'est aussi l'inversion des chaînes de valeur : la demande conditionne de plus en plus l'offre, et c'est le client qui finit par lancer un appel d'offres au producteur. C'est une tendance classique des activités qui arrivent à maturité : pour garder la demande de renouvellement, les producteurs doivent être à l'écoute du client. Mais le fait nouveau apporté par les technologies de l'information est d'assurer une plus grande transparence de l'information pour les consommateurs ou les producteurs isolés, de faciliter les rapprochements entre des offres et des demandes auparavant cloisonnées, bref de stimuler la concurrence et, du même coup, la baisse des prix.

La nouvelle économie, c'est donc un modèle vertueux de baisse des prix, d'innovations dans l'offre pour répondre à des demandes toujours diversifiées, de réduction des stocks et

de performance par une plus grande rotation de ces derniers et par une augmentation des effectifs et des services pour mieux coller aux attentes des consommateurs. Philippe Lemoine, ce chercheur également vice-président du groupe des Galeries Lafayette, donne une illustration étonnante de ce modèle en comparant un hypermarché français moyen et Wall-Mart. Ce dernier, employe deux fois plus de personnel pour un même chiffre d'affaires : « la clef de la compétitivité de Wall-Mart est dans la rotation du capital circulant : les stocks tournent 25 fois dans l'année contre 10 fois en France ». Autre exemple cité par Philippe Lemoine : « En inventant la commercialisation d'ordinateurs personnalisés, produits à la commande et livrés en huit jours, Dell a inventé un modèle de distribution à très forte rotation des stocks. À son bilan, Dell n'a que cinq jours de stock contre 10 fois plus pour ses concurrents. »

Ajoutons à cela la croissance exponentielle de certaines activités en raison des effets de réseau : l'utilité d'un bien ou d'un service croît comme le carré du nombre d'utilisateurs ! Cette loi dite de Metcalfe est bien illustrée par le télécopieur. Parmi les surprises de la nouvelle économie, Michel Didier, relève ainsi le fait que la baisse des prix va jusqu'à l'offre de services gratuits. En effet, un service d'information a un coût fixe d'investissement élevé plus un coût marginal d'exploitation très faible ; or, « la théorie économique enseigne que sur un marché équilibré, le prix d'un bien est égal à son coût marginal. Si le coût marginal est nul, le prix est poussé à diminuer sans fin [...] Dans le cas d'Internet, l'explosion a été particulièrement violente parce que l'effet de réseau joue d'emblée à l'échelle mondiale. »

## La confusion entre nouvelle économie et nouvelles technologies

Tout cela justifie-t-il pour autant les invraisemblances du Nasdaq ? Début 2000, AOL.com et Time Warner avaient ensemble une capitalisation boursière sept fois plus importante que celle de

General Motors ! Certaines entreprises, qui ne seront peut-être jamais rentables, voient leur valeur flamber en même temps que l'annonce de leurs pertes. Si c'est cela la nouvelle économie, il y a de fortes chances qu'elle soit rattrapée par l'ancienne et ses principes de réalité.

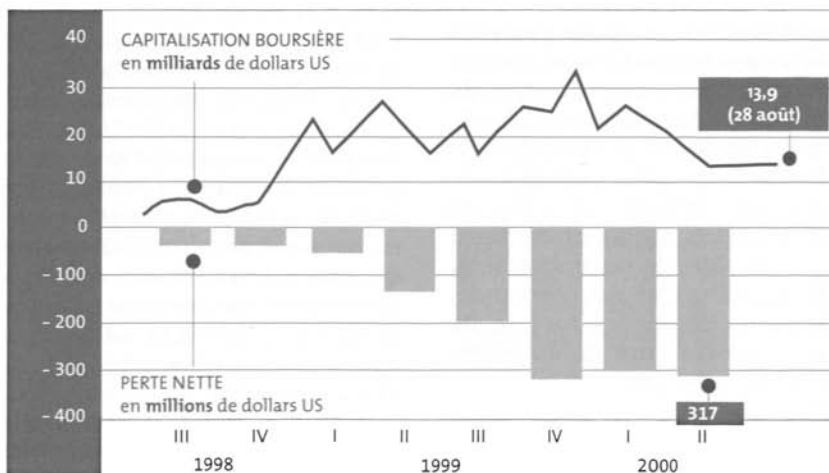
### VIRTUALITÉ BOURSIÈRE ET RÉALITÉ ÉCONOMIQUE

Selon une étude présentée à la fin du mois d'août par Andersen Consulting, en 2002, Internet aura créé 5,8 millions d'emplois directs aux États-Unis et 3 millions dans les six pays européens suivants : Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Irlande et Italie. S'y ajouteront les emplois liés à Internet créés dans les entreprises traditionnelles : 1,2 million. Au total, la « Net économie » emploiera donc plus de 10 millions de personnes aux États-Unis et en Europe ; elle aura alors, selon cette étude, créé plus d'emplois qu'elle n'en aura détruits. Dans cette même zone géographique, Internet devrait générer, d'ici 2002, de l'ordre de 1800 milliards de dollars US de chiffre d'affaires (dont les deux tiers aux États-Unis).

Bien entendu, ces chiffres — comme la plupart de ceux qui sortent à propos du « réseau des réseaux » — sont probablement très discutables et feront sans doute l'objet de multiples révisions dans les mois à venir.

Par ailleurs, dans l'univers d'Internet, se développent depuis quelques années une foule de jeunes entreprises (les fameuses start-ups) dont les cotations boursières n'ont que peu à voir avec leurs performances économiques réelles. Sur ce point, l'exemple d'Amazon.com (voir graphique) est particulièrement parlant.

Situation économique d'Amazon.com



Source : Le Monde, 30 août 2000.

*Ce site de vente en ligne de livres et autres biens divers voit ses pertes nettes croître de plus en plus depuis fin 1998, jusqu'à atteindre 625 millions de dollars US sur les deux premiers trimestres 2000, soit une dette cumulée de l'ordre de 2,1 milliards de dollars US pour l'entreprise à cette date. Après avoir suscité une capitalisation boursière croissante — de trois milliards de dollars US en 1998 à près de 35 milliards, sommet atteint fin 1999 —, le titre Amazon.com a commencé à chuter (notamment en raison des corrections boursières intervenues début 2000), pour atteindre aujourd'hui 13,9 milliards de dollars US de capitalisation boursière (au 28 août 2000).*

*Certes, il s'agit là d'un montant considérable, mais il est sans commune mesure avec la réalité économique de l'entreprise décrite ci-dessus. Afficher de telles pertes est aujourd'hui de moins en moins bien considéré dans le secteur, surtout au bout de cinq ans d'existence. Et s'il y en a toujours qui voient dans cette attitude le véritable nouveau business model, les « traditionalistes » sont de plus en plus nombreux à penser qu'une start-up se doit d'être rentable. Rappelons qu'à ce jour, il n'y a qu'eBay qui ait atteint le seuil de rentabilité dans ce secteur...*

*Futuribles*

Source : Le Monde, 30 août 2000, p. 14.

L'échange virtuel, c'est le plus facile mais à un moment ou à un autre, il finit par prendre la figure réelle d'un objet à produire, à livrer dans les délais et avec un bénéfice. La logistique et l'organisation de la chaîne de production et de distribution sont des vrais métiers, qui ne sont pas nouveaux. La maîtrise des technologies de l'information ne suffit pas pour y exceller. La faillite remarquée de Boo.com n'est que le début d'une longue série de rappels au réel. Il est d'ailleurs intéressant de relever que les grands de la vente par correspondance, comme la Redoute ou les Trois Suisses, se hâtent lentement : ils en seraient à mettre leur catalogue sur Internet ! Mais tout cela n'est pas vraiment nouveau : on se souvient de la spéculation sur les bulbes de tulipes au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur les chemins de fer au XIX<sup>e</sup> et sur les compagnies d'électricité au début du XX<sup>e</sup>.

On le voit, tout ce qui se passe n'est pas sans rappeler des évolutions passées, et s'il y a, comme toujours, du

nouveau dans l'économie : la production en temps réel et à la demande, la baisse des stocks et des prix, cela peut concerner en théorie tous les secteurs de l'économie. Il est donc abusif de réduire la nouvelle économie aux secteurs des technologies de l'information et d'enfermer les autres secteurs dans l'appellation quelque peu méprisante d'ancienne économie. Ce qui caractérise cette dernière, c'est la rétention de valeur, une concurrence limitée et des consommateurs passifs. Par ailleurs, il y a longtemps que la plupart des secteurs productifs intègrent les TIC pour améliorer leurs performances et leur productivité. Relevons aussi que certaines poches d'activités comme les télécommunications locales font, de ce point de vue, encore partie de l'ancienne économie en raison de réglementations protectrices et dépassées.

### À chaque génération son *New Age*

Anton Brender<sup>10</sup> a raison de voir dans le *New Age* « l'association des

10. BENDER Anton. « La réalité du *New Age* n'est pas prouvée ». *Revue de Rexecode*, op. cit.

nouvelles technologies et de la libéralisation, ou, si l'on veut, Bill Gates plus Margaret Thatcher ». On l'a compris, s'il y a beaucoup de choses nouvelles dans l'économie, elles renvoient pour la plupart à des concepts classiques de concurrence, de prix et de transparence des marchés, facilités, certes, par les technologies de l'information. Cela ne justifie pas de recourir aux vieilles lunes du *New Age*, de la nouvelle croissance et encore moins des Kondratiev.

Il est amusant de relever le fait que chaque génération est tentée par le concept de *New Age*. C'était déjà le cas aux États-Unis au début du siècle : il y avait partout la même expression de *New Age*, de *New Management*, de *New Society*, et le mouvement a duré plusieurs années — on se souvient du fameux *New Deal* au début des années 1930<sup>11</sup>. Plus récemment, au début des années 1980, il y eut un autre *New Age* en Californie, cette fois plus centré sur les modes de vie et de pensée. De son côté, la France a connu aussi ses nouveaux économistes et ses nouveaux philosophes. Le mot « nouveau » fera toujours recette, d'ailleurs la grande distribution en use et en abuse : pour faire vendre un produit, il suffit d'écrire « nouveau et vu à la télé ».

Il n'empêche, la mémoire a les idées courtes et même les organisateurs de l'université d'été du Medef font appel aux cycles longs de Kondratiev avec la technologie comme moteur de la croissance, alors qu'une explication purement économique, monétaire et fina-

lement libérale devrait en principe les séduire autant, sinon plus ! Avant de rappeler pourquoi Kondratiev séduit régulièrement, comme une rumeur malgré ses démentis, il convient de prolonger notre réflexion sur la croissance actuelle et future des États-Unis et de l'Europe, sur la place des TIC et sur les risques de récession en raison d'un choc ou d'un *krach*.

### Le paradoxe de Solow, toujours d'actualité !

Les TIC jouent bien un rôle déterminant dans la concurrence, la baisse des prix et la réduction des stocks, et par conséquent facilitent, tout comme la libéralisation, une croissance plus saine : moins inflationniste et moins volatile. Il faut cependant relativiser leur part quantitative dans l'économie et dans la croissance elle-même. Cette mesure en est encore à ses débuts mais les organismes statistiques officiels comme l'OCDE<sup>12</sup> et l'Insee<sup>13</sup> donnent des estimations voisines. Aux États-Unis, les TIC représenteraient 2 % du stock de capital, 8 % du PIB avec les ventes de services et expliqueraient 15 % de la croissance, soit 0,6 point de croissance, ces dernières années. En France, on aurait aussi près de 5 % du PIB dus aux TIC et cela expliquerait 10 % de la croissance, soit 0,3 point de PIB par an.

Mais, diront les tenants de la nouvelle économie, un moteur n'a pas besoin d'être volumineux pour tirer l'économie et doper la productivité.

11. Cette période est aussi celle d'un bouillonnement intellectuel intense, dans de nombreux domaines : philosophique, psychologique, politique. On ne compte pas les mouvements, les journaux, les livres avec le titre « nouveau... » : ROOSEVELT Theodore. *New Theology, New Nationalism* (1910) ; WILSON Woodrow. *New Diplomacy* (1915) ; ROOSEVELT Franklin D. *New Freedom, New Federalism, New Idealism, New Deal* (1932) ; *New Republic, New Realism* (1912) ; *New Democracy* (1912) ; *New History* (1912).

12. Organisation pour la coopération et le développement économiques.

13. Institut national de la statistique et des études économiques.

Serait-ce la fin du fameux paradoxe de Solow ? Ce prix Nobel d'économie, avait remarqué en 1987 : « on voit des ordinateurs partout sauf dans les statistiques de productivité ». Interrogé récemment sur ce point, le professeur du MIT (Massachusetts Institute of Technology) reste prudent <sup>14</sup> : « il est possible que ce soit la fin du paradoxe des ordinateurs mais je n'en suis pas sûr ». En effet, l'accélération récente de la productivité du travail est encore loin des performances des années 1950, alors qu'il n'y avait pas d'ordinateurs.

Comme le relève Michel Didier <sup>15</sup> : « L'accélération de la productivité du travail est limitée au seul secteur des matériels informatiques : 42 % de 1995 à 1999, contre 18 % entre 1972 et 1995. [...] Mais cela ne diffuse guère sur les autres secteurs. » Les gains de productivité apparente du travail, de l'ordre de 2,2 % depuis 1995, sont certes deux fois plus élevés que dans les années 1970 et 1980, mais nettement inférieurs à ce qu'ils étaient dans les années 1950 et 1960 (2,6 %) avec une croissance économique à l'ancienne frôlant une moyenne annuelle de 5 %. De son côté, l'Insee se posait encore récemment la question inverse du ralentissement du progrès technique et relevait qu'en France, « la productivité du travail ralentit dans l'ensemble des branches et plus nettement dans le secteur tertiaire <sup>16</sup> ». Ce qui veut aussi dire que la croissance substitue moins le capital au travail et crée plus d'emplois qu'auparavant, qui s'en plaindra ?

Cependant, on le sent bien, les instruments statistiques actuels sont inca-

pables de prouver par la mesure l'éventuelle dimension technologique de la croissance. La même impuissance de mesure empêche d'ailleurs de prouver le contraire. Ce qui permet d'entretenir aussi bien les doutes que les espoirs et, du même coup, de nourrir les controverses. C'est aussi ce qui permet à la légende du Kondratiev de se perpétuer.

La question de la mesure interpelle encore plus si l'on prend un indicateur moins sensible au taux de croissance et réputé plus significatif sur le long terme : la productivité globale des facteurs, qui tient compte aussi de la productivité du capital investi. Et là, c'est la surprise d'après Robert J. Gordon <sup>17</sup>, un spécialiste réputé : la productivité globale des facteurs aurait été aux États-Unis, entre 1975 et 1995, inférieure à 1 % par an, soit trois fois moins que dans les années 1950 et 1960, et deux fois moins que dans les années 1970 ! L'effet miracle des TIC n'était, il y a quelques mois encore, guère visible sur la productivité globale des facteurs (PGF), ce qui posait question et semblait donner raison à Solow ! Mais voilà que les États-Unis ont revu leur méthode de calcul et révisé à la hausse leur PIB de près de 0,5 % ; du coup, la PGF retrouve vigueur — la productivité, c'est un résidu qu'on a baptisé ainsi pour mesurer ce qui ne s'expliquait ni par l'augmentation du travail ni par celle du capital — et aurait, selon les estimations de Rexecode, « quasiment doublé depuis 1995, pour se situer à 1,8 % par an. Elle rejoindrait ainsi celle de la période 1965-1973 <sup>18</sup>. » Cette performance demeure bien inférieure à celle des

14. Voir entretien dans *Le Monde* (supplément « économie ») du 18 avril 2000.

15. DIDIER Michel. « Nouvelle économie et nouvelles technologies ». *Revue de Rexecode*, op. cit.

16. Voir « Le progrès technique a-t-il ralenti depuis 1990 ? ». *Économie et statistique*, n° 323, 1999.

17. GORDON Robert J. « U.S. Economic Growth since 1990: One Big Wave ». *The American Economic Review*, n° 89, 2, mai 1999.

18. FERRAND Denis. « Accélération de la productivité globale des facteurs aux États-Unis ». *Revue de Rexecode*, n° 68, 3<sup>e</sup> trimestre 2000.

années 1950-1965 qui était de 2,7 % et, à l'époque, il n'y avait pas d'ordinateurs ! Ce regain de la productivité tombe à pic, et il est tentant d'y voir la manifestation de la nouvelle économie.

Ces derniers résultats viennent déjà lever un autre paradoxe gênant pour la nouvelle économie : depuis un quart de siècle, la même productivité globale des facteurs était plus importante en France qu'aux États-Unis, alors que précisément nous sommes réputés en retard en ce qui concerne la diffusion des TIC. Est-ce la fin du paradoxe de Solow ? Il faudra attendre encore pour trancher, car il faut plus d'analyses pour valider des corrélations en causalités. En attendant, le débat sur la productivité va continuer.

### **La croissance s'explique classiquement et elle est menacée à court et à long terme**

L'hypothèse que nous privilégions est la suivante : les facteurs économiques classiques jouent un rôle plus important que les technologies dans la nouvelle croissance. Citons tout d'abord la confiance — dont Alain Peyrefitte a montré le rôle essentiel dans le développement —, ensuite la réduction des déficits budgétaires et même un excédent pour les États-Unis, l'argent bon marché, l'investissement dans la R-D (recherche-développement) — qui, aux États-Unis, a doublé par rapport au chiffre d'affaires depuis 1980 —, le renouvellement des équipements en TIC (deux fois plus important aux États-Unis qu'en Europe), l'organisation plus efficace des entreprises, la libéralisation des marchés et leur stimulation par la concurrence, le soutien de la demande par la baisse des prix et l'amélioration de la qualité.

Voilà bien des facteurs vertueux dont la conjonction nouvelle, si elle s'avérait durable, pourrait permettre d'espérer une croissance soutenue pour de nombreuses années encore. Hélas, les fondamentaux de l'économie américaine ne sont pas tous sains ! La première faiblesse, c'est le formidable déficit du commerce extérieur des États-Unis : 170 milliards de dollars US en 1998, 265 milliards en 1999 et 350 milliards en 2000. On sait que les États-Unis bénéficient du privilège exorbitant leur permettant de financer de tels déficits avec leur monnaie. Les dollars perdus dans le commerce reviennent sous forme de placements de capitaux. Il est vrai que le taux de base de la Fed, 5,75 % pour une inflation de 3,1 % en 2000, est nominalement plus attractif que les 4,25 % de la Banque centrale européenne avec une inflation de 1,7 % en moyenne pour la zone euro.

Le consommateur américain a une épargne négative, il vit au-dessus de ses moyens grâce à l'épargne du reste du monde — les Japonais notamment —, il emprunte même pour jouer en Bourse et, ces dernières années, il s'est fortement enrichi avec la hausse des valeurs boursières. Le Dow Jones a augmenté de plus de 300 % depuis 1990 et le Nasdaq de près de 700 %. Terashima Jitsūro<sup>19</sup> relève que « 40 % des avoirs personnels qui se trouvent aux États-Unis sont constitués de valeurs mobilières. La proportion passe à 60 % pour les personnes qui disposent d'un revenu annuel supérieur à 100 000 dollars US. » Avec l'éclatement de la bulle financière qui finira bien par se produire, comme toujours, l'effet de richesse virtuelle pourrait se transformer en appauvrissement réel pour une bonne partie de la population, brider la consommation et casser la croissance.

19. JITSŪRO Terashima. « États-Unis : entre désillusion et espoir ». *Cahiers du Japon*, hiver 1999.

Les États-Unis auront toujours la possibilité de rembourser leur dette extérieure contractée lorsque le dollar était fort par des dollars dévalués. En attendant, le dollar est fort et la faible inflation nous paraît expliquée davantage par la désinflation importée que par l'effet des TIC sur la concurrence.

En ce qui concerne l'Europe, grâce à la monnaie unique, la zone euro n'a pas subi les contrecoups différenciés sur les monnaies nationales, qui se traduisaient par des politiques de *stop and go* décalées d'un pays à l'autre et qui empêchaient la bonne marche de l'ensemble. Aujourd'hui, la zone euro tourne d'abord en phase avec elle-même, ce qui est essentiel quand on sait que 93 % de ce qui est produit en Europe sont consommés sur place. L'euro a certes connu une dévaluation de 25 % par rapport au dollar US, mais qui se plaindra de cette dévaluation compétitive qui a finalement permis à l'Union européenne de retrouver le sentier de la croissance ?

Pour l'avenir, l'Europe politique et monétaire est encore trop fragile pour ne pas subir les contrecoups des Yo-Yo du dollar. Elle est surtout, contrairement aux États-Unis, menacée par l'orage annoncé de l'implosion démographique, et cela aussi explique la faiblesse de l'euro par rapport au dollar et ne présage rien de bon pour la croissance future. Nous terminerons par ce point qui nous paraît bien plus essentiel que tout le reste. Il n'est de richesse que d'hommes éduqués, mais quand il n'y a plus d'hommes, il n'y a plus d'avenir. Mais il faut d'abord essayer de comprendre pourquoi les cycles de Kondratiev reviennent régulièrement à la mode.

### Les cycles longs ou la tentation du déterminisme

On l'a vu, la thèse selon laquelle la nouvelle économie serait portée par les nouvelles technologies de l'information n'est pas prouvée mais le contraire non plus, en raison de l'impuissance et des contradictions apparentes de la mesure économique. Certains analystes<sup>20</sup> sortent des oubliettes les fameux cycles longs de Kondratiev qui auraient scandé tous les 50 ans les économies de marché au rythme des vagues d'innovations : le chemin de fer entre 1845 et 1870, l'électricité et l'automobile entre 1895 et 1914, le pétrole et les biens de consommation durables entre 1945 et 1973, et maintenant les technologies de l'information et les sciences du vivant.

La querelle entre analystes va bon train : on retrouve sur le même champ de bataille les drapeaux néomarxistes toujours prompts à disserter sur les crises congénitales du système capitaliste, les drapeaux plus ou moins libéraux imprégnés de la destruction créatrice chère à Schumpeter et faisant jouer à la technologie, aux innovations et aux entrepreneurs un rôle déterminant. C'est sans doute ce dernier courant qui séduit le Medef aujourd'hui.

Le prospectiviste que je suis, pour qui l'avenir est d'abord le fruit de la volonté et de la détermination, ne peut s'empêcher d'être sceptique vis-à-vis des lectures où le déterminisme religieux d'antan a fait place à un déterminisme technologique à prétention scientifique. Les sciences sociales n'ont guère à voir avec les sciences physiques et les hommes ne se comportent pas comme des électrons ; leurs mouvements ne pourront jamais être

20. Voir notamment SCANDELLA Luigi. *Le Kondratiev. Essai de théorie des cycles longs économiques et politiques*. Paris : Economica, coll. Économie Poche, n° 48.

enfermés dans la cage des équations et il faut se réjouir de cette liberté face à l'avenir. Il y a longtemps que nous avons remarqué avec Jacques Lesourne<sup>21</sup> que s'il y a des cycles longs, ils sont plutôt socio-organisationnels que technologiques. Mais il fallait bien comprendre ce qui fait couler tant d'encre.

### **Des fluctuations longues de prix et des cycles imaginaires**

Avouons-le d'emblée, nous avons essayé de nous y retrouver dans une littérature plus idéologique que démonstrative. Un chercheur bien connu des spécialistes de la question nous a paru résumer la situation mieux que les autres. Son nom : Éric Bosserelle<sup>22</sup>. Il rappelle tout d'abord « qu'il faut parler de fluctuations longues et d'oscillations, plutôt que de cycles qui seraient réguliers et se produiraient en même temps ».

En effet, il y a bien des fluctuations longues de prix et de taux d'intérêt mais elles n'ont aucun caractère cyclique ; il faudrait plutôt parler d'alternances. Elles ne sont pas liées au capitalisme industriel puisqu'on les relève depuis la fin du Moyen Âge. Toujours selon Éric Bosserelle, « dès les années 1940, les analystes concluaient que les ondes longues identifiées par Kondratiev résultaient essentiellement des techniques statistiques employées et portaient sur des séries temporelles trop courtes — la datation de la majorité des points de retournement étant arbitraire ». Et Éric Bosserelle de conclure : « il est actuellement impossible de trancher entre les interprétations rivales, sauf idéologiquement, car

la base empirique (quand elle existe) demeure bien faible [...] Le cœur de la théorie et du débat à mener tourne autour de la question des prix et celui-ci est toujours escamoté [...] Les débats contemporains autour du Kondratiev sont confus et largement contradictoires ; de plus, l'utilisation de méthodes statistiques particulièrement sophistiquées dans le traitement des séries temporelles ne permet pas de les trancher définitivement, et n'a toujours pas produit de résultats irréfutables venant confirmer la réalité des cycles longs. »

Ainsi les cycles longs de Kondratiev seraient imaginaires et Paul Samuelson les range dans la science-fiction. De son côté, Wassily Léontief exclut l'idée de périodicité sur longue période où les structures de l'économie connaissent des transformations radicales. On ne peut suspecter ces prix Nobel de parler à la légère.

Le retour récurrent du thème des cycles longs vient de l'impuissance à expliquer les crises. S'il y a un Kondratiev, c'est un mouvement de longue durée des prix des matières premières qui étaient les seuls connus pour le passé. Mais on n'est plus à l'époque de l'étalon-or et les prix des produits manufacturés sont commandés par d'autres facteurs. Au cours du siècle dernier, il y a bien eu des phases longues de baisse et de hausse nominales des prix. Or, il n'en est rien depuis 1945 où la hausse est continue à un ou à deux chiffres. Wassily Léontief a raison de parler de transformations radicales. Ce n'est plus le cycle de l'or qui rythme les fluctuations longues, mais toujours les cycles de matières pre-

21. LESOURNE Jacques, GODET Michel et alii. *La Fin des habitudes*. Paris : Seghers, 1985.

22. BOSSERELLE Éric (Ceras, université de Champagne-Ardenne). « Les cycles longs du capitalisme. Un point de vue sur 70 ans de débats ». *Cahiers de l'association Charles Gide pour l'étude de la pensée économique*, vol. 5, 1993 (université de Montpellier).

mières — et en premier lieu celui de l'énergie — qui peuvent infléchir les tendances économiques.

La nouvelle croissance ne pourra pas se perpétuer à l'échelle mondiale sans engendrer de nouveaux chocs pétroliers qui la remettront en cause<sup>23</sup>. Il n'y a pas de fatalité en cela mais simplement la conséquence d'une croissance alimentée par une énergie trop bon marché, et d'un arrêt des programmes de substitution. Les États-Unis, où l'énergie bon marché est gaspillée plus qu'ailleurs — la consommation d'énergie par tête y est deux fois plus élevée que celle de l'Europe —, seront plus sensibles à ces nouveaux chocs qui se seraient produits avant sans la récession du début des années 1990.

En attendant, la croissance américaine s'établit à 3,6 % en moyenne ces dernières années alors que celle de l'Europe reste loin derrière à 2,2 %. Comment expliquer cette différence si l'on écarte l'explication technologique qui, compte tenu de ce qui précède, paraît bien courte ? La réponse est dans la question et la question ne se pose pas si l'on observe que la croissance du PIB par tête est la même des deux côtés de l'Atlantique. Simplement, le nombre de têtes augmente fortement d'un côté et stagne de l'autre. L'implosion démographique de l'Europe contraste avec le dynamisme des États-Unis dont la population va encore augmenter de 50 millions d'ici à 2025 !

### **Croissance et démographie : le refus de voir !<sup>24</sup>**

Les Trente Glorieuses et le *baby boom* sont allés de pair, et la dyna-

mique économique des États-Unis par rapport à l'Europe s'explique sans doute par l'innovation, mais aussi par une meilleure santé démographique : depuis 20 ans, le taux de fécondité y est en moyenne de deux enfants par femme contre 1,5 en Europe. La population des États-Unis, du fait aussi d'importants flux migratoires, continue d'augmenter fortement alors que celle de l'Europe stagne. Comme le disait Alfred Sauvy, les économistes « refusent de voir » ce lien entre croissance économique et dynamique démographique, et ne cherchent donc pas à le vérifier.

Pourtant, de troublantes corrélations montrent que les pays industrialisés qui ont le plus créé d'emplois et réduit le chômage sont aussi ceux où la population a augmenté le plus massivement. Il est donc illusoire de croire que tout va s'arranger après l'an 2000 du fait de la baisse de la population active en Europe. Au contraire, l'implosion démographique et la conjonction du *mamy boom* et du *baby krach* devraient exacerber les tensions économiques et sociales.

Le principal marché de l'Europe, c'est l'Europe : elle consomme 93 % de ce qu'elle produit. Son vieillissement accéléré ne devrait guère stimuler la croissance car pour investir et consommer, il faut avoir confiance en l'avenir et besoin de s'équiper, autant de caractéristiques qui, malheureusement, régressent avec l'âge. Bref, la perspective en Europe est claire : les cheveux gris vont engendrer une croissance molle et fluctuante. La reprise actuelle pourrait n'être qu'un feu de paille. En tout cas, elle est menacée à moyen et à long terme.

23. Voir OSWALD Andrew. « Fuelling False Hope ». *The Financial Times*, 10 septembre 1999. Il montre que les fluctuations du chômage aux États-Unis suivent celles des cours du pétrole. Voir également « Futuribles revisités », p. 88 de ce numéro (NDLR).

24. Ce point a fait l'objet d'un article dans *Le Monde* (supplément « économie ») du 8 février 2000.

**Tableau 2. — Variation de la population, de l'emploi et du chômage de 1975 à 1997**

	Variation de la population (en millions)	Évolution 1975/1997 (en %)	Variation de l'emploi (en millions)	Évolution 1975/1997 (en %)
États-Unis	50,8	24 %	39,1	45 %
Japon	14,7	13 %	13,4	26 %
Cinq principaux pays européens *	17,2	7 %	3,1	3 %
France	5,9	11 %	0,5	2 %

\* : France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Espagne.  
 Source : Cnam (Lips) d'après OCDE.

**La vitalité démographique, condition de la croissance à long terme**

L'implosion démographique de l'Europe va être spectaculaire. En 1975, la France, comptait 1,7 million de jeunes (les moins de 20 ans) de plus qu'aujourd'hui. Le taux de fécondité en Italie du Nord et en Catalogne est tombé à moins d'un enfant par femme depuis 20 ans ! Il en faudrait 2,1 pour assurer la simple reproduction des générations. Les pays européens sont comme des vergers dont les arbres, en plein rendement pendant 40 ans, arrivent à maturité sans que l'on ait prévu leur remplacement par de jeunes pousses.

En 2025, l'Europe des Quinze compterait autant d'habitants qu'en 1999 (380 millions) et serait dépassée par la population des rives sud et est de la Méditerranée, qui dans le même temps, aurait plus que doublé. Parmi les pays développés, la Russie, les pays de l'Est et le Japon connaîtront une situation démographique plus dégradée encore que celle de l'Europe. Au sein de ces pays développés, seuls les États-Unis continueront à faire exception. Pour la période 1999-2025, la dynamique démographique des États-Unis (+ 63 millions), comparable en valeur absolue à celle du Brésil (+ 50 millions) ou de l'Indonésie (+ 75 millions) contraste avec la régression

du Japon (- 6 millions) et de la Russie (- 8 millions).

Je désespère de faire entendre aux responsables européens ce message : il n'y aura pas de reprise économique durable sans dynamique démographique. En effet, les ressorts du dynamisme sont les mêmes dans les deux domaines : le goût de vivre s'exprime à la fois par l'initiative économique et par l'accueil des enfants. L'esprit d'entreprise est cousin de l'esprit de famille ! Il y aura heureusement des flux migratoires compensatoires. Cependant, il n'est de richesse que d'hommes éduqués, et pour bien intégrer le maximum d'enfants venus d'ailleurs, il faudrait aussi beaucoup plus d'enfants nés au pays dans les écoles !

On comprend donc pourquoi, s'interrogeant sur la croissance en France pour les 20 prochaines années, Michel Didier avance, si tout va bien, une tendance à 2,2 % par an en moyenne. On est loin des 3,5 % avancés par le Conseil économique et social français pour 40 ans ! Enfin, méditons les enseignements de l'histoire : un déclin démographique spectaculaire de l'Empire romain (la population a diminué de moitié en deux siècles) a précédé sa chute économique et politique ! La technologie aura beau faire, quand il n'y a plus d'hommes, il n'y a plus d'avenir !

publicité

FUTURIBLES INTERNATIONAL

SÉMINAIRES

➤ 14-15 novembre 2000 — « **Les perspectives socio-démographiques à l'horizon 2010 et 2030 : tendances majeures et enjeux sociaux, économiques et politiques en Europe** », animé par **Hugues de Jovenel**, directeur général du groupe Futuribles, et **Alain Parant**, chercheur à l'Institut national d'études démographiques, conseiller scientifique de Futuribles.

Au programme :

- Les projections démographiques en Europe occidentale (2010, 2030, 2050)
- L'évolution de la population active, de l'emploi et du chômage
- Le vieillissement démographique (calendrier, intensité et conséquences)
- L'avenir du système de protection sociale à l'horizon 2010 et 2030
- Solidarités et conflits entre générations : scénarios contrastés sur la société et les modes de vie
- Les perspectives démographiques et socio-économiques régionalisées
- La dynamique des territoires

➤ 21-22 novembre 2000 — « **Méthodes et outils de la prospective stratégique** ». Séminaire organisé par Futuribles International avec le Lips (Laboratoire d'investigation prospective et stratégique) du Cnam (Conservatoire national des arts et métiers), le Gerpa et Proactivité Conseil, animé par **Michel Godet**, directeur du Lips, et **Hugues de Jovenel** ; avec la participation de **François Bourse** (directeur à Proactivité Conseil), **Pierre Chapuy** (directeur d'études au Gerpa), **Jacques Lesourne** (président de Futuribles International) et **Vincent Pacini** (directeur à Proactivité Conseil).

Au programme :

- Veille stratégique et démarche prospective
- De la rigueur pour une indiscipline intellectuelle
- Les outils de la prospective appliquée
- Ateliers de construction de scénarios d'environnement
- Exemples de prospective appliquée
- L'articulation prospective, décision, stratégie et management

Inscriptions et renseignements : Laurence Faupin - Futuribles International  
55, rue de Varenne - 75341 Paris Cedex 07  
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 73 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54  
E-mail : forum@futuribles.com

**Futuribles** apporte tous les mois à ses lecteurs les éléments indispensables à une meilleure compréhension du monde contemporain, une analyse de ses évolutions possibles (les futurs possibles), des enjeux qui y sont liés, des politiques et des stratégies pouvant être adoptées.



**Offre "découverte", 4 mois, 4 n° pour 230 F\***

Pour souscrire un abonnement "découverte", envoyez vos coordonnées et votre règlement à : Futuribles  
55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France  
Tél : 33 (0)1 53 63 37 71 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54

\*Prix France métropolitaine - Autres pays 247 F - valable jusqu'au 31/12/2001

## IDÉES & FAITS

### PORTEURS D'AVENIR

#### La fin des tycoons<sup>1</sup>, les managers en Asie

##### *L'Asie des affaires en mue*

Progressivement, l'Asie des affaires commence à se départir de son ancienne culture, de type patriarcal, confucéen, pour se tourner vers celle qui prévaut... « à l'Ouest » (Amérique du Nord et Grande-Bretagne). Parmi les facteurs à l'œuvre, il faut citer :

— *Le saut de générations* : beaucoup parmi les tycoons asiatiques sont proches de la retraite et leurs empires sont en passe d'être repris par leurs fils (parfois même par leurs filles !) formés dans des universités occidentales bien différentes du « rideau de bambou », ce réseau de relations construit par des générations de Chinois de la diaspora : les changements seront profonds.

À Hyundai, l'un des plus grands *chaebols* coréens, la bataille de succession entre deux des fils du fondateur (de 84 ans) s'est terminée récemment d'une façon non confucéenne, quand le patriarche a choisi le plus jeune pour lui succéder. Dans sa première conférence de presse, le nouveau président a annoncé qu'il attribuerait la moitié des sièges du conseil d'administration à des directeurs venus de l'extérieur et que cette instance, et non le *top management*, déciderait.

D'autres compagnies asiatiques devraient également subir des changements radicaux en passant aux mains des nouvelles générations formées aux idées occidentales. Li Ka-Shing (fondateur d'un des plus grands empires financiers de Hong Kong) peut avoir débuté comme un pauvre immigrant de Chine vendant sa camelote en plastique (fleurs et peignes), ses fils Victor et Richard ont fait leurs études à Stanford et sont à l'aise avec les concepts occidentaux de la nouvelle économie et de la finance. De même, lorsque Kwok Tak-Seng, le fondateur à Hong Kong d'une des plus grandes sociétés immobilières mondiales, est décédé (en 1990), ses fils, Walter, Thomas et Raymond, occidentalisés bien au-delà de leur prénom puisque formés à Londres et à Harvard lui ont succédé. À Taiwan, l'héritier du groupe Koo, conglomérat allant de la banque au ciment, a complété sa formation à la Wharton Business School.

Mais en Asie, la transition peut parfois être désastreuse comme dans le cas de Aw Boon Haw, « le gentil tigre de Birmanie », qui transforma le « baume du tigre », vieil onguent à base de camphre et de menthol, en l'une des marques les plus connues d'Asie et en un empire de presse. Après sa mort (en 1954), les héritiers se sont querellés et une fille adoptive en a pris le contrôle. Aujourd'hui l'empire Aw est en lambeaux.

1. Du japonais « grand seigneur ».

— *Le besoin de liquidités* : la crise financière de ces dernières années a dévasté non seulement le bilan des sociétés asiatiques mais aussi leurs banques. Pour se recapitaliser ces sociétés ont dû faire appel aux investisseurs institutionnels occidentaux (principalement anglo-américains), ce qui les a rendu dépendantes non seulement de ces capitaux, mais encore de la prise en compte des actionnaires.

L'empire Lippo, en Indonésie, en est un exemple. Lee Mo Tie, un homme d'affaires chinois d'outre-mer<sup>2</sup>, l'a bâti, en commençant par vendre des montres et des batiks, puis s'intéressant à presque tout de la télévision par câble aux services financiers, des magasins de détail aux centrales électriques. À l'instar de la plupart des conglomérats indonésiens, Lippo a énormément souffert de la crise de 1997. Les enfants du patriarche ont cherché à faire mentir le proverbe chinois selon lequel « la première génération fait de l'argent, la deuxième le dépense et la troisième le perd ». Ils ont donc invité un grand assureur américain rigoureusement géré (AIG), ainsi qu'un groupe financier hollandais (ING), à devenir les partenaires de Lippo, ce qui a abouti à nommer un Australien comme directeur de la banque Lippo, premier étranger à occuper un tel poste en Indonésie.

— *La maturation des systèmes* légaux, financiers et de régulation en Asie (c'est-à-dire l'adoption de normes occidentales) : la récente régulation des marchés asiatiques défavorise le réseau de Chinois de la diaspora qui fut à la base de leurs réussites économiques. C'est tout un monde qui s'efface, celui qui a porté les patriarches

asiatiques à la tête d'empires ou même de petits fiefs.

Autrefois, rappelle V. Fung (membre de l'élite des affaires de Hong Kong), les gens ne faisaient affaire qu'avec ceux dont les ancêtres étaient originaires du même village qu'eux (de la province du Fujian ou du Guandong) : « du temps de mon père, tout se concluait par une poignée de main ; de nos jours, on évolue vers des arrangements contractuels ». Les contrats ne sont pas encore aussi contraignants qu'en Occident, et dans des marchés moins avancés, comme en Indonésie, M. Fung continue à s'adresser au « réseau de bambou » pour obtenir des informations sur d'éventuels partenaires. Néanmoins ce réseau évolue graduellement et les liens qui le tissent tendent vers ceux qui unissent les ex-membres d'une ligue sportive d'université américaine (ou d'« Oxbridge » !).

— *La nouveauté* : bien que les anciens *tycoons* aient bâti leur empire en se diversifiant dans de nouvelles industries, leur perception de la « Net économie » est plus proche de la menace que de l'opportunité.

Le succès des *tycoons* provenait en grande partie de l'inefficacité des marchés sur lesquels ils travaillaient. Ce qui constituait un avantage certain pour l'information privilégiée que ces *tycoons* glanaient dans leur réseau de Chinois d'outre-mer, entre acheteurs et vendeurs. Réseau dont l'utilité reposait en fait sur un défaut d'information (et de communication) nécessitant des relations personnelles, des « tuyaux ». En rendant l'information accessible, le Net réduit l'importance des intermédiaires informés et, par là même, la valeur du « réseau de bambou ». Le fils Kuok, par exemple, peut très bien réussir à mettre le commerce de sucre familial en ligne, l'information entre acheteurs et vendeurs sera

2. Il prit plus tard la nationalité indonésienne sous le nom de Mochtar Riady.

accessible à tous ceux qui se connecteront sur le site. Et il n'y a pas de moyen d'interdire aux nouveaux entrants de construire des portails concurrents.

### L'avenir ?

Bien évidemment la connaissance de l'Occident ne signifie pas que l'on en est imprégné : « les techniques sont modernes mais la culture est toujours confucéenne », dit M. Fung. Cela aussi est en train de changer. À son retour en Asie après une carrière de professeur d'économie à la Harvard Business School, il s'est senti obligé d'oublier « toutes ces choses sur la valeur des parts et l'administration des affaires ». Aujourd'hui, le même déclare que ce qu'il a appris à Harvard est applicable !

Pour le moment, l'Asie a quelques années de retard sur l'Amérique et l'Europe dans sa transition vers le « e-commerce ». Mais l'exploitation d'Internet risque d'être un des facteurs les plus efficaces de la disparition des pratiques « confucéennes » de management. En effet :

- il mine l'ancien modèle de management fondé sur le réseau de Chinois dans le monde et sur l'information privilégiée ;
- il permet l'apparition rapide de compétiteurs ;
- enfin, le commerce via Internet dépend beaucoup plus que l'ancienne économie d'investissements extérieurs qui exigent plus de transparence.

Pour apprendre à exploiter Internet, la plupart des sociétés asiatiques s'allient avec des sociétés ou des investisseurs occidentaux. La plupart prévoient de laisser flotter leur cote et d'attirer les talents avec des *stock options*, de sorte que, d'après un analyste de Morgan Stanley à Hong Kong, « plus d'Internet sera égal à plus d'actions et plus de référencements », conduisant à terme à plus de transpa-

rence. Un exemple de ces nouvelles sociétés asiatiques est <China.com>, *start-up* dont les racines plongent dans le monde impénétrable du gouvernement chinois. Elle a démarré en *joint-venture* avec l'agence de presse gouvernementale Xin Hua, puis est devenue, en 1999, la première valeur asiatique du Net à être cotée au Nasdaq, après avoir mué en une société de type occidental : la moitié de son directeur actuel est américain ou britannique et la majorité des parts est aux mains des employés ; « il existe maintenant un sens aigu des responsabilités vis-à-vis des actionnaires », déclare son président.

Un exemple particulièrement significatif de cette transformation concerne le fils de Li Ka-Shing (Richard) : peu de personnes doutent qu'il ait profité par le passé des relations de son père. Le premier véritable actif de sa société Internet<sup>3</sup> a été un contrat gouvernemental pour un complexe de bureaux câblés à Hong Kong, attribué sans appel d'offres aux autres sociétés de construction ; de même, sa proposition pour Cable & Wireless a visiblement bénéficié de liens politiques. Pourtant, Richard peut être considéré comme un patron moderne : il projette d'augmenter la valeur des actions, il déclare plus que ce qui est légalement exigé et il traite avec ses partenaires occidentaux dans leurs termes.

Conclusion : comme le dit le patron de <China.com>, « il n'y a pas de raison pour que les sociétés asiatiques ne puissent être dirigées à la façon de Jack Welch » (de General Electric).

Avec la disparition de l'ancien système, il est vraisemblable que les héritiers des *tycoons* asiatiques deviendront progressivement des dirigeants

3. Pacific Century Cyberworks.

modernes à côté d'entrepreneurs d'un autre âge, et feront mentir le proverbe de leurs ancêtres (voir *supra*) : il n'y aura plus de *tycoons* à l'ancienne mais des *bosses* dirigeant leur société à l'occidentale. Les cabinets d'audit viendront annuellement ou même trimestriellement certifier les rapports d'activités et seront (enfin) pris au sérieux. Les investisseurs et les analystes auront accès aux dirigeants, qui seront issus aussi bien des milieux professionnels internationaux que de la famille des fondateurs, et seront recrutés — ou licenciés — par des conseils d'administration indépendants... Bref, les actionnaires minoritaires auront de moins en moins de raisons d'être frustrés lors de prochaines assemblées générales...

Bernard Mély (*groupe Asie 21*)

Source : *The Economist*, 29 avril 2000, pp. 77-80.

## Regain du *White Power* aux États-Unis

Il y a un peu plus d'un an, le 20 avril 1999, on apprenait par les médias la fusillade de Littleton aux États-Unis. Deux adolescents membres du « gang des *Trench Coats* », un groupuscule « néogothique », venaient de faire un carnage dans le lycée de cette ville. L'affaire avait fait grand bruit et, outre la polémique sur la liberté de vente des armes, avait ravivé les débats autour de l'engouement d'une partie de la jeunesse américaine pour l'idéologie néonazie.

Un an plus tard, force est de constater que cela ne s'est pas arrangé : les idéologies extrémistes continuent à séduire un public particulièrement jeune. Les groupes néonazis et sataniques fleurissent aux États-Unis, recrutant parmi les adolescents de 15-20 ans<sup>1</sup>, et, dernier développement en date, ils utilisent de nouveaux ca-

naux de propagande, au premier rang desquels la musique.

C'est par le *rock* que les mouvements d'extrême droite cherchent désormais leurs nouvelles recrues. La « *White Power music* » est en vogue : des groupes tels que les *Blue Eyed Devils* (Les diables aux yeux bleus), *Plunder & Pillage* (Pillage et saccage), *Rahowa*, acronyme de *Racial Holy War* (La guerre sainte raciale), *Angry Aryans* (Aryens en colère)... font l'apologie de la guerre raciale, glorifient le III<sup>e</sup> Reich, dénigrent les Juifs et les Noirs, voire appellent à la violence et à la destruction. Par leur discours « anti-social », ils séduisent de plus en plus de jeunes en crise d'adolescence et en phase de rébellion contre la société établie, en particulier au nord de la côte Ouest des États-Unis mais, de plus en plus, dans le reste du pays. L'un des principaux labels distribuant ce type de groupes et prêchant la suprématie des Blancs (*Resistance Records*) compte vendre quelque 50 000 CD cette année.

Leur côté « contre-culture » leur permet de passer plus ou moins inaperçus dans le monde du *rock* et chez les jeunes Blancs américains. Mais ils contribuent à la diffusion d'une certaine intolérance. Ainsi, un sondage mené au printemps 2000 auprès des 18-29 ans, pour la *National Association of Coloured People*, indiquait que 53 % des Blancs sont globalement d'accord avec la formule selon laquelle Blancs et Noirs devraient vivre comme des populations « séparées mais égales »<sup>2</sup>. Et encore n'a-t-on pas sondé les adolescents de 15-

1. Le film *American History X* (sorti le 3 mars 1999), indépendamment de sa qualité, est particulièrement parlant sur ce point. Il dépeint l'engagement néonazi de deux jeunes frères américains, les conditions d'enrôlement des adolescents dans ce type de groupuscules et l'ambiance qui y règne.

2. Formule maintenue jusqu'en 1954 par la Cour suprême des États-Unis.

17 ans qui constituent la majorité du public des groupes de *rock* néonazis...

L'inquiétant dans cette tendance, c'est que le message néonazi n'est plus porté par les *skin-heads*, reconnaissables par leur *look*, mais par des jeunes « ordinaires ». Et si l'on peut se réjouir des réactions de nombreuses associations défendant la tolérance ou luttant contre le racisme, qui ont organisé une manifestation d'alerte les 18-19 mars dernier, sans doute faut-il rester très vigilant à l'égard de ce phénomène. D'autant que cette génération est probablement moins sensibilisée que les précédentes aux tragédies passées (ségrégation, holocauste...) et que l'histoire, en tant que discipline, n'est pas le point fort des écoles américaines, ce qui limite le nombre de garde-fous dont les jeunes pourraient disposer.

*Stéphanie Debruyne*

Source : *The Christian Science Monitor/Courrier International*, n° 497, 11-17 mai 2000.

## La consommation citoyenne

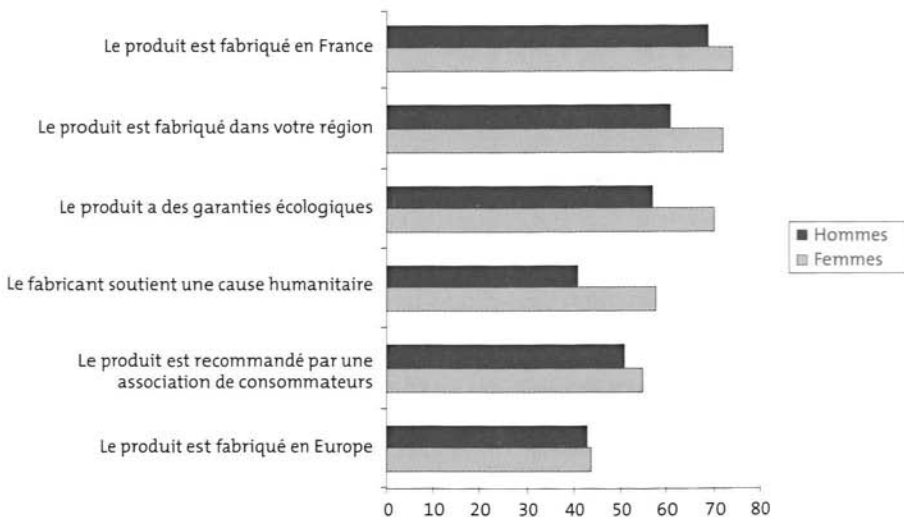
« À la recherche de sens dans sa manière de consommer, le consommateur s'implique de plus en plus fortement dans ses choix et fait référence à de nouveaux systèmes de valeurs » selon Robert Rochefort, directeur du Crédoc<sup>1</sup>. Face à cette nouvelle tendance, les entreprises et les marques des pays industrialisés doivent répondre à un nouveau besoin de leurs clients : consommer des produits satisfaisant certes à des critères de prix, mais aussi à des critères plus éthiques qu'économiques (les qualités écologiques du produit, les pratiques humaines et sociales de l'entreprise qui le fabrique...).

Les femmes se montrent généralement plus enclines que les hommes à la consommation citoyenne : 58 % des femmes se déclarent « beaucoup » ou « assez » incitées à l'achat d'un produit dont le fabricant soutient une cause hu-

1. Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Paris).

### Les motivations d'achat des hommes et des femmes

Part des consommateurs se déclarant « beaucoup » ou « assez » incités à l'achat (en %)



manitaire (contre 41 % des hommes), et 70 % d'entre elles sont très attachées aux garanties écologiques (57% des hommes). L'impact du *Made in France* et de l'origine régionale des produits est également plus puissant chez elles (voir graphique p. 87). Auront-elles assez d'influence pour peser sur les décisions des industriels ?

Céline Laisney

Source : BROUSSEAU Anne-Delphine, VOLATIER Jean-Luc. « Femmes : une consommation plus prudente et plus citoyenne ». *Consommation et modes de vie*, n° 137, septembre 1999.

## Futuribles revisités

Alors que le prix du pétrole venait de redescendre, en valeur réelle, au même niveau qu'avant les chocs pétroliers de 1973 et 1979-1980, Patrick Criqui<sup>1</sup> insistait d'ores et déjà en 1994, dans le n° 189 de *Futuribles*, sur les tensions que risquait de provoquer une reprise économique si elle se heurtait notamment à des problèmes d'approvisionnement pétrolier.

Analysant l'évolution des besoins énergétiques à partir de trois scénarios

de développement économique, l'auteur s'était risqué à entreprendre une prospective des prix du pétrole à moyen terme (1997-1999), long terme (2000-2010) et très long terme (2010-2020).

Or, la pertinence de son analyse se trouve aujourd'hui plus que jamais vérifiée par les récents événements du mois de septembre : accélération de la montée du prix du pétrole d'environ 20 dollars US le baril, en moyenne, pendant les années 1990 à environ 35 dollars US en début de mois ; décision de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) d'augmenter sa production globale de 3 % permettant une baisse très éphémère de seulement 2-3 dollars US du prix du baril ; enfin, annonce officielle en France d'un plan d'économie d'énergie.

Nous en republions donc ici un extrait correspondant à la période 2000-2010 et au-delà (voir encadré).

Elvire Letourneur-Fabry

1. Institut d'économie et de politique de l'énergie (CNRS-IEPE), université de Grenoble.

## LE PRIX DU PÉTROLE

### Le long terme (2000-2010) : 20 à 30 \$/bl<sup>1</sup>, en monnaie constante

*La relance de l'économie mondiale, la croissance des pays en développement et la diminution des investissements depuis 1986 devrait conduire, un peu avant ou un peu après 2000, à la disparition des marges de manœuvre actuelles. Si la reprise de la consommation mondiale est rapide, le retour des chocs est possible, indépendamment même de tout événement géopolitique. Les prix pourraient alors grimper très haut (jusqu'à 50 \$/bl ?) mais évidemment, plus la hausse sera rapide et forte, plus le contrecoup surviendra rapidement (inversement d'ailleurs, une hausse progressive et régulière serait plus irréversible). À partir de 25 \$/bl en effet de nombreux projets énergétiques, et en particulier gaziers, retrouvent de très belles perspectives de rentabilité.*

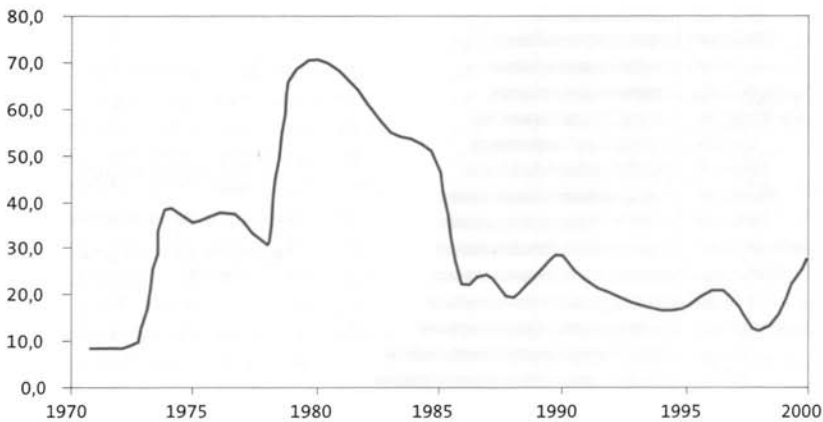
*Si donc le prix peut fluctuer dans des cycles plus ou moins prononcés au cours de cette période, il est très peu probable qu'il s'établisse durablement à plus de 30 \$/bl.*

### Le très long terme (au-delà de 2010) : 30 à 40 \$/bl

*Après 2010 en revanche, devrait commencer une véritable transition, au cours de laquelle la croissance démographique mondiale demeurera soutenue alors même que*

1. \$/bl : dollars US par baril de pétrole.

### Évolution du prix du pétrole (en dollars US valeur 1998 par baril)



Source : Base de données du modèle POLES (CNRS-IEPE) — ce graphique nous a été communiqué par P. Criqui ; il ne figurait pas dans l'article de 1994 (NDLR).

*les contraintes environnementales se renforceront et qu'émergeront — pour le pétrole conventionnel hors Golfe — de véritables contraintes de ressources.*

*Un effort majeur d'efficacité énergétique devra alors être accompli ; de plus, les dynamiques du système énergétique devraient être structurées par trois phénomènes : l'utilisation exclusive du pétrole pour des usages spécifiques (carburants et bases pétrochimiques), le développement des technologies de conversion des énergies fossiles à très haut rendement de conversion (cycles combinés, lits fluidisés), enfin le développement des énergies non émettrices de CO<sub>2</sub> (énergies renouvelables, nucléaire par amélioration des réacteurs actuels ou par développement de nouveaux concepts). D'importants progrès sont à attendre dans tous ces domaines et permettront de diminuer les coûts des nouvelles techniques. Il semble néanmoins aujourd'hui peu probable que la transition puisse être suffisamment massive et rapide si le prix du pétrole ne s'établit pas au-dessus de 30 \$/bl.*

Patrick Criqui

Source : « Le prix du pétrole : passé, présent et futur ». Futuribles, n° 189, juillet-août 1994, p. 55.

## Les coûts d'accès à Internet

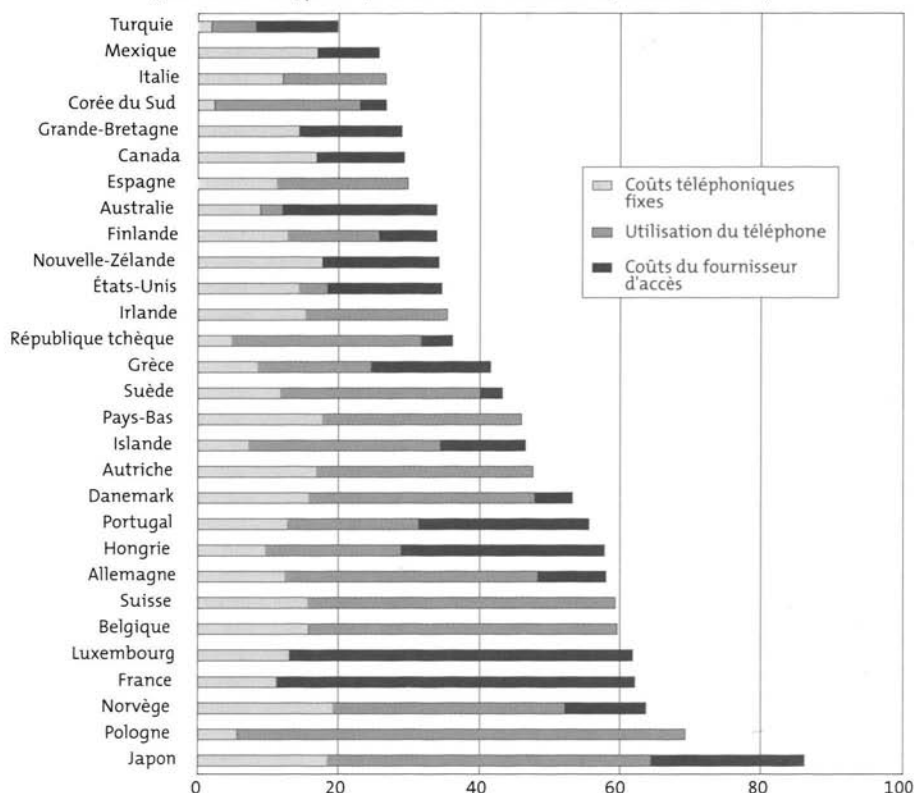
Comme le montre le graphique ci-après, le montant des coûts d'accès à Internet varie considérablement d'un pays à l'autre, à la fois en quantité et en nature (coûts téléphoniques fixes, utilisation du téléphone et coûts du fournisseur d'accès utilisé).

C'est en Turquie que la connexion à Internet coûte le moins cher (données

de mars 2000). Suit un ensemble de pays dans lesquels les coûts d'accès à Internet apparaissent très raisonnables par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE : on y compte, entre autres, l'Italie, la Corée du Sud, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Espagne, la Finlande, les États-Unis... En queue de peloton, viennent le Japon, la Pologne, la Norvège et la France, qui se distinguent par le caractère onéreux de l'accès à Internet.

### Coûts d'accès à Internet\* (mars 2000)

(en dollars US, pour 40 heures de connexion, taxes incluses)



\* À partir du fournisseur d'accès téléphonique dominant de chaque pays.

Source : OCDE.

Ceci étant, le coût d'accès ne joue pas, semble-t-il, un rôle majeur dans le choix des ménages de se connecter ou non à Internet puisque la Turquie ou l'Espagne, qui affichent pourtant des coûts relatifs d'équipement des plus compétitifs se classent plutôt en queue de peloton s'agissant de la connexion de leurs habitants à Internet. Quant au Danemark, c'est un des pays les plus connectés à Internet (25 % des foyers) alors que les coûts d'accès y sont relativement élevés. De même, le Japon regorge d'internautes alors même que ces coûts d'accès y sont les plus élevés de l'OCDE.

Comment donc inciter une population à prendre le train des NTIC ? La question reste entière...

S.D.

Sources : OCDE ; EUROSTAT.

### Extrême droite : erreurs de perspective

L'interprétation des tendances émergentes nécessite que l'on se place dans la perspective du temps long. Faute de quoi, l'actualité immédiate peut tromper les observateurs. Ces principes familiers des prospectivistes

ont été illustrés par les analyses divergentes données récemment, dans le journal *Le Monde*, d'un sondage de la Sofres sur les Français et l'extrême droite.

*Le Monde*<sup>1</sup> concluait dans un premier article que les Français étaient « décomplexés par rapport aux idées de l'extrême droite ». L'affaiblissement et l'éclatement du Front National (FN) profiteraient « à une partie importante [de son] socle idéologique [qui ne serait] plus un repoussoir pour une majorité des Français dès lors qu'elle n'est plus associée à Jean-Marie Le Pen [le fondateur du parti] et au FN ».

Effectivement, la proportion de Français considérant le FN et Jean-Marie Le Pen comme « un danger pour la démocratie » a baissé en un an de 73 % à 62 %, niveau le plus bas depuis plus de 10 ans. Mais « les idées défendues par Jean-Marie Le Pen » continuent à être rejetées par 80 % des citoyens, niveau record depuis 15 ans, à l'exception d'une pointe à 86 % l'an dernier.

Or, les lecteurs de *Futuribles* savent, grâce à l'étude Valeurs<sup>2</sup>, que le pourcentage de personnes « rejetant les extrémistes de droite comme voisins » est passé de 14 %, en 1981, à 33 % en 1990 et 44 % en 1999 : la propension à la diabolisation de l'extrême droite constitue bien une tendance montante sur deux décennies, au-delà des fluctuations annuelles.

Nonna Mayer<sup>3</sup>, chercheuse au Cevipof<sup>4</sup> a réagi au premier article du

*Monde* et proposé un constat tout à fait cohérent avec celui de ce rejet croissant. En rassemblant les résultats de plusieurs études réalisées depuis 1988, elle a pu montrer ainsi que les opinions sécuritaires et xénophobes ne se renforcent sensiblement pas depuis une dizaine d'années, bien au contraire. Le rétablissement de la peine de mort n'est soutenu que par 45 % des Français, contre 50 % en 1997 et 61 % en 1988. « Il y a trop d'immigrés en France » pour 59 % des interrogés, c'est moins qu'en 1988 (65 %) et surtout qu'en 1995 (74 %). « Maintenant, on ne se sent plus chez soi comme avant » déclarent 47 % des Français, 3 % de plus qu'il y a trois ans, mais 10 % de moins qu'en 1995. La tendance est en fait stable sur 12 ans (49 % en 1988).

L'article du *Monde* s'était appuyé dans sa démonstration sur la très forte adhésion aux « valeurs traditionnelles » qui ne seraient pas assez défendues selon 73 % des Français. Cette position conforte les thèses de l'extrême droite, en apparence du moins. En fait, la notion de valeurs traditionnelles est ambiguë et ne recouvre pas les mêmes réalités pour tout le monde. Il est probable qu'une partie importante des 64 % de socialistes ou d'écologistes adhérant à cette assertion n'en donne pas la même interprétation conservatrice que la majorité des électeurs du RPR (Rassemblement pour la République) et du FN, d'accord à 87 et 94 %. En revanche, c'est certainement le conservatisme que rejettent les cadres et professions intellectuelles dont 48 % réfutent cette idée nostalgique approuvée seulement par 46 % d'entre eux.

L'étude Valeurs permet de dépasser la contradiction apparente entre la diabolisation des extrémistes et un assez fréquent accord avec une partie de leurs positions. Les trois vagues

1. COURTOIS Gérard. « Les Français décomplexés par rapport aux idées de l'extrême droite ». *Le Monde*, 30 mai 2000, p. 8.

2. BRÉCHON Pierre et TCHERNIA Jean-François. « L'évolution des valeurs des Français ». *Futuribles*, n° 253, mai 2000, pp. 5-20.

3. MAYER Nonna. « Les idées de l'extrême droite progressent-elles vraiment ? ». *Le Monde*, 2 juin 2000, p. 11.

4. Cevipof : Centre d'étude de la vie politique française, laboratoire associé au CNRS.

d'interrogations conduites depuis 1981 en Europe confirment la montée régulière d'un individualisme ouvert se traduisant par un renforcement de l'exigence de libre arbitre individuel. Celui-ci croît avec le niveau d'éducation, à l'inverse, soit dit en passant, de la peur des immigrés.

Cette aspiration à la liberté dans le quotidien se traduit de plus en plus en actes puisque la proportion de Français à avoir accompli au moins deux actes de participation protestataire, (pétition, manifestation, grève...) a presque doublé en 20 ans : 24 % en 1981, 32 % en 1990, 39 % en 1999... Il y a là un sévère avertissement aux dirigeants politiques et économiques. Si la tendance continue à ce rythme, les protestataires actifs deviendront majoritaires au début de la prochaine décennie ! Mais ces individualistes, de plus en plus tolérants des choix de vie des autres, restent attachés à certaines valeurs dites traditionnelles comme la famille et l'ordre. Pierre Bréchon et Jean-François Tchernia ont expliqué ici que pour la majorité des Français « tout ce qui relève de la sphère privée [...] ressort strictement des choix personnels. Par contre, la sphère publique doit être régulée et il est donc normal

de contraindre les individus à respecter les normes collectives. » Le maintien de l'ordre est devenu un objectif important pour 61 % des Français, au lieu de 44 % il y a 10 ans et de 52 % il y a 19 ans. Le plus significatif est que les plus jeunes se rapprochent sur ce point de leurs aînés.

Les Français considèrent moins dangereuse une extrême droite divisée ; ceci est circonstanciel. Mais la tendance marquante est un renforcement régulier sur deux décennies des valeurs qui sont les fondements de la démocratie, la tolérance envers les autres dans le respect des règles de bonne conduite définies par la société, l'aspiration au libre arbitre face aux institutions, exigence qui implique la responsabilité individuelle dans les décisions. Cela ne signifie pas que des risques de dérapages n'existent pas. La peur demeure le fourrier des solutions radicales prônées régulièrement par les extrémistes des deux bords. Plus grave encore, le renforcement du facteur potentiel de crises violentes que constitue l'écart qui se creuse entre les aspirations éthiques des citoyens et l'image que les dirigeants, notamment politiques, leur offrent.

André-Yves Portnoff

publicité

## FUTURIBLES INTERNATIONAL

## TABLE RONDE

Futuribles International organise une table ronde,  
le mardi 17 octobre 2000, de 17h30 à 19h30 :  
"Le déclin de l'islamisme. L'avenir du monde musulman",  
avec Gilles Kepel, directeur de recherches au CNRS,  
responsable du programme doctoral sur le monde musulman à l'Institut  
d'études politiques de Paris, auteur, notamment, de  
*Jihad, expansion et déclin de l'islamisme* (Paris : Gallimard, 2000).

Inscriptions et renseignements : Laurence Faupin - Futuribles International  
55, rue de Varenne - 75341 Paris Cedex 07  
Tél. : 33 (0)1 53 63 37 73 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54  
E-mail : forum@futuribles.com

## ANALYSES CRITIQUES

---

**CLERC Denis**

***Condamnés au chômage ? Travail et emploi : faux débats et vraies questions***

Paris : La Découverte, Syros, Alternatives économiques, 1999, 250 p.

---

Dans son dernier ouvrage, Denis Clerc se lance dans une entreprise salutaire de clarification en matière de travail, d'emploi et de lutte contre le chômage. Dénonçant la déferlante des publications se rapportant à ces thèmes depuis de nombreuses années, le directeur du mensuel Alternatives économiques veut offrir au lecteur un état des lieux de la connaissance sur le sujet en dépouillant cette abondante littérature de toutes les idées reçues et de toutes les contrevérités qu'elle peut contenir.

D'emblée, des lecteurs pourraient faire valoir que ce livre n'est qu'un ouvrage de plus dans cette vague déferlante ! Cherchant à sortir de cette profusion d'ouvrages, ce livre y parvient-il ? La réponse est positive car, au-delà des qualités d'écriture reconnues depuis longtemps à cet auteur, la lutte contre le chômage est entrée dans une ère nouvelle, marquée par la probabilité d'un retour au plein-emploi. La croissance s'accélère depuis plusieurs années, des pénuries de population active sont annoncées et la thèse d'un retour progressif au plein-emploi devient à nouveau crédible... L'intuition de Denis Clerc est d'avoir anticipé

cette transformation propice aux réconciliations théoriques et à l'élaboration de nouveaux consensus.

Par suite, l'auteur passe en revue les principaux sujets sur lesquels s'est portée la réflexion depuis 30 ans : le développement du salariat, la montée de la flexibilité, la réduction du temps de travail, le niveau des rémunérations salariales, l'efficacité des politiques publiques ou l'institutionnalisation du revenu d'existence. Sur chacun de ces thèmes, il s'efforce de présenter les thèses des uns et des autres dans un souci de transparence.

C'est tout d'abord l'idée du « travail, valeur en voie de disparition » qui est relativisée. Certes, appréhender les frontières de l'emploi est une entreprise de plus en plus délicate à réaliser, d'autant que le progrès technique semble, à première vue, en réduire le volume. Pour autant, la thèse du déclin du travail est illusoire ; nous assistons plutôt aujourd'hui à une vaste transformation de la structure de l'emploi global, sous l'effet d'une tertiarisation accélérée par le développement des nouvelles technologies de la communication. La montée de la précarisation du travail, pour sa part, est bien réelle. Mais les flux d'entrées et

de sorties sur le marché du travail ne sauraient être confondus avec les stocks de population active. Les chiffres sont formels : la norme en matière d'emploi demeure le contrat à durée indéterminée. L'inquiétude provient du fait que la population précaire se renouvelle peu et que l'essentiel de l'ajustement sur le marché du travail s'opère toujours grâce aux mêmes individus. L'examen des rapports entre la productivité et l'emploi ne manque également pas d'intérêt. Les conclusions auxquelles l'auteur aboutit permettent d'invalider cette insoutenable thèse d'une préférence française pour le chômage diffusée dans les années 1990.

Les six thèmes sont ainsi successivement traités dans le souci d'éclairer le lecteur sur des décisions susceptibles d'être prises pour « reconstruire l'emploi ». Dans cette perspective, l'ouvrage est résolument optimiste. Les explications sont claires, des solutions alternatives sont

proposées et le pouvoir de conviction de l'auteur est bien réel. Le lecteur ne se ralliera pas forcément à toutes les propositions formulées dans l'ouvrage : en particulier, le dernier thème portant sur le versement d'une allocation universelle ne fait pas l'unanimité. De nombreuses études traitent de la question à l'aide du concept de « trappe à pauvreté » et s'efforcent d'apprécier la réaction de l'offre de travail à une modification des bas revenus ou des minima sociaux. Un livre supplémentaire peut-il trancher cette question si délicate dans un sens ou dans un autre ? Les solutions préconisées renvoient bien davantage à des choix politiques de société. C'est précisément là que le pouvoir de conviction peut exercer tout son effet.

Cet essai d'optimisme raisonné parvient en tout cas à une conclusion claire et réconfortante : nous ne sommes pas condamnés au chômage.

Didier Vin-Datiche

---

**TÉNIÈRE-BUCHOT Pierre-Frédéric**

**L'Autre Côté du miroir. Aperçus stratégiques**

Paris : Transition, 2000, 256 p.

---

Ce livre a une histoire. Son auteur aussi. Celui-ci est bien connu des lecteurs de *Futuribles*. On le voit comme un consultant, un spécialiste de la gestion de l'eau, un enseignant au CNAM (Conservatoire national des arts et métiers) dans deux filières au moins — celle des méthodes d'aide à la décision et celle de l'économie de l'environnement —, ayant une double expérience des services publics et de l'entreprise industrielle, maintenant haut conseiller aux Nations unies pour le programme de l'environnement (PNUE).

Ce livre a commencé par des travaux et recherches en liaison avec des mili-

taires de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), sur la signification et l'interprétation des langages utilisés dans la communication diplomatique. Une première version des résultats de ces recherches a été publiée en 1986-87 dans six livraisons successives (n° 30 à n° 35) de la revue *Stratégique* de la Fondation pour les études de défense nationale, sous le titre « Le tablier des pouvoirs ». Une deuxième version a été publiée sous forme d'un ouvrage intitulé *L'ABC du pouvoir*. Agir, bâtir, conquérir et sourire, aux éditions de l'Organisation, avec une première édition en 1989 et une seconde en 1991.

Dans la troisième version actuelle, le contenu n'a pas fait l'objet de modifications, sauf pour l'introduction. Et avec la disparition, à la demande du nouvel éditeur, du mot « Pouvoir » dans le titre. Ce qui est une ruse de plus car c'est bien de cela qu'il s'agit. En cela, il fait penser à Machiavel mais aussi au traité De la guerre de Clausewitz. Comment dans une structure complexe conquérir et conserver le pouvoir ; comment en comprendre les mécanismes ? Il faut pour cela, au-delà des apparences, passer « de l'autre côté du miroir ».

Sur le plan des méthodes, l'auteur prend comme point de départ la matrice d'analyse structurelle usuellement utilisée par les praticiens de l'école française de prospective pour comprendre et structurer le rôle et les relations des variables d'un système complexe et de son environnement. Il s'agit d'abord de mettre en évidence les facteurs les plus moteurs de ce système et, à l'autre bout, les variables exprimant les résultats les plus dépendants du système.

Sur cette base, l'auteur s'intéresse aux acteurs qui sont derrière les variables du système, et caractérise leurs rôles par leur position sur le diagramme — le tablier des pouvoirs — qui représente le fonctionnement du système.

Les utilisations de cette méthode d'analyse sont multiples. Principalement, avec les membres d'une institution complexe (grande entreprise, institution publique...), comprendre le fonctionnement réel de ces mécanismes de pouvoir ; on rejoint ici le management des grandes institutions. Mais aussi aider une institution à définir ses

stratégies face à un environnement complexe ; ici on rejoint le marketing stratégique, la politique extérieure, la diplomatie.

S'agit-il d'une méthode de prospective ? Oui, dans la mesure où l'on peut mettre en évidence des structures et des tendances ayant une certaine durabilité à long terme. Non, et c'est souvent le cas, lorsqu'il s'agit, comme dans de nombreux exemples cités par l'auteur, de donner une solution à une situation de crise bloquant le jeu des acteurs. Alors, l'outil sert surtout à définir les actions tactiques, donc de court terme, susceptibles de dénouer la crise.

Enfin, quel est le message de Pierre-Frédéric Ténière-Buchot ? Il est multiple et subtil. Savoir décrypter le jeu des acteurs d'un système, c'est d'abord distinguer ce qu'ils font de ce qu'ils disent. Mais c'est aussi, au-delà de cette distinction classique, comprendre les intentions, souvent non déclarées ou implicites. Compte tenu du contexte des vents, le navigateur agit sur sa route en tirant des bords successifs qui le conduisent vers un cap final. Ce cap peut être volontaire, c'est l'intention cachée ; ou résulter du jeu des contraintes et des compromis successifs avec elles : l'exercice du pouvoir n'est pas toujours machiavélique et souverain. L'utilisation judicieuse du tableau des pouvoirs peut soit ajouter du cynisme à l'exercice ou à la conquête du pouvoir, soit ajouter de la bienveillance et du relativisme.

C'est d'ailleurs dans la direction des modes d'emploi possibles, avec de nouveaux exemples, que s'oriente la recherche actuelle de l'auteur, en prolongement de son livre.

Jacques Antoine

**COHEN Daniel**

**Nos temps modernes**

Paris : Flammarion, 2000, 160 p.

*Quel est le sens caché de toute époque ? Dans Nos temps modernes, Daniel Cohen part à sa recherche.*

Au départ, il s'en prend aux tenants de la « fin du travail » qui, de Sismondi s'inquiétant qu'un jour « une manivelle fasse tourner tout l'ouvrage de l'Angleterre », à Jeremy Rifkin, espèrent ou craignent, selon les cas, que l'homme soit libéré du travail par la machine. Or, plus la technique progresse, plus elle est exigeante pour l'homme à qui elle demande plus de travail. La réduction des coûts qu'elle autorise contribue certes à un enrichissement matériel. Mais « à payer sept fois plus les ouvriers aujourd'hui qu'hier, le capital en veut pour son argent ». Il était asservi par le taylorisme qui le ravalait au rang de robot, il risque désormais l'asservissement en obéissant aux exigences de l'écran. La hiérarchie n'est plus représentée par le « petit chef » qui crée les ordres mais par l'ordinateur qui dicte les programmes.

Partant de ce constat d'ensemble, Daniel Cohen réécrit l'histoire économique comme une succession d'adaptations difficiles et progressives entre un état d'avancement de la technique et des règles sociales qui corrigent les ruptures qu'il provoque. Il décrit le fordisme assez longuement comme fondateur de la société industrielle moderne jusqu'aux années 1968. Si, d'un côté, il a favorisé la consommation ; de l'autre, il a séparé l'homme de son métier.

La rupture de 1968, générale dans le monde, soulève d'immenses espoirs. Les hommes vont enfin être libérés des servitudes de l'organisation. Les lea-

ders du mouvement de révolte sont souvent ceux qui vont lancer les nouvelles entreprises basées, en général, sur les techniques informatiques. En bousculant les habitudes, ils vont, sans l'avoir voulu au départ, créer une nouvelle forme de discipline d'entreprise, plus souple dans son organisation, plus exigeante dans la recherche des résultats financiers, plus contraignante pour ceux qu'ils encadrent.

Le mouvement n'est pas arrivé à son terme, ce qui explique que des hommes restent sur le carreau parce que non formés aux langages du travail. Mais, grâce à la croissance, ils finissent par retrouver un emploi comme on le voit aux États-Unis.

Est-ce satisfaisant pour autant selon Daniel Cohen ? Non, il y a rupture du contrat social de l'ère fordiste qui offrait des compensations matérielles en contrepartie des disciplines du travail. Les stakeholders, partenaires travailleurs de l'entreprise, souffrent de la prise de pouvoir des shareholders (actionnaires) qui en attendent toujours plus de rendement. Comment, demain, corriger les effets des ruptures que nous sommes en train de vivre ?

En redéfinissant un nouveau contrat social qui corrige l'excès d'importance pris par le capital financier sur le capital humain. Mais surtout en prenant conscience du fait que si les objets coûtent de moins en moins cher, l'homme coûte de plus en plus cher. Les activités qui seront, demain, les plus enrichissantes pour la société seront celles qui contribueront à valoriser l'homme, sa santé, son savoir. Moins il y aura de contremaîtres, plus il faudra

d'enseignants, de médecins ou d'architectes. Même « individuel » l'homme, y compris le plus riche, aura besoin d'apports « publics », quelle qu'en soit la forme juridique. L'homme moderne découvre qu'en s'enrichissant, il ne revient pas à une « simplicité pastorale » originelle. Chaque étape franchie grâce aux techniques exige qu'il mobilise un effort toujours croissant pour maîtriser celles-ci.

Le livre de Daniel Cohen a généralement suscité des commentaires élogieux. Comment pourrait-il en être autrement ? Il est bien écrit. Il est didactique sous une forme non pédante, évoquant, de Smith en passant par Schumpeter et Keynes, aux contemporains, quelques-uns des grands classiques. Il sent son marxisme bien digéré, mâtiné de libéralisme à l'américaine, c'est-à-dire bousculant l'ordre établi quel qu'il soit.

Son côté brillant fait oublier certaines lacunes ou insuffisances. D'abord, on sent un livre écrit par un Français qui a de l'entreprise une approche méfiante, courante dans ce pays.

Ensuite, c'est un ouvrage qui est plus conceptuel que factuel, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'on est dans le

cadre de « Normale ». Mais peut-être aurait-il gagné à mieux suivre l'évolution qui s'opère dans les entreprises : la multiplication des petites sociétés, et surtout le rapprochement entre les stakeholders et les shareholders qui sont de plus en plus les mêmes.

Il est vrai qu'il insiste justement sur la tension qui existe dans le travail, le stress ayant remplacé la fatigue physique. Encore faut-il tenir compte de tous ceux et toutes celles qui se réalisent dans le travail actuel et grâce au travail actuel, y compris les intellectuels qui peuvent à loisir tirer parti de son observation.

Enfin, il serait intéressant de soumettre le livre à la critique d'un non-Occidental pour savoir s'il est prêt à renoncer au progrès technique sous prétexte qu'il présente des inconvénients.

Cela étant, on ne peut pas faire reproche à Daniel Cohen d'avoir essayé de décortiquer avec art la nature du travail d'aujourd'hui et de demain, et d'insister sur ce qui sera la prochaine étape de la création de valeur : moins la montée du tertiaire que le souci de l'homme de se libérer de la technique elle-même.

Michel Drancourt

---

**BALLON Robert J. / HONDA Keikichi**  
**Stakeholding. The Japanese Bottom Line**

Tokyo : The Japan Times, 260 p.

---

La France et le Japon sont considérés par les Occidentaux comme étant les deux pays dont les structures évoluent le plus lentement. Sacrifier le court terme pour le long terme, voilà le dilemme. Mais ces temporisations dans la transformation des deux pays relèvent de deux philosophies et de

deux cheminements bien différents. La France est freinée par ses milliers de réglementations étatiques et quelques blocages idéologiques périmés ailleurs, tandis que le Japon effectue une conversion en douceur dans une société de consensus qui fait tout pour gommer le risque. Tout le monde est pris

dans les mailles d'un filet d'obligations mutuelles et d'interdépendances réciproques ralentissant les réformes.

Robert Ballon, jésuite belge, professeur emeritus à l'université Sophia de Tokyo, et Keikichi Honda, économiste devenu président de la filiale japonaise de Sun Microsystem, détaillent dans leur Stakeholding la mentalité de la communauté d'affaires japonaise. Ils expliquent en passant comment il est impossible pour un investisseur étranger de s'intégrer au Japon en dehors du système ; et comment opérer selon le système impose un lourd investissement en temps, en argent, en capacité relationnelle indispensable pour créer la confiance requise.

Au Japon, l'entreprise est considérée comme étant l'institution clef du développement économique du pays. Elle est supposée fournir la valeur ajoutée indispensable à la survie de l'économie japonaise. Elle a quasiment une mission publique. En conséquence, les officiels entretiennent des relations paternalistes avec les associations professionnelles d'entreprises des différents secteurs économiques (syndicats professionnels). Tout Premier ministre nouvellement nommé rend une visite au président du Kaidanren (Medeflocal). Les entreprises elles-mêmes sont un système vivant aux frontières poreuses. Le climat de connivence interne et externe des membres de la famille nucléaire qui la composent détermine les rôles complémentaires et la façon de penser et d'agir des investisseurs, créditeurs, employés, managers, partenaires, concurrents, fournisseurs, distributeurs, utilisateurs. C'est-à-dire toute la gamme des stakeholders. Ainsi les managers coordonnent plus qu'ils ne supervisent.

On ne parle pas de donneurs d'ordres en matière de sous-traitance mais d'assembleurs. Le client final n'est pas

traité en consommateur mais en teneur, et la garantie peut s'appliquer au-delà du délai inscrit. Quelque 70 % du capital des sociétés sont détenus par d'autres entreprises dans un réseau de participations croisées. En 1997, Nissan avait 590 affiliés verticaux ou horizontaux. Les cadres peuvent être affectés dans des entreprises extérieures.

Les relations interentreprises, ou avec les banques, sont basées sur les affiliations de groupes, sur les introductions et des relations personnelles intensément cultivées, sur le partage des informations, plutôt que sur des contrats formels ou le recours en justice. La flexibilité des contrats est implicite. Ils sont évolutifs si les circonstances changent, facilitant ainsi l'équilibre des relations commerciales sur le long terme. Le Japon compte un avocat pour 8 650 habitants et la France un avocat pour 1 900 habitants. Les textes et diktats sont rares, les lois japonaises suffisamment générales ne sont pas complétées par des réglementations détaillées qui peuvent devenir incompatibles avec l'évolution des mœurs ou des technologies sur le terrain. On compte 7 % des salariés dans le secteur public contre 25 % en France. Les hauts fonctionnaires qui partent en retraite (et pas avant) entrent souvent au service des syndicats professionnels huilant ainsi les rapports entre leurs anciens services et les entreprises. Les relations entre secteurs public et privé sont moins tranchées qu'en France et leur climat est empreint de compréhension mutuelle et d'esprit de coopération. Enfin, le système salarial, flexible, est composé de plusieurs variables : le salaire mensuel qui assure le quotidien, une allocation ou prime versée deux fois dans l'année, souvent affectée aux investissements familiaux. Celle-ci peut correspondre à plusieurs mois de salaire en fonction des performances de l'entreprise. Il existe une prime importante

versée lors du départ à la retraite qui attache les employés à l'entreprise.

Toutes ces relations systémiques permettent une conversion en douceur. Les changements progressifs n'ont pas pour but de viser un résultat final. Ils relèvent d'un processus lent requérant une symbiose sociale. Pour le Japonais imprégné de culture bouddhiste, rien n'est constant si ce n'est le changement pas à pas. Mais le consensus impose la petite vitesse et génère quelques inconvénients tels la tension communautaire, l'autosatisfaction et le manque de transparence. La description lumineuse de cette société de l'Orient extrême révèle une grande antinomie avec la France hiérarchique et réglementaire. Ce sont là deux mondes qui auraient chacun intérêt à s'inspirer de quelques usages de l'autre. C'est ainsi que la Banque du Japon vient de se voir récemment octroyer un statut d'indépendance à l'occidentale.

Mais les auteurs n'évoquent nulle part la faillite de grandes firmes comme Nissan et les médecines de choc néces-

saires pour enrayer les grands drames. De même ne s'étonnent-ils pas, ou guère, du décalage entre le climat occidental des années 1990 et la leucémie économique du Japon. Ils veulent expliquer, voire promouvoir un système économique original par rapport au modèle « mondial », comme hier Michel Albert prônait le modèle rhénan. Mais Michel Albert, tout en le regrettant, constate son écroulement et la généralisation du modèle global, tandis que Robert Ballon et Keikichi Honda parlent des entreprises japonaises comme si elles pouvaient ignorer les formidables changements qui se sont produits depuis 15 ans, avec notamment le renouveau du modèle américain que l'on croyait affaibli et la chute du japonais que tout le monde citait en exemple.

En fait, si les auteurs, fins connaisseurs du Japon, en ont le courage, un deuxième livre s'impose : quand, comment, et après quelles secousses, le retour du Japon ?

Godefroy de Noaillet

---

## ASSOCIATION PÉNOMBRE / MEYER Philippe (préfacer)

### **Chiffres en folie. Petit abécédaire de l'usage des nombres dans le débat public et les médias**

Paris : La Découverte, 1999, 226 p.

---

L'association Pénombre, qui comprend aujourd'hui environ 400 adhérents, chiffre en progression rapide, est née en 1993, à partir de quelques personnes appartenant à diverses professions — démographes, statisticiens, criminologues, journalistes... — et d'un centre d'intérêt commun : réunir les chiffres les plus fiables dans les domaines de la criminalité et de la délinquance, et veiller à des publications et à des commentaires aussi

objectifs que possible. Ce point de départ a ensuite été élargi à la critique de l'utilisation des chiffres par les médias et à tous les domaines de la société.

Chiffres en folie reprend, selon un classement empirique, 90 notes d'observations rédigées par des membres de Pénombre de 1993 à 1998 à partir de textes très divers, allant de publications officielles à des discours politiques, en passant par des sondages ou des

articles de journalistes. Par exemple : évolution de la délinquance, trafic de chiffres ; SDF sans nombre ; vague de suicides, vaguement divergente ; les inégalités hommes-femmes en matière de salaire ; enfants maltraités : prudence de l'ODAS<sup>1</sup>...

C'est un livre stimulant, agréable et facile à lire, dans lequel on peut entrer n'importe comment, ou selon quelques grilles de lecture : par thème, par type d'erreur ou de manipulation. C'est sans doute cette dernière nomenclature (ou typologie) qui est la plus originale et qui constitue la principale valeur ajoutée du livre. Nous la reproduisons dans l'encadré ci-dessous, mais sans les définitions et commentaires qui pourraient être utiles.

Avant d'avoir été réunis en un livre, les 90 cas ont été publiés dans une « lettre blanche », en principe trimestrielle, qui continue à publier de nouveaux exemples. Une lettre « grise » sans périodicité reprend des textes plus approfondis, provenant d'autres sources. Tout

comme ces diverses publications, le livre, tout en présentant des raisonnements rigoureux et des faits, n'est pas un ouvrage rébarbatif de statistique mais plutôt une œuvre littéraire et culturelle.

Un site Internet, hébergé par l'université de Lausanne, reprend toutes les publications et d'autres textes non publiés. En effet, les activités de Pénombre ne se limitent pas à des publications. Des séminaires baptisés « nocturnes » explicitent des thèmes tels que « déchiffrer les inégalités sociales », « si l'immigration nous était comptée », « American Way of Justice, opinion publique et politique pénale aux États-Unis », « les lycées sous le feu de l'évaluation ».

Enfin, des groupes de travail épisodiques ou permanents sont consacrés à « la santé mentale en chiffres », aux « enquêtes sur les origines [des gens] » ou à des réflexions pédagogiques sur « la notation » (par les professeurs).

Tout cela n'est pas directement voulu comme prospectif. Dans la

## **DIFFÉRENTES FAÇONS POUR LES CHIFFRES D'ÊTRE EN FOLIE, D'APRÈS LE LIVRE DE PÉNOMBRE**

### **1. Les chiffres entrent en scène**

*Les vrais « faux chiffres »*

- manipulation
- erreurs
- approximation

*Les faux « vrais chiffres »*

- mal chiffré
- sondages
- innombrables (au sens de in-dénombrables)
- politiques

### **2. La présentation du chiffre**

*Commentaire incomplet ou cafouilleux*

- apparences trompeuses
- cacophonie

*Effets de style, effets de nombre*

- chiffres montés en épingle
- les mots pour le dire
- titre (titre sur un chiffre)

### **3. Les spécialistes sortent des coulisses**

*La pertinence des comptages*

- définitions
- faux sérieux

*Les spécialistes ne détiennent pas la vérité*

- sérieux à 50%
- controverses
- point de vue

1. Observatoire de l'enfance en danger (NDLR).

mesure cependant où le travail de Pénombre peut contribuer à redresser et actualiser les systèmes d'information chiffrés de la société, c'est une contribution aux infrastructures des sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle.

On peut aussi — mais à partir d'ici c'est davantage la critique, le professeur et le consultant que l'association qui s'expriment — envisager plusieurs axes de développement de Pénombre, de ses actions et de ses publications, sur la base de l'acquis et du dynamisme du mouvement :

1. Continuer à élargir le champ de l'observation sociale critique par les chiffres et, pour cela, hiérarchiser les domaines à explorer et les inventories méthodiquement ; ne plus se limiter à, ni se contenter de, faire une cueillette au hasard de ce qui se dit et se publie avec des chiffres.

2. Compléter la dénonciation critique — style Canard enchaîné de la statistique — par des propositions constructives, des éléments de pédagogie ; Pénombre envisage d'ailleurs de faire des fiches de type « recettes de cuisine » pour donner des conseils simples sur le bon usage des pourcentages ou des indices, sur la « désaisonnalisation » des séries chronologiques... ; Pénombre hésite cependant sur son style de pédagogie, pour garder son humour et ne pas pontifier.

3. Aller plus loin dans les analyses en profondeur des problèmes : passer de l'anecdote médiatique ou politique à l'audit social ; c'est d'ailleurs ce qui est amorcé lorsque Pénombre tient une « nocturne » sur l'évaluation des lycées, avec le concours de spécialistes compétents tels que Claude Thélot, Antoine Reverchon ou le proviseur Thierry Sandejaud.

4. En prolongement à la fois des axes 2 et 3 ci-dessus, élaborer et définir des voies de mise en œuvre d'un plan

pédagogique pour la formation au chiffre, à tous les niveaux, depuis l'école primaire jusqu'à bac + n et à la formation permanente ; en pensant notamment aux journalistes, syndicalistes et autres médiateurs. L'association commence d'ailleurs à être appelée pour des interventions pédagogiques.

Voici quelques thèmes qui pourraient être utilement introduits dans ce plan :

— pourquoi la crédibilité d'une information est-elle renforcée lorsqu'elle est chiffrée ? (on ne dit plus : « c'est vrai parce que c'est dans le journal », mais « c'est vrai parce que c'est chiffré ») ;

— le sens des ordres de grandeur, y compris dans les erreurs d'observation sociale ou de mesure ;

— les limites de la perception des échelles quantitatives, tant vers l'infiniment grand que vers l'infiniment petit ;

— les pièges des sondages ;

— le repérage et la perception des risques...

Comme on le voit, même dans la pénombre, l'association a devant elle beaucoup de pain sur la planche.

Voici enfin quelques informations pratiques :

— Pourquoi ce nom ? C'est un condensé de la « peine » et du « nombre », avec tous les jeux de mots possibles.

— Conditions d'admission : partager la préoccupation et l'objectif de l'association, à savoir promouvoir le bon usage des chiffres dans le débat public, ce qui est compatible avec de très nombreuses situations sociales, y compris celle de simple citoyen ; s'engager à partager aussi le style des interventions de Pénombre, qui notamment évite les polémiques mettant en cause les personnes ; enfin payer une cotisation (site Internet de Pénombre : <http://www.unil.ch/penombre>).

Jacques Antoine

**BINDÉ Jérôme (sous la direction de)**

**Les Clés du XXI<sup>e</sup> siècle**

Paris : Seuil, Unesco, 2000, 352 p.

L'Unesco<sup>1</sup> se définit elle-même, sous la plume de son directeur général Koïchiro Matura, comme un forum intellectuel.

C'est bien ainsi que se présente le volumineux ouvrage consacré aux Clés du XXI<sup>e</sup> siècle. Plus de 90 scientifiques et intellectuels y ont participé, chacun dans sa spécialité, beaucoup en redisant ce qu'ils disent habituellement. D'où, en première approche, une certaine déception en raison du caractère parfois conformiste des sujets choisis et de la manière de les traiter. Heureusement, certaines contributions tranchent nettement et représentent un réel effort prospectif.

Stephen Jay Gould, spécialiste de la théorie de l'évolution, calme le jeu quant aux grandes peurs relatives à l'évolution de l'espèce humaine : « Il n'y a pas grand-chose à prévoir, hormis le fait que, biologiquement, il est probable que nous resterons pratiquement tels que nous sommes. » En revanche, l'avenir de l'humanité est déterminé par nos transformations culturelles qui modifient les rapports entre les hommes et la manière de se comporter.

On aurait aimé que cette approche donne lieu à quelques développements. Il faut plonger beaucoup plus loin dans l'ouvrage pour évoquer les conséquences des nouvelles technologies industrielles en la matière. Encore faudrait-il que les hommes puissent réellement communiquer entre eux.

Allons-nous vers une mondialisation culturelle ? Le décalage entre les

15 % de la population mondiale qui vivent pleinement la nouvelle révolution technique et ses conséquences sur la culture, les 50 % de la population qui sont en train d'y accéder plus ou moins vite, et le tiers restant n'est pas abordé dans l'ouvrage.

La seule approche de ce problème est évoquée à propos de l'altération possible des cultures ou de leur hybridation. L'homogénéisation mondiale s'opère en partie, écrit Nestor Garcia Candini. Mais comme hier, et peut-être plus qu'hier, il y a dans un même endroit, dans une même ville, coexistence de cultures.

Faut-il en conclure comme pour l'espèce humaine que la continuité des situations l'emportera sur les changements ? Plusieurs auteurs mettent l'accent sur la mondialisation comme phénomène inédit. Mais quand on étudie l'histoire, on retrouve des phases de mondialisation qui sont loin d'avoir unifié les cultures et les comportements. Qu'en sera-t-il demain ? Aucun expert ne répond vraiment. Pour avoir une approche plus nourrie d'informations « prospectives », il faut en revenir aux facteurs mesurables :

**La population :** Pour Hervé Le Bras, le défi de l'avenir n'est pas dans les migrations mais dans le vieillissement. Il reste à en tirer les conséquences, ce que peu de responsables font.

**Les maladies :** Luc Montagnier ou David Heymann ne sont pas très optimistes. Dès à présent, de nombreuses maladies qui semblaient en déclin font leur retour. Elles résistent aux antibiotiques. D'autres font leur apparition.

1. Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (NDLR).

Les moyens existent de les combattre mais leur mise en œuvre n'est pas toujours à la dimension du danger. Les activités pharmaceutiques et médicales ne cesseront pas de se développer.

**L'eau :** Les ressources en eau devraient être stables d'ici à 2025. Au-delà, on peut craindre l'effet de serre. Cependant, il ne devrait pas y avoir de changements majeurs d'ici à 2050. Donc, globalement, les ressources en eau sont bonnes. En revanche, l'accroissement de la population et sa concentration devraient peser sur la disponibilité en eau dans maintes zones. Quelque 80 % de la population mondiale devraient, dans les 25 prochaines années, subir des difficultés de ravitaillement régulières.

On le sait depuis des années. Nous sommes en présence d'un vrai problème de prospective : décider aujourd'hui en fonction de demain. Les actions lancées ne suffisent pas pour éviter les accidents.

**L'alimentation :** Alors qu'en 1960, 80 % de la population du monde vivaient dans des pays où les disponibilités alimentaires étaient notoirement insuffisantes, ce n'est plus le cas que pour 10 % de la population, qui, entre-temps, a cependant fortement augmenté. Là où il y a insécurité alimentaire, c'est en raison de l'incapacité d'appliquer des méthodes connues. Les spécialistes de la FAO (Food and Agricultural Organization) misent sur les effets positifs des biotechnologies pour améliorer les qualités et les rendements. Mais dans des régions comme l'Afrique, qui souffrent de la faim, le problème est d'abord d'organisation, de formation, d'éducation.

**L'énergie :** Benjamin Dessus et Amulya Reddy reprennent les arguments du « développement durable ». Si l'on poursuit l'utilisation des éner-

gies sur la lancée actuelle, nous nous heurterons à des obstacles comme celui de l'effet de serre. Si nous adoptons une stratégie énergétique sobre, nous préserverons les chances de développer. Les auteurs oublient de signaler que ce mouvement est en cours, notamment dans les industries occidentale et japonaise, qui consomment de moins en moins d'énergie à l'unité produite. Mais ils ont raison d'insister sur le rôle que doivent jouer les grandes compagnies de production énergétique dans la préparation d'une nouvelle ère énergétique.

**L'espace :** La recherche spatiale devient internationale. Elle est maintenant l'affaire de l'humanité tout entière. Elle excite la curiosité de l'homme. Alors que certains s'interrogent sur son utilité, d'autres constatent qu'elle contribue à une « identité humaine ».

Après ces constats, Les Clés pour le XXI<sup>e</sup> siècle abordent des thèmes plus « culturels » comme les risques de disparition des langues (sans évoquer en revanche les langues « nouvelles ») ; ceux qui pèsent sur l'art, sur la famille, sur l'État-nation, sur le travail. Bref, une série de risques dont l'énumération fait litanie. Les contributions ne sont pas inintéressantes mais elles n'évitent pas le pessimisme de commande très répandu quand les « intellectuels » évoquent le futur.

On eût aimé ici et là une approche plus constructive, plus optimiste, comme celle d'un Axel Kahn évoquant les biotechnologies : « Elles offrent, dans le domaine médical, des possibilités considérables... Elles ouvrent un champ complètement nouveau, celui de la "médecine prédictive" qui permet d'identifier les gènes de susceptibilité à une maladie. Il s'agit d'une avancée considérable. »

Voilà une approche tonique que les « décideurs » ont plus souvent que les intellectuels. Mais bien que leur présence ait été signalée dans la présentation de l'ouvrage, on ne retrouve pas beaucoup leurs signatures.

À quand des « clés du XXI<sup>e</sup> siècle » présentées par des hommes d'action et d'entreprise, et qui complèteraient heureusement celles de l'Unesco ?

Michel Drancourt

publicité

## **REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL**

**Vol. 139 (2000), no. 1**

L'emploi et l'idée de travail dans la nouvelle économie mondiale  
**G. M. KELLY**

Les principes de l'OIT sur la négociation collective  
**B. GERNIGON, A. ODERO et H. GUIDO**

La protection de l'emploi dans les pays industrialisés:  
repenser les indicateurs  
**G. BERTOLA, T. BOERI et S. CAZES**

Les effets comparés des régimes d'indemnisation du chômage  
sur l'emploi et les salaires  
**V. SPIEZIA**

*La Revue sur Internet: <http://www.ilo.org/revue>*

*Livres*

Publications du BIT,  
Bureau international du Travail, 1211 Genève 22,  
Suisse, Fax: (41-22) 799.69.38; Tél.: 799.78.28; E-mail: [pubvente@ilo.org](mailto:pubvente@ilo.org)

## COMPTES RENDUS

---

**GUIOL Patrick / LAMBERT Yves / SABOURAUD Olivier (sous la dir. de)**

**« La démocratie dans l'entreprise : une utopie ? »**

*Panoramiques*, n° 46, 2000, 215 p., Courbevoie

---

Ce numéro spécial de la revue *Panoramiques* engage le débat de l'introduction d'une véritable démocratie à l'intérieur de l'entreprise. Il s'ouvre par un clin d'œil : une gravure du phalanstère imaginé par Charles Fourier (la communauté de production dans sa version la plus poussée). Vient ensuite la présentation d'un modèle susceptible de faire entrer la démocratie dans l'entreprise par un autre moyen que les SCOP (sociétés coopératives de production) : la société anonyme à gestion paritaire (SAGP), présentée par le Cercle Condorcet de Rennes et Pierre Galesne.

Ce projet présenté, le numéro se divise en trois parties : l'une, historique, décline les origines de cette « utopie » ; la deuxième relate, entre autres, une série de tentatives démocratiques en entreprise (familistère de Guise de Godin, SCOP, Jacques-Benoît S.A., Testélec...), et présente quelques points de vue syndicaux (français et européens) sur la question, ainsi que plusieurs expériences étrangères (la mine de charbon galloise rachetée par ses ouvriers, le modèle allemand de « co-détermination », la « révolution silencieuse » en cours aux États-Unis par le biais de l'actionnariat salarié et des fonds de pension, notamment) ; la dernière partie fait place au débat entre partisans et adversaires de l'idée de faire entrer la démocratie dans l'entreprise, avec les points de vue sur la question de syndicalistes CFDT, CGT..., du Centre des jeunes dirigeants (CJD), ainsi qu'un article d'Yves Lambert sur « l'entreprise à gestion paritaire vue de l'an 2020 ».

*Stéphanie Debruyne*

---

**JOUEN Marjorie**

***Diversité européenne, mode d'emploi***

Paris : Descartes et Cie, 2000, 223 p.

---

Forte des cinq années qu'elle a consacrées jusqu'en 1998 à la cellule de prospective de la Commission européenne, à suivre l'évolution des initiatives locales dans les 15 États membres de l'Union, et des multiples entretiens qu'elle a eus avec les acteurs de terrain, Marjorie Jouen nous livre dans cet ouvrage une réflexion sur les nouvelles façons d'aborder la création d'emplois et la cohésion régionale, qui va bien au-delà du simple bilan.

Alors que dans le contexte de fort chômage des années 1990, le territoire et ses particularismes culturels tendent à devenir un facteur de compétitivité et un terreau de nouveaux gisements d'emplois, la diversité européenne s'est progressivement imposée comme une ressource essentielle du développement économique et social de l'Union. Elle analyse de la sorte l'interaction qui s'est établie entre, d'une part, les opportunités offertes par une nouvelle forme de demande sociale (liée à l'allongement de la durée de vie, au développement du travail féminin et de la vie

associative, à une aspiration à une meilleure qualité de vie tant du point de vue de l'alimentation que des loisirs ou de l'environnement, etc.) et, d'autre part, le rôle de catalyseur et de pédagogue que les institutions communautaires ont entrepris d'assurer (par la mise en place d'expériences pilotes, de réseaux, etc.) pour soutenir ces initiatives et s'efforcer de pallier l'incapacité dans laquelle se trouvent les gouvernements nationaux de répondre à ces besoins par des politiques uniformes. Les résultats obtenus sont suffisamment encourageants pour que l'on puisse parler d'une autre forme de « nouvelle économie » qui, à l'égal des nouveaux types de fonctionnement démocratique qu'elle suggère, tend à revaloriser une logique d'innovation sociale de *bottom-up*.

L'auteur n'omet pas, à partir du tableau comparatif des spécificités qui se sont dessinées entre les États membres, d'évoquer les obstacles qui se dressent à l'encontre de ces nouvelles initiatives, tant du point de vue des pesanteurs administratives que de la convoitise des grosses structures privées ou encore des dérives localistes. Elle entreprend ainsi, dans un chapitre final consacré aux pistes d'avenir, de décrypter les modalités possibles d'un nouveau mode de développement plus respectueux de la diversité sociale et culturelle de l'Europe.

Le livre comporte en outre une sélection de références d'ouvrages qui est d'autant plus précieuse que la plupart d'entre eux ne sont pas publiés en librairie et ne sont disponibles qu'auprès des auteurs.

*Elvire Letourneur-Fabry*

---

## OCDE

### ***Perspectives de l'emploi 2000***

Paris : OCDE, 2000, 243 p.

---

Outre la traditionnelle description de l'évolution récente et des perspectives du marché du travail dans ses 29 pays membres, on trouve dans cette livraison 2000 des *Perspectives de l'emploi* de l'OCDE des études approfondies sur plusieurs sujets d'intérêt. Les disparités régionales du chômage et de l'emploi, particulièrement fortes en Italie, en Allemagne, en Belgique et en Espagne sont abordées au chapitre 2, avec un aperçu sur la mobilité géographique de la main-d'œuvre. Le chapitre 3 décrit la montée en puissance du secteur tertiaire observable dans tous les pays, en analyse la composition et observe les caractéristiques de la main-d'œuvre travaillant dans ce secteur. Les conditions d'attribution des indemnités de chômage font l'objet d'un quatrième chapitre, qui compare les législations de différents pays et les sanctions encourues par les chômeurs désinvoltes. Enfin, la relative progression du travail indépendant, source importante de croissance de l'emploi, est examinée au chapitre 5.

Une conclusion transversale à toutes ces questions pourrait être que, même si la croissance redevient favorable à l'emploi, l'importance de mettre en œuvre de bonnes politiques publiques reste entière.

*Céline Laisney*

---

## SMYTH Edmund

### ***Jules Verne: Narratives of Modernity***

Liverpool : Liverpool University Press, 2000, 160 p.

---

Si on lit ce regroupement de neuf textes assez disparates consacrés à divers aspects de l'œuvre de Jules Verne sans se laisser rebuter par le jargon de la critique postmoderne, on se rendra compte que pour ces doctes exégètes, en grande majorité britanniques, la dimension *futuristic* de Jules Verne apparaît sous deux espèces. D'abord le « futurisme » au sens classique, la capacité à imaginer l'avenir-qui-sera. L'opinion majoritaire est que Jules Verne laisse beaucoup à désirer à cet

égard, et lui-même était très conscient de ce qui le séparait de son contemporain H.G. Wells : dans une interview de 1904 à un journal de langue anglaise, il souligne que les créations de ce dernier appartiennent à un âge et à un degré de connaissances scientifiques très éloignés du présent. En second lieu, il y aurait une modernité de Verne liée à un certain pessimisme à l'égard des bienfaits de la science et de la technique, ce dont témoigneraient deux œuvres posthumes, son roman *Paris au XX<sup>e</sup> siècle* et sa nouvelle « L'éternel Adam ». Le problème est que ces textes sont difficiles à concilier avec la tonalité dominante de l'œuvre, et que le second a été écrit en partie par le fils de l'écrivain, sans qu'on sache dans quelle proportion...

Bernard Cazès

**THUROW Lester C.**

***La Pyramide de la prospérité. La nouvelle économie du savoir***

Paris : Village mondial, 2000, 283 p.

Reprenant l'image de la pyramide de la prospérité ajoutée sur les billets de banque américains par Franklin Roosevelt, Lester Thurow étudie un à un les différents étages de la pyramide tels qu'ils se profilent dans le contexte nouveau de « l'économie du savoir ». Car il s'agit d'une économie du savoir et non de l'information, insiste l'auteur dès le départ, passant en revue les éléments marquants de la « troisième révolution ».

De son analyse, il ressort un certain nombre de règles censées permettre de réussir dans cette nouvelle économie : préférer l'investissement « osé » à l'épargne, accepter (pour les entreprises) de se cannibaliser ; jouer sur les déséquilibres (technologiques, économiques, sociologiques) pour faire rapidement de gros bénéfices ; prendre conscience de ses propres limites et chercher à évoluer dans un domaine où ces faiblesses ne portent pas à conséquence ; privilégier l'inflation à la déflation car les hommes ne savent pas gérer dans un contexte déflationniste ; encourager la création d'entreprises et les initiatives individuelles ; trouver un bon équilibre entre ordre et libre créativité ; investir le plus possible dans la recherche fondamentale ; édicter de nouvelles règles sur la propriété intellectuelle ; éviter de raisonner en termes de carrière professionnelle ; mettre en place des outils efficaces pour penser le futur ; jouer la carte du progrès écologique... Autre règle importante selon Lester Thurow : avoir de la chance car le talent et la persévérance ne suffisent pas !! Voilà qui relativise beaucoup de choses...

Une fois tous ces éléments déclinés, l'auteur nous indique comment édifier la fameuse pyramide de la prospérité, que l'on soit japonais ou européen — dans ce cas, les mots d'ordre sont flexibilité et suppression des prélèvements sur les salaires —, préconisant au final la mise en place d'un droit mondial de la propriété intellectuelle.

Un ouvrage très *American Dream* dont il faut savoir séparer le bon grain de l'ivraie...

S.D.

**VITALIS André / TETU Jean-François / PALMER Michaël / CASTAGNA Bernard (sous la dir. de)**

***Médias, temporalités et démocratie***

Rennes : Apogée, 2000, 269 p.

Les auteurs de ce livre fort enrichissant — des universitaires — s'attachent à caractériser le rôle des médias (eux-mêmes « dévoreurs de temps » au quotidien) dans nos représentations et nos pratiques du temps. Les interactions étroites entre médias, temporalités et démocratie ne sont certes pas inédites, encore fallait-il qu'existe une publication synthétique qui nous sorte à ce sujet

de la seule approximation du sens commun. Et les bouleversements actuels des moyens de communication exigeaient en effet qu'on se penche avec attention sur les modalités de transformation des « anciens cadres temporels » par les médias. Trois parties composent cet ouvrage collectif : la première est consacrée à l'accélération de l'information (à ses déterminants comme à ses conséquences), la deuxième aux modalités de construction du temps par les médias, et la dernière aux rapports (complémentaires ou antagoniques) entre processus démocratiques et temporalités médiatiques. Les interrogations classiques sur le temps (nombreuses sont les références aux plus grands noms de la philosophie et des sciences sociales, de saint Augustin à Benedict Anderson, en passant par Norbert Elias) sont ici passées au tamis des problématiques contemporaines concernant les médias et la démocratie.

Dans un article intéressant particulièrement *Futuribles*, André-Jean Tudesq s'attache à décrire la construction du temps dans les médias, surtout eu égard à l'image du futur, qui est le plus souvent une image de court terme ; le risque n'est-il pas que les médias conditionnent notre espace de liberté en produisant une version univoque du futur ?

*Benjamin Delannoy*

**Ces comptes rendus sont extraits de la base de données informatisée sur les études prospectives « Octave », de Futuribles International.**

*Pour en connaître les modalités de consultation, contacter  
Céline Laisney, à Futuribles. Tél. 33 (0)1 53 63 37 72 - Fax : 33 (0)1 42 22 65 54  
E-mail : [documentation@futuribles.com](mailto:documentation@futuribles.com) - Site Internet : [www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)*

**Employment in the United States from Now until 2008***Charles du Granrut*

At the end of 1999 the Bureau of Labor Statistics (BLS, responsible for US employment statistics) published a series of projections for employment in the United States between now and 2008. Charles du Granrut presents some of the main findings here, showing that, even if the rate of growth slows down, the present situation of virtually full employment is likely to continue.

According to the BLS, the American economy has been "tertiarized" and the trends noted since 1976 will probably be maintained in the coming decade. However, as Charles du Granrut stresses, "the image of an American economy based largely on services is too simplistic": for one thing, the growth of many services is closely linked to manufacturing; for another, the growth of services is strongly tied to demand and the arrangements made to satisfy that demand.

Lastly, the nature of employment in the United States is also changing: the level of skills and qualifications required are in general rising, which does nothing to reduce inequalities —according to the BLS, the highest rates of growth are in the best-paid but also in the less well-paid jobs.

**Outlook for Sub-Saharan Africa. A Survey of Recent Futures Studies Research***Philippe Hugon*

At the request of the French Ministry of Foreign Affairs, an overview of the last ten years' research into and about the future of sub-Saharan Africa has just been completed by CERED/CERNEA (Centre for Research on Development Economics/Centre for Research in New Applied Economics) at the University of Paris X-Nanterre.

Philippe Hugon, who co-edited this survey with Olivier Sudrie, shares with us the main lessons to be learned from these exercises in the prospects for sub-Saharan Africa. After giving a brief outline of the different

approaches adopted in these studies, he highlights:

- the most important trends, distinguishing the exogenous (depending on external factors) from the endogenous (depending on factors within the African continent), and stressing the disparities at sub-regional level;
- the main strategic issues in the medium and long term, the principal actors and their possible strategic options;
- the scenarios generated by these studies, some of which are related to possible social and economic developments, while others are concerned rather with the region's geopolitical position.

This masterly survey of recent future-oriented research about black Africa reveals the scale of the problems currently facing the region, but also usefully indicates which factors are responsible for inertia and what room for manoeuvre is available to the actors concerned.

**Representations of the Future**

"Visions of the Future, a history of the hopes and fears of humanity" is the theme of an exhibition to be put on by the "Réunion des musées nationaux", with financial support from the "Mission 2000 en France", at the Grand Palais in Paris from 5 October 2000 to 1 January 2001.

The exhibition will offer a vast panorama of humanity, and human perceptions of the future from the ancient world's hopes of immortality to the recent challenges to the very notion of "progress". Two hundred works of art have been brought together to stimulate reflection about the beauty and diversity of representations of the future over the centuries, in particular the search for eternal life, the expectation of the end of the world and the dreams of modernity.

*Futuribles*, which has a regular feature under the title "Futures of yesteryear", is linking up with this exhibition by producing a special issue called "Representations of the Future", with the help of Zeev Gourarier, chief curator and deputy director for international relations at the "Musée national des arts et tradi-

tions populaires" in Paris, who is responsible for the exhibition. It offers several visions of the future as expressed in art and hence illustrating how people through the centuries have dreamed of their future.

Five authors share their thoughts with us:

— First, Zeev Gourarier, in his article, shows how the hope of a better world has given rise to a multitude of dreams and also of controversies. He classifies the different visions of the future in three main phases: millenarian, utopian and anti-utopian.

In the first phase, the Middle Ages, the search for imminent happiness was marked by the triumph of the Son of God represented by the Apocalypse. One finds a similar eschatological exaltation in Cromwell's England, whereas in France from the 16th century onwards, the hopes of millenarians became less and less religious, and instead focused on human action, even to the point later on of seeing in Louis XIV the victor over the Antichrist.

Next, in the second phase, the author describes the contrast between the open-ended futures of the millenarians and libertarians, and the closed and homogeneous utopian futures imagined in modern times. In the latter case, it is for human beings to create their own happiness by applying certain rules drawn from pagan Antiquity, going so far as perfect uniformity. The ideal cities or utopian societies dreamed up by Renaissance scholars and humanists were intended to be an embodiment of a better world.

Finally, in the third phase, as people realised that the uniformity of these ideal cities would be hellish, utopianism emerged from its isolation and proposed instead an ideal future world symbolised by the Tower of Babel. The new version favoured free enterprise and personal independence, rejecting uniformity and monotony, yet warning against totalitarian powers and the subordination of the individual to a collective ideal.

— Then, Patrick Prado, in "Island utopias", discusses the island paradises beloved of utopias; whether Arcadia or Eden, humanity has constantly identified traces of these lost paradises and tried to recreate them by inventing innumerable utopian islands where people could live happily ever after. These island paradises crop up frequently throughout history and serve as a setting for a better world, symbolising the perfect models of politics, ethics and aesthetics. Closely linked with visions of things to come and desires for the future, the imaginary

islands opened up dreams of eternal life. Nevertheless, although these island utopias, as expressions of hope, represented an escape from the evils of the world that were the subject of philosophical, metaphysical and religious debates, they also offer a glimpse of prevalent anxieties.

— Next, Sophie Makariou, in a paper on "Fatimid rock crystals", invites us to stop and look at rock crystal, which for both Islam and Western Christianity was the substance of eternity, carrying the promise of eternal life. In fact, this pure quartz, much prized in the 9th and 10th centuries by the Islamic empires in Egypt, was used to create a series of artefacts that would be tokens of a new life after death, or even of a better world laden with promises of paradise and eternal delights.

— As for Dominique Ferriot, in "Ader's aeroplane", she pays tribute to Clément Ader, reminding us how this engineer, having observed the flight of bats, became the inventor of the first motorised flying machines and so was able to give concrete expression to the dream of the bird-man.

— Lastly, Jean-Pierre Mercier, in his article on "Science fiction and comic books", stresses the role of science fiction in comic books. Science fiction first appeared in comic strips in the United States in 1920, i.e. almost a century after the first comic strips were created. From then on the famous space travellers, the good guys and bad guys operating thanks to the power of technology, and the supermen gave shape to the hopes and fears of American society. Although there were attempts in France to launch this literary genre in the late 1940s, with *Blake et Mortimer* or Hergé's series about the moon, it was not until the end of the 1960s that there was a real explosion of science-fiction series raising questions about the future at many levels.

## New Growth or Nothing New?

Michel Godet

This is a time of "new growth", thanks to the IT (information technology) and the widespread confidence, indeed conviction, that we are at the beginning of a new Kondratiev upturn, launched into a new era of stable prosperity.

Michel Godet, sceptical as always of generally accepted ideas, warns us to be cautious. True, Europe is currently enjoying a new growth

spurt, which furthermore has created new jobs. But this phenomenon, here in Europe as in the United States, has little to do with the IT.

The impact of the IT obviously should not be overlooked, since they have undoubtedly helped in the development of a new economy, in particular by stimulating competition and therefore lower prices. Yet the new growth should not be overestimated on the basis of

the Nasdaq and the stock market bubble which will ultimately burst.

In any case, Godet argues — convinced that human beings are the only real source of wealth and that the future depends on what they want — the growth cycle theories (especially that of Kondratiev) are illusory. The new growth cannot continue without generating adverse side-effects and consequently in Europe, with its ageing population, weak and fluctuating demand.

*Futuribles* is a monthly independent transdisciplinary policy oriented journal (11 issues a year). Its objective is to provide its readers with a better understanding of contemporary societies dynamics, those facts, ideas and trends shaping their medium and long term possible futures.

*Chief Editor* : Hugues de Jouvenel

Futuribles : 55, rue de Varenne, 75007 Paris, France.  
Tel. 33 (0)1 53 63 37 70 – Fax 33 (0)1 42 22 65 54  
E-Mail : revue@futuribles.com – www.futuribles.com

## Découvrez les numéros spéciaux de *Futuribles*



**Les pénuries de main-d'œuvre**  
n° 254, juin 2000, 78 F



**Le vieillissement**  
n° 244, juil-août 99, 75 F



**L'environnement**  
n° 239-240, fév-mars 99, 75 F



**L'an 2000, et après...**  
hors série, janv. 99, 100 F



**Le temps de travail**  
n° 237, décembre 98, 73 F



**L'évolution des valeurs**  
n° 200, juil-août 95, 120 F

À retourner à Futuribles - 55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France

**Je commande les numéros suivants :** \_\_\_\_\_

(France : port inclus - Autres pays/DOM TOM : 5 F en plus par revue sauf *L'an 2000, et après...* 100 F)

**Je règle**  **F**  par chèque à l'ordre de Futuribles

par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

exp. fin \_\_\_\_\_

**Voici mes coordonnées**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Date \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

*Explorer ce qui peut advenir  
(LES FUTURS POSSIBLES)  
et ce qui peut être fait  
(LES POLITIQUES ET LES STRATÉGIES).  
L'anticipation au service de l'action.*

# GROUPE *futuribles*

## → **Association internationale de prospective : Futuribles International**

### **Système vigie :**

L'association a établi un système de veille permanente :

- sur qui fait quoi, où et comment, dans le domaine des études prospectives
- sur les tendances lourdes et émergentes d'évolution du monde contemporain

### **Forum prévisionnel**

Plate-forme de rencontres entre experts et décideurs, Futuribles International organise des tables rondes, journées d'étude et colloques internationaux

### **Formation**

- Des séminaires de formation aux concepts et aux méthodes de prospective
- Des séminaires de prospective appliquée

### **Étude et Recherche**

Des « groupes d'étude prospective » sont constitués sur des problématiques communes aux personnes et organisations membres

## → **Une société de presse et de communication**

- Futuribles*, revue mensuelle pluridisciplinaire et prospective sur les grands enjeux du monde contemporain et ses évolutions possibles
- Une action permanente de sensibilisation aux futurs possibles au travers des médias

## → **Un pôle d'expertise en prospective et stratégie**

- Des études de prospective appliquée
- Une activité de conseil en veille, prospective et stratégie auprès des entreprises et organismes publics

GROUPE  
*futuribles*

55, rue de Varenne - 75341 Paris cedex 07 - France

Tél 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax 33 (0)1 42 22 65 54 • [www.futuribles.com](http://www.futuribles.com)

# *futuribles*

OCTOBRE 2000 - NUMÉRO 257

- Futurs possibles et souhaitables*** 3  
*Hugues de Jouvenel*
- États-Unis : l'emploi à l'horizon 2008*** 5  
*Charles du Granrut*
- Prospective de l'Afrique subsaharienne*** 17  
*Une synthèse générale des travaux de prospective récents*  
*Philippe Hugon*

## **Futurs d'antan**

- Représentations du futur*** 47
- Millénarisme et utopie*** 49  
*Zeev Gourarier*
- Les utopies iliennes*** 56  
*Patrick Prado*
- Les cristaux de roche fatimides*** 60  
*Sophie Makariou*
- L'avion d'Ader*** 62  
*Dominique Ferriot*
- Science-fiction et bandes dessinées*** 64  
*Jean-Pierre Mercier*

## **Forum**

- Nouvelle croissance ou vieilles lunes ?*** 67  
*Michel Godet*

## **Actualités prospectives** 83

## **Bibliographie**

- Analyses critiques*** 93
- Comptes rendus*** 105

## **Abstracts** 109



78 F - 11,89 €  
2-84387-257-X